

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La balance des paiements de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise pour 1949 — Aperçu de la situation économique de la Belgique — Législation économique — Statistiques

LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE POUR 1949

La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1949, dont le commentaire fait l'objet de la présente information, a été établie selon la méthode décrite antérieurement dans ce *Bulletin* (1).

Rappelons que la balance ainsi élaborée recense principalement les transferts effectués entre résidents et non-résidents par l'intermédiaire du système bancaire national, les transactions n'ayant entraîné aucun paiement par le canal du système bancaire étant cependant relevées dans la mesure où elles sont connues avec exactitude (2).

Outre la balance des paiements de l'année, nous publions les relevés des transactions internationales effectuées au cours des trois premiers trimestres — soit avant l'alignement monétaire intervenu en septembre — et au cours du quatrième trimestre. Le lecteur trouvera, en annexe au présent article (3), les données statistiques classées dans le schéma proposé par le Fonds Monétaire International (4). Les tableaux annexés pourront être rapprochés de ceux qui ont été publiés antérieurement dans ce *Bulletin*,

sous une forme identique, pour les années 1947 et 1948 (5).

* * *

Pour la première fois depuis la libération, la *balance des transactions courantes* s'est clôturée en 1949 par un excédent. Le boni observé s'élève à 4,9 milliards et se compare à des déficits de 13,3 milliards et de 7 milliards enregistrés respectivement en 1947 et en 1948.

Le retournement survenu, de 1948 à 1949, dans la position de la balance courante s'explique exclusivement par l'évolution de la balance commerciale.

Un excédent commercial de 7,5 milliards — les importations étant calculées f.o.b. — a été réalisé alors qu'en 1948, la balance commerciale — établie sur la même base — s'était soldée par un déficit de 5,2 milliards (6).

Les opérations invisibles de la balance courante se sont soldées, en 1949, par un mali de 2,6 milliards, alors qu'elles n'avaient laissé qu'un déficit de 1,8 milliard en 1948.

En raison de l'importance relative des recettes et des dépenses qui n'ont pu être ventilées et qui ont été

(1) *Bulletin* d'avril 1949. « L'enregistrement des transactions internationales et l'établissement de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1947 », pp. 169 à 185.

(2) Des travaux poursuivis à la Banque du Congo Belge ont permis d'établir un recensement plus complet et plus précis des transactions entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et la Colonie et d'englober dans le relevé de ces transactions les opérations qui ne donnent pas lieu à un transfert bancaire.

(3) Cf. tableaux-annexes A, B et C, pages 7 à 9.

(4) *International Monetary Fund*, « Balance of Payments Manual ». On notera qu'en raison de certaines différences de méthodes qui ont été précisées dans l'article cité à la note (1), les balances des paiements publiées dans le présent *Bulletin*, quoique présentées dans le cadre du schéma recommandé par le Fonds Monétaire International, ne coïncident pas exactement avec les recensements des transactions internationales établies par le Fonds.

(5) Cf. article cité dans la note (1), tableau II, page 181, et *Bulletin* de septembre 1949, « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise pour l'année 1948 », tableau I, page 152.

(6) Les montants des échanges internationaux de marchandises recensés par les statistiques douanières font apparaître en 1949 un déficit de 1,9 milliard. On sait que, dans ces relevés de la douane, les importations sont recensées à leur valeur c.i.f. et, par conséquent, que cette balance commerciale incorpore, du côté des dépenses, la valeur totale des frets. Or, le règlement d'une partie de ces frets, payés à des transporteurs nationaux, ne donne pas lieu à transaction internationale. De plus, dans la balance des paiements, les « opérations sur marchandises »

(Voir suite de la note, p. 2.)

TABLEAU I

Balances des transactions courantes en 1948 et 1949

Présentation synthétique
(en milliards de francs) (1)

	Année 1948			Année 1949		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Opérations sur marchandises (F. O. B.)	75,5	80,7	- 5,2	79,7	72,1	+ 7,6
2. Autres transactions courantes :						
a) Transports	3,9	7,5	- 3,6	3,5	6,7	- 3,2
b) Déplacements à l'étranger	0,7	2,8	- 2,1	1,4	2,7	- 1,3
c) Travailleurs étrangers et ouvriers frontaliers	3,6	1,0	+ 2,5	2,8	1,3	+ 1,6
d) Revenus d'investissements	4,8	3,0	+ 1,7	4,2	3,9	+ 0,3
e) Donations	3,4	2,4	+ 1,0	10,9	10,3	+ 0,6
f) Divers	1,5	2,9	- 1,4	3,3	3,8	- 0,5
g) Total	17,8	19,6	- 1,8	26,1	28,7	- 2,6
3. Total général	93,3	100,3	- 7,0	105,7	100,8	+ 4,9

(1) Chiffres arrondis à la centaine de millions.

enregistrées sous la rubrique « divers », il serait contre-indiqué de donner une portée trop précise aux mouvements constatés dans les diverses rubriques qui groupent les transactions invisibles.

Les recettes de *transports* — frets, recettes portuaires, recettes de transit — ont diminué. Les frets maritimes sont en baisse et il semble que les recettes qui résultent de l'activité du port d'Anvers et celles qui découlent du transit ont fléchi. La baisse des frets maritimes a influencé également les dépenses de transports, dont la contraction d'une année à l'autre a été plus accentuée que celle du tonnage des marchandises importées.

(Suite de la note 6, p. 1.)

ne recensent que la valeur des marchandises échangées, à l'exclusion de tout service connexe : les frets payés à l'étranger à l'occasion d'importations, ont été portés au débit du poste « Transports » dont ils constituent l'essentiel.

Si les statistiques douanières ne reflètent pas exactement les paiements effectués à l'étranger ou reçus de celui-ci à l'occasion des mouvements de marchandises, cela tient en outre à d'autres particularités de ces statistiques. Les relevés du Commerce spécial recensent, en effet, la valeur de marchandises ayant passé les frontières de l'U.E.B.L. sans qu'il y ait transfert de propriété entre résidents étrangers et belgo-luxembourgeois. Par exemple, les marchandises envoyées pour le travail à façon dans l'U.E.B.L. : ce fut le cas, au cours des dernières années, du matériel roulant de chemin de fer expédié aux fins de réparation; c'est le cas permanent des matières premières congolaises, qui restent propriété des producteurs coloniaux, bien qu'elles soient traitées dans l'U.E.B.L. et expédiées à l'étranger par les soins de celle-ci. Par ailleurs, la statistique douanière ne couvre pas certaines opérations sur marchandises avec l'étranger qui donnent cependant lieu à transfert de propriété; c'est le cas des achats et ventes de gaz et d'énergie électrique ou des fournitures de réparations livrées par l'Allemagne. C'est également le cas des opérations de « cross trade », c'est-à-dire des transactions commerciales effectuées par des résidents belgo-luxembourgeois avec l'étranger sous forme d'achats et de ventes de marchandises, sans que ces marchandises passent par le territoire de l'U.E.B.L.

Les montants des statistiques douanières ont été rectifiés de façon qu'elles couvrent plus exactement les opérations sur marchandises — f.o.b. — ayant donné lieu à transactions internationales. Les montants rectifiés s'élevaient à 75.065 millions aux importations et à 80.118 millions aux exportations, soit un boni de 5.053 millions.

Ce solde bénéficiaire est largement inférieur — de près de 2,5 milliards — au boni laissé par les opérations de marchandises, tel qu'il ressort de la statistique des transferts. Cet écart peut provenir, jusqu'à un certain point, des imprécisions du matériel statistique. Il est trop important cependant que pour ne pas correspondre à un phénomène réel; il indique que toutes les marchandises étrangères achetées et importées par l'U.E.B.L. en 1949 n'ont pas été réglées pendant la même période.

Le *tourisme* s'est traduit par une sortie nette de devises moins importante qu'en 1948. Ceci s'explique non par une contraction des dépenses — celles-ci étant demeurées pratiquement inchangées —, mais par une augmentation des recettes due surtout à un octroi plus libéral de francs belges aux ressortissants britanniques, français et néerlandais désireux de séjourner en Belgique et au Luxembourg. Accessoirement, on observe également un certain développement du tourisme en provenance des Etats-Unis et de la Suisse.

Rappelons ici que les chiffres portés à la balance sous la rubrique « tourisme » ne comprennent pas les montants emportés en billets belges soit par les ressortissants belgo-luxembourgeois à l'étranger, soit par les étrangers en U.E.B.L., montants qu'il est impossible d'évaluer avec précision. Les données recensées ne peuvent donc être considérées comme traduisant avec exactitude les mouvements globaux résultant du tourisme.

Les recettes nettes enregistrées sous la rubrique « *frontaliers et travailleurs étrangers* » ont été moins élevées en 1949 qu'en 1948. Ceci est dû surtout au fléchissement des recettes. Le nombre des frontaliers a diminué et plusieurs grèves ont réduit les prestations des effectifs subsistants. D'autre part, les salaires de cette catégorie de travailleurs, traduits en francs belges, se sont contractés.

Les *revenus nets d'investissements* ont été sensiblement moins importants qu'en 1948. Ceci est dû tant à un fléchissement des recettes qu'à un accroissement des dépenses. La contraction des montants portés en recettes peut s'expliquer par le fait que, en 1948, certains arriérés de revenus se trouvaient encore confondus avec les rentrées courantes. Quant à l'accroissement des dépenses, il peut être rattaché à la majoration des dividendes mis en distribution par les sociétés belgo-luxembourgeoises.

Les recettes nettes enregistrées sous la rubrique « *Donations* » sont moins importantes qu'en 1948.

Parmi les inscriptions portées sous cette rubrique figurent les transferts privés unilatéraux — 922 millions en recettes — consistant principalement en rapatriement de fonds par les coloniaux —, et 453 millions en dépenses.

Les réparations reçues d'Allemagne ont représenté 112 millions.

Le Trésor colonial a consenti, en faveur de divers organismes métropolitains, des dons s'élevant à 10 millions. De plus, conformément au principe adopté en 1948, nous avons enregistré dans la rubrique « *Donations* » les transferts unilatéraux effectués dans le cadre du mécanisme de l'aide conditionnelle — exercice des droits de tirage accordés par l'Union ou reçus par elle et assistance effectivement fournie par l'E.C.A. — dans la mesure où ces opérations se compensent et ne donnent lieu par conséquent à aucune modification dans le montant des avoirs nets de l'Union sur l'étranger. Figurent en recettes les droits de tirage exercés par l'Union sur l'Italie — 172 millions — et l'aide conditionnelle effectivement reçue de l'E.C.A. — 9.642 millions —, soit au total 9.814 millions. A concurrence d'un montant équivalent, les prélèvements effectués sur les droits de tirage concédés par l'Union ont été portés en dépenses (7).

L'aide conditionnelle et les droits de tirage exercés sur l'Italie étant compensés dans la balance des

transactions courantes par les droits de tirage utilisés par d'autres pays participants, il en résulte que l'excédent courant a été obtenu sans que la balance soit créditée de ressources nettes procurées par une aide officielle étrangère accordée à titre gratuit.

Notons enfin que les transactions invisibles classées sous la rubrique « *Divers* » du tableau I se sont soldées par un mali moins important qu'en 1948. Parmi les opérations rangées sous cet intitulé figurent notamment les mouvements de l'or non monétaire, les primes et indemnités d'assurance, les transactions gouvernementales, les redevances pour brevets, films cinématographiques et droits d'auteur et diverses recettes ou dépenses résultant de l'activité des sièges métropolitains des sociétés coloniales. On trouvera dans le tableau A annexé au présent article, des indications statistiques précises sur les entrées et sorties auxquelles ont donné lieu certaines catégories d'opérations (8). Signalons que la rubrique « *Mouvement de l'or non monétaire* » a été débitée notamment de l'or que les producteurs coloniaux ont été autorisés à écouler sur le marché libre.

* * *

Le boni courant observé en 1949 s'explique exclusivement par les opérations effectuées pendant les trois premiers trimestres de 1949. Celles-ci ont laissé, en effet, un excédent de 7,8 milliards, tandis que la balance courante du quatrième trimestre s'est soldée par un mali de 2,8 milliards.

TABLEAU II

Evolution de la balance des transactions courantes en 1949

Présentation synthétique
(en milliards de francs), (1)

	Trois premiers trimestres			Quatrième trimestre			Année		
	Recettes 1	Dépenses 2	Solde 3	Recettes 4	Dépenses 5	Solde 6	Recettes 7	Dépenses 8	Solde 9
1. Opérations sur marchandises (f.o.b.)....	62,0	52,7	+ 9,2	17,7	19,4	- 1,7	79,7	72,1	+ 7,5
2. Autres transactions courantes	20,9	22,4	- 1,5	4,5	5,7	- 1,2	(2) 26,1	(2) 28,7	- 2,6
3. Total général	82,9	75,1	+ 7,8	22,2	25,1	- 2,8	(2) 105,7	(2) 100,8	+ 4,9

(1) Chiffres arrondis à la centaine de millions.

(2) En raison d'une particularité statistique, exposée dans la note 9 au bas de la page 4, ces montants ne sont pas égaux au total des chiffres correspondants pour les trois premiers trimestres et le quatrième trimestre.

L'excédent des opérations sur marchandises, qui avait été de 9,2 milliards pour les trois premiers trimestres — les importations étant enregistrées f.o.b. —,

a fait place, au cours du quatrième trimestre, à un déficit de 1,7 milliard.

Le déficit résultant des opérations invisibles a été proportionnellement plus important au cours du quatrième trimestre. L'examen des données détaillées consignées dans les tableaux-annexes B et C indique que ce mouvement s'explique principalement par

(7) Les droits de tirage bruts exercés sur l'Union ont atteint au total 11.411 millions. La fraction non compensée par les droits de tirage exercés par l'Union sur l'Italie ou par l'aide conditionnelle — soit 11.411 — 9.814 = 1.597 millions — a pour contrepartie l'engagement ferme souscrit par l'E.C.A. de fournir une aide conditionnelle d'un montant identique. Cet engagement constitue pour l'Union une créance sur l'étranger dont le montant a été inscrit au compte capital de la balance des paiements.

(8) Cf. tableau A. Transactions courantes. Rubriques 2, 5, 7 et 8.2.

l'apparition d'un mali résultant du paiement des revenus d'investissement et par le fléchissement des recettes dues à l'activité des ouvriers frontaliers.

L'évolution, au cours de l'année, des opérations liées au mécanisme de l'aide conditionnelle mérite de retenir spécialement l'attention. Pendant les trois premiers trimestres, l'aide conditionnelle effectivement reçue — 7.958 millions — et les droits de tirage sur l'Italie — 172 millions —, soit au total 8.130 millions, n'ont représenté qu'une fraction des droits de tirage sur l'U.E.B.L. : 10.341 millions. La créance sur l'E.C.A. s'est donc accrue de 2.211 millions.

Par contre, au cours du quatrième trimestre, l'aide effective reçue de l'E.C.A. — 1.684 millions — a été plus élevée que les droits de tirage exercés sur l'U.E.B.L. — 1.070 millions. La créance sur l'E.C.A.

s'est donc réduite à concurrence de la différence — soit 614 millions (9).

* * *

Les opérations en compte capital effectuées en 1948 et en 1949 sont présentées sous une forme synthétique dans le tableau III.

On notera que les rapatriements nets d'avoirs privés et d'arriérés de revenus ne se sont plus élevés qu'à 0,7 milliard. En 1947, ils avaient atteint 11,6 milliards et avaient contribué largement au financement du déficit important observé cette année. En 1948, ils avaient encore représenté un apport net de 3,9 milliards. On assiste donc à l'épuisement progressif et tout à fait normal d'une source de rentrées à caractère essentiellement temporaire et exceptionnel.

TABLEAU III

Balance des paiements des années 1948 et 1949
Opérations en compte capital — Présentation synthétique
(en milliards de francs) (1)

	Année 1948			Trois premiers trimestres de 1949			Quatrième trimestre de 1949			Année 1949		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Boni (+) ou mali (—) courant	—	—	— 7,0	—	—	+ 7,8	—	—	— 2,8	—	—	+ 4,9
2. Erreurs et omissions	—	—	— 0,4	—	—	— 0,1	—	—	— 0,2	—	—	— 0,3
3. Total à financer (3 = 1 + 2)	—	—	— 7,4	—	—	+ 7,7	—	—	— 3,0	—	—	+ 4,6
4. Opérations en compte capital. Secteur privé et opérations à long terme du secteur officiel et bancaire :												
a) Rapatriement d'avoirs privés (2)	4,0	0,2	+ 3,9	0,7	0,1	+ 0,6	0,2	0,1	+ 0,1	0,9	0,2	+ 0,7
b) Investissements, prêts et remboursement de prêts privés (2)	2,3	2,0	+ 0,3	1,4	1,2	+ 0,2	0,4	0,6	— 0,1	1,8	1,7	+ 0,1
c) Emprunts et remboursement d'emprunts par le secteur officiel et bancaire (3)	3,6	2,2	+ 1,4	1,9	2,3	— 0,4	1,4	0,2	+ 1,2	3,3	2,4	+ 0,9
d) Boni (+) ou mali (—) total	—	—	+ 5,6	—	—	+ 0,4	—	—	+ 1,2	—	—	+ 1,7
5. Boni (+) ou mali (—) global correspondant à l'accroissement (+) ou à la contraction (—) des réserves de change (or et avoirs nets du système bancaire en devises et en francs belges sur l'étranger) (4) (5 = 3 + 4d)	—	—	— 1,9	—	—	+ 8,1	—	—	— 1,8	—	—	+ 6,3

(1) Chiffres arrondis à la centaine de millions.

(2) Le solde de ces opérations est groupé dans les rubriques 11 et 12 des tableaux-annexes.

(3) Tableaux-annexes — rubrique 13.

(4) Tableaux-annexes — rubriques 14 et 15.

Le mouvement des prêts, remboursements de prêts et investissements privés continue à se traduire par des recettes et des dépenses approximativement équilibrées. L'excédent net des recettes est de 57 millions en 1949, contre 299 millions en 1948.

Les emprunts contractés par le secteur public ont été moins importants en 1949 qu'en 1948 : 3,3 milliards contre 3,6 milliards en 1948. Par ailleurs, les remboursements, amortissements et prêts nouveaux ont été plus importants : 2,4 milliards contre 2,2 milliards. Les ressources nettes s'établissent à 0,9 milliard contre 1,4 milliard en 1948. Les remboursements ayant été relativement plus importants pendant les trois premiers trimestres et les emprunts nouveaux pen-

dant le quatrième trimestre, la période de janvier à septembre se clôture par un mali de 0,4 milliard, les trois derniers mois par un excédent de 1,2 milliard.

Rappelons ici la nomenclature des emprunts contractés ou utilisés en 1949 (en millions de francs) :

(9) Les chiffres portés pour l'ensemble de l'année à la rubrique « Donations » et à la sous-rubrique « Dons gouvernementaux » sont supérieurs au total des montants inscrits sous les mêmes rubriques dans les relevés élaborés respectivement pour les trois premiers trimestres et pour le quatrième trimestre. Ceci résulte de la méthode de comptabilisation adoptée : l'excédent de dépenses observé pendant les trois premiers trimestres et le surplus de recettes enregistré pendant le troisième trimestre au titre de l'aide conditionnelle ont été écartés des balances courantes établies pour les deux périodes considérées tandis que, dans le cadre de la balance annuelle, seul l'excédent net de dépenses résultant de l'aide conditionnelle a été inscrit au compte capital.

1. Emprunt contracté par la Belgique auprès de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (16 millions de dollars) (10)	701
2. Prélèvements sur le prêt consenti au Luxembourg par la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement ..	129
3. Prélèvements sur l'emprunt E.C.A. (11) ..	2.003
4. Emprunt de 50 millions de francs suisses émis en Suisse par la Société Nationale des Chemins de fer (12)	474
Total :	3.307

Et celle des remboursements, amortissements et prêts :

Amortissements contractuels sur emprunts des pouvoirs publics	989
Apurement de la dette du gouvernement belge envers le gouvernement britannique (13)	1.343
Prélèvements sur le prêt consenti au Royaume-Uni dans le cadre du mécanisme de l'aide conditionnelle	106
Total :	2.438

* * *

En 1948, des prélèvements s'élevant à 1,9 milliard avaient dû être effectués sur les réserves de change du système bancaire en vue d'équilibrer les paiements internationaux de l'U.E.B.L. En 1949, au contraire, les réserves ont pu être renforcées à concurrence de 6,3 milliards : elles se sont accrues de 8,1 milliards pendant les trois premiers trimestres pour se réduire ensuite de 1,8 milliard pendant le quatrième trimestre.

Cependant, le mouvement des réserves de change du système bancaire ne révèle qu'un aspect des changements intervenus dans les avoirs et engagements à court terme de l'économie belgo-luxembourgeoise vis-à-vis de l'étranger.

Les transactions internationales engendrent, dans le chef des particuliers belgo-luxembourgeois, une masse de créances sur l'étranger et d'engagements vis-à-vis de celui-ci. La plus grande partie de ces créances et de ces engagements ont fait l'objet, au cours de l'année envisagée, de règlements impliquant des transferts opérés par le système bancaire; ceux-ci sont donc recensés dans la balance des paiements parmi les transactions courantes ou les opérations en capital des particuliers. Le solde de la masse des règlements effectués détermine la variation des réserves officielles de change. Mais les avoirs nets extérieurs des particuliers résultant de l'ensemble de

(10) Emprunt autorisé par l'arrêté du Régent du 19 février 1949 (*Moniteur* du 23 février 1949).

(11) Emprunt autorisé par les arrêtés du Régent du 19 novembre 1948 et du 12 mars 1949 (*Moniteur* des 14-15 mars 1949).

(12) Emprunt autorisé par la loi du 9 mai 1949 (*Moniteur* du 13 mai 1949) et l'arrêté du 2 mai 1949 (*Moniteur* du 2 juin 1949).

(13) Cette dette a été apurée à l'aide d'avoirs en livres réservés à cette fin et comptabilisés dans le cadre de l'accord de paiement contracté entre l'U.E.B.L. et le Royaume-Uni.

leurs créances et de leurs engagements extérieurs non encore réglés peuvent avoir varié au cours de l'exercice.

Il est pratiquement impossible — faute de documentation — d'établir la situation active et passive extérieure des particuliers au début et en fin d'exercice pour en déterminer la variation. Néanmoins, il semble en ce qui concerne la balance commerciale — l'élément le plus important des transactions courantes — que l'on puisse retirer certaines indications de la comparaison des soldes tels qu'ils ressortent des statistiques douanières d'une part, et des transferts bancaires d'autre part. On a fait remarquer ci-avant que le boni commercial s'élevait à 5 milliards environ suivant les statistiques douanières rectifiées, et à 7,5 milliards environ suivant les statistiques des transferts bancaires. Cet écart peut être interprété comme le reflet d'une augmentation des engagements à court terme de l'U.E.B.L. en 1949 — ou d'une diminution de ses avoirs à court terme. En fait, c'est pendant les trois premiers trimestres que le phénomène s'est manifesté. Il est vraisemblable que les milieux commerciaux des pays dont la devise était menacée de dévaluation se sont efforcés de se dégager de leurs engagements en francs belges et surtout d'accumuler des créances dans cette devise. Cette politique pourrait expliquer que les marchandises achetées et importées par l'U.E.B.L. au cours de cette période n'aient pas donné lieu à des règlements effectifs d'un montant égal. L'expansion des courants d'importations tout en fin d'année a contribué également à créer, dans le chef de l'U.E.B.L., de nouveaux engagements commerciaux à court terme non réglés en 1949.

Il va de soi que ces indications, si elles traduisent des fluctuations probables, ne peuvent pas donner lieu à mensurations précises.

Néanmoins, dans l'examen des résultats des transactions internationales de l'U.E.B.L. en 1949, il convient de ne pas perdre de vue que le mouvement des réserves bancaires de change ne fournit pas une indication complète de l'évolution de la situation active et passive à court terme du pays vis-à-vis de l'étranger. Les conclusions que l'on formulerait quant à cette évolution sur le vu des données numériques des réserves de change officielles doivent être nuancées en tenant compte des remarques qui ont été développées ci-dessus.

* * *

Le tableau IV présente l'évolution des diverses composantes des réserves de change en 1948 et en 1949.

En 1948, les *avoirs en or et en devises convertibles* (tableau IV, n^{os} 1 à 4) avaient pu être renforcés malgré l'existence d'un déficit à couvrir par le jeu des réserves de change. En 1949, l'excédent susceptible d'être affecté à l'augmentation de ces réserves a été consacré en grande partie à l'accroissement des avoirs métalliques et des disponibilités nettes en monnaies convertibles. Toutefois, il faut noter que ces avoirs ont décréu au cours du quatrième trimestre,

TABLEAU IV

Mouvement des avoirs nets en or et en devises

Présentation synthétique

(en milliards de francs) (1)

+ = accroissement d'avoirs ou diminution d'engagements.
- = diminution d'avoirs ou accroissement d'engagements.

	Année 1948	Trois premiers trimestres de 1949	Quatrième trimestre de 1949	Année 1949
1. Encaisse-or (2)	+ 1,2	+ 4,0	- 0,8	+ 3,2
2. Avoirs nets en devises (hors accords) (3) (4) ..	+ 0,6	- 0,2	-	- 0,2
3. Créance sur l'E. C. A. (5)	+ 0,7	+ 2,2	- 0,6	+ 1,6
4. Total 1 à 3 (6)	+ 2,5	+ 6,0	- 1,4	+ 4,6
5. Accords de paiement (7):				
Avoirs	- 0,5	- 2,3	- 2,0	- 4,2
Engagements	+ 0,2	+ 1,5	+ 0,9	+ 2,4
Avoirs nets	- 0,3	- 0,8	- 1,1	- 1,8
6. Engagements nets en francs belges (hors accords) (4)	- 3,2	+ 2,6	+ 0,6	+ 3,3
7. Engagements envers les organismes internationaux (8)	- 0,9	+ 0,2	-	+ 0,2
8. Total	- 1,9	+ 8,1	- 1,8	+ 6,3

(1) Chiffres arrondis à la centaine de millions.

(2) Tableaux-annexes, rubrique 15.

(3) Essentiellement des devises convertibles: dollars U.S.A., dollars canadiens et francs suisses.

(4) Tableaux-annexes, rubrique 14.3.

(5) Tableaux-annexes, rubrique 14.4.

(6) Ce total représente l'évolution des avoirs en or et en devises convertibles.

(7) Tableaux-annexes, rubrique 14.1.

(8) Tableaux-annexes, rubrique 14.2.

Les avoirs nets en accords de paiement, qui avaient commencé à décroître en 1948, ont continué à se contracter en 1949, le mouvement s'étant accentué au cours du quatrième trimestre.

L'évolution observée en 1949 s'analyse en une contraction sensible des avoirs en accords de paiement, compensée partiellement par une réduction des engagements comptabilisés dans le cadre de ces accords.

La diminution des avoirs en accords de paiement est due essentiellement à l'évolution des créances en livres sterling, en francs français et en florins. Les créances sur l'Allemagne se sont, par contre, sensiblement accrues. La contraction des avoirs en livres sterling s'explique en partie par l'apurement du solde de la dette du gouvernement belge envers le gouvernement britannique — 1.343 millions — réalisé au cours du premier semestre.

La réduction des engagements en accords de paiement s'explique principalement par l'évolution des dettes de l'U.E.B.L. envers l'Italie, le Brésil, l'U.R.S.S. et la Suisse. L'accord de paiement avec la Suisse ayant pris fin en novembre, le montant dont l'U.E.B.L. était débitrice dans le cadre de cet accord a été remboursé en or.

En 1948, l'U.E.B.L. avait trouvé d'importants moyens de financement dans l'accroissement de ses engagements en francs belges — hors accord de paiement — envers l'étranger (zone sterling, zone franc français, Argentine et Congo belge principalement). En 1949, au contraire, on a observé une contraction sensible des engagements en francs belges envers l'étranger non comptabilisés dans les accords de paiement. Ce phénomène est dû essentiellement à l'utilisation par l'étranger des comptes spéciaux alimentés par le renvoi de billets belges.

Enfin, alors qu'en 1948, l'U.E.B.L. avait trouvé certaines ressources dans un accroissement de ses engagements envers les organismes internationaux, elle a, au contraire, affecté, en 1949, une fraction de ses disponibilités à la contraction de ses engagements envers ces organismes. (Opérations diverses avec la Banque des Règlements Internationaux et rachat, à concurrence de 42 millions de francs belges cédés antérieurement au Fonds Monétaire International contre dollars U.S.A.)

TABLEAU A

Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise — Année 1949

Présentation selon le schéma du Fonds Monétaire International

(en millions de francs belges)

Transactions courantes	Crédit Recettes	Débit Paiements	Crédit (+) ou débit (-) net	Mouvement des capitaux et de l'or monétaire	Accroissement (+) ou diminution (-) des		
					avoirs à l'étranger et de l'or monétaire	engage- ments envers l'étranger	avoirs nets à l'étranger et de l'or monétaire
1. Opérations sur marchandises (f.o.b.)	79.655	72.120	+ 7.535	<i>Secteur privé (non compris les banques) ..</i>			} - 797
2. Mouvement de l'or non monétaire (net)	82	124	- 42	11. Capitaux à long terme (11.1 à 11.6).			
3. Déplacements à l'étranger	1.397	2.713	- 1.316	12. Capitaux à court terme			
4. Transports (4.1 + 4.2)	3.495	6.736	- 3.241	<i>Secteur officiel et bancaire.</i>			
4.1 Frets bruts	3.023	6.736	-	13. Capitaux à long terme (13.1 à 13.6)	+ 106	+ 975	- 869
4.2 Autres (Combustibles et provisions de bord)	472	-	-	13.1 Emprunts officiels	+ 106	+ 3.307	-
5. Primes et indemnités d'assurances	810	926	- 116	13.2 Amortissements	-	- 989	-
6. Revenus d'investissements	4.158	3.883	+ 275	13.3 Autres paiements contractuels	-	- 1.343	-
7. Transactions gouvernementales non comprises ailleurs	409	1.244	- 835	13.4 Autres capitaux à long terme	-	-	-
8. Transactions courantes diverses	4.878	2.820	+ 2.058	14. Capitaux à court terme (14.1 à 14.4)	- 2.859	- 5.900	+ 3.041
8.1 Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers	2.831	1.259	-	14.1 Accords de paiement	- 4.224	- 2.377	-
8.2 Autres transactions courantes diverses	2.047	1.561	-	14.2 Engagements envers les organismes internationaux	-	- 230	-
9. Donations (9.1 à 9.3)	10.858	10.267	+ 591	14.3 Autres avoirs et engagements des institutions officielles et bancaires	- 232	- 3.293	-
9.1 Envois privés	922	453	-	14.4 Autres capitaux à court terme	+ 1.597	-	-
9.2 Réparations	112	-	-	15. Or monétaire	+ 3.249	-	+ 3.249
9.3 Dons gouvernementaux	9.824	9.814	-				
10. Total des transactions courantes (Rubriques 1 à 9)	105.742	100.833	+ 4.909				
Erreurs et omissions			- 285				
Total général			+ 4.624	Total du mouvement des capitaux et de l'or monétaire			+ 4.624

TABLEAU B

Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise — Trois premiers trimestres de 1949

Présentation selon le schéma du Fonds Monétaire International

(en millions de francs belges)

Transactions courantes	Crédit Recettes	Débit Paiements	Crédit (+) ou débit (-) net	Mouvement des capitaux et de l'or monétaire	Accroissement (+) ou diminution (-) des		
					avoirs à l'étranger et de l'or monétaire	engage- ments envers l'étranger	avoirs nets à l'étranger et de l'or monétaire
1. Opérations sur marchandises (f.o.b.)	61.970	52.743	+ 9.227	<i>Secteur privé (non compris les banques)...</i>			
2. Mouvement de l'or non monétaire (net)	52	57	- 5	11. Capitaux à long terme (11.1 à 11.6)			- 772
3. Déplacements à l'étranger	1.081	2.326	- 1.245	12. Capitaux à court terme			
4. Transports (4.1 + 4.2)	2.630	5.176	- 2.546	<i>Secteur officiel et bancaire.</i>			
4.1 Frets bruts	2.258			13. Capitaux à long terme (13.1 à 13.6)	-	- 361	+ 361
4.2 Autres	372			13.1 Emprunts officiels	-	+ 1.910	-
(Combustibles et provisions de bord)				13.2 Amortissements	-	928	-
5. Primes et indemnités d'assurances	648	682	- 34	13.3 Autres paiements contractuels	-	- 1.343	-
6. Revenus d'investissements	3.357	2.654	+ 703	13.4 Autres capitaux à long terme	-	-	-
7. Transactions gouvernementales non comprises ailleurs	235	871	- 636	14. Capitaux à court terme (14.1 à 14.4)	- 368	- 4.401	+ 4.033
8. Transactions courantes diverses...	4.070	2.154	+ 1.916	14.1 Accords de paiement	- 2.272	- 1.480	-
8.1 Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers	2.445	1.010		14.2 Engagements envers les organismes internationaux	-	- 230	-
8.2 Autres transactions courantes diverses	1.625	1.144		14.3 Autres avoirs et engagements des institutions officielles et bancaires	- 307	- 2.691	-
9. Donations (9.1 à 9.3)	8.842	8.471	+ 371	14.4 Autres capitaux à court terme	+ 2.211	-	-
9.1 Envois privés	674	341		15. Or monétaire	+ 4.039	-	+ 4.039
9.2 Réparations	31	-					
9.3 Dons gouvernementaux	8.137	8.130					
10. Total des transactions courantes... (Rubriques 1 à 9)	82.885	75.134	+ 7.751				
Erreurs et omissions			- 90				
Total général...			+ 7.661	Total du mouvement des capitaux et de l'or monétaire			+ 7.661

TABLEAU C

Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise — Quatrième trimestre de 1949

Présentation selon le schéma du Fonds Monétaire International

(en millions de francs belges)

Transactions courantes	Crédit Recettes	Débit Paiements	Crédit (+) ou débit (-) net	Mouvement des capitaux et de l'or monétaire	Accroissement (+) ou diminution (-) des		
					avoirs à l'étranger et de l'or monétaire	engage- ments envers l'étranger	avoirs nets à l'étranger et de l'or monétaire
1. Opérations sur marchandises (f.o.b.)	17.685	19.377	- 1.692	<i>Secteur privé (non compris les banques)</i>			
2. Mouvement de l'or non monétaire (net)	30	67	- 37	11. Capitaux à long terme (11.1 à 11.6)			- 25
3. Déplacements à l'étranger	316	387	- 71	12. Capitaux à court terme			
4. Transports (4.1 + 4.2)	865	1.560	- 695	<i>Secteur officiel et bancaire</i>			
4.1 Frets bruts	765	1.560	-	13. Capitaux à long terme (13.1 à 13.6)	+ 106	+ 1.336	- 1.230
4.2 Autres (Combustibles et provisions de bord)	100	-	-	13.1 Emprunts officiels	+ 106	+ 1.397	-
5. Primes et indemnités d'assurances	162	244	- 82	13.2 Amortissements	-	- 61	-
6. Revenus d'investissements	801	1.229	- 428	13.3 Autres paiements contractuels	-	-	-
7. Transactions gouvernementales non comprises ailleurs	174	373	- 199	13.4 Autres capitaux à long terme	-	-	-
8. Transactions courantes diverses	808	666	+ 142	14. Capitaux à court terme (14.1 à 14.4)	- 2.491	- 1.499	- 992
8.1 Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers	386	249	-	14.1 Accords de paiement	- 1.952	- 897	-
8.2 Autres transactions courantes diverses	422	417	-	14.2 Engagements envers les organismes internationaux	-	-	-
9. Donations (9.1 à 9.3)	1.402	1.182	+ 220	14.3 Autres avoirs et engagements des institutions officielles et bancaires	+ 75	- 602	-
9.1 Envois privés	248	112	-	14.4 Autres capitaux à court terme	- 614	-	-
9.2 Réparations	81	-	-	15. Or monétaire	- 790	-	- 790
9.3 Dons gouvernementaux	1.073	1.070	-				
10. Total des transactions courantes (Rubriques 1 à 9)	22.243	25.085	- 2.842				
Erreurs et omissions			- 195				
Total général			- 3.037	Total du mouvement des capitaux et de l'or monétaire			- 3.037

APERÇU DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA BELGIQUE

INDUSTRIE

INDUSTRIE CHARBONNIÈRE

A la fin du premier semestre de 1950, l'industrie charbonnière a connu une surproduction qui a mis en danger l'assainissement en cours depuis octobre 1949.

La demande en charbon domestique a connu son fléchissement saisonnier, qui fut toutefois moins prononcé que l'année précédente. En revanche, la demande en charbon industriel, malgré une sérieuse reprise dans l'industrie, n'a cessé de décroître durant le premier semestre. Cette divergence entre l'évolution de cette dernière demande et l'activité industrielle fait supposer que de substantiels progrès ont été accomplis dans les économies de combustible et dans la substitution d'autres sources d'énergie au charbon. En 1949, pour un niveau de production industrielle égal à celui de 1936-1938, notre économie consomme 18,3 p. c. de charbon en moins. Les diminutions les plus considérables se rencontrent dans les industries du textile, du papier, des fabrications métalliques et des métaux non ferreux, qui consomment beaucoup plus d'électricité, aux chemins de fer et dans l'industrie du verre, qui utilisent plus de mazout. D'une façon générale, ce sont les industries de produits demi-finis et finis qui ont réalisé les plus importantes réductions de consommation houillère.

En vue de compenser la réduction de la consommation intérieure et de maintenir son activité, l'industrie charbonnière s'est appliquée à accroître ses exportations. D'ailleurs, elle a bénéficié de conditions favorables. Après les dévaluations de septembre 1949, une forte reprise industrielle se manifesta en Europe et aux Etats-Unis, qui entraîna une importante demande de charbon et réduisit, chez les pays producteurs, les quantités disponibles pour l'exportation; aussi, en Grande-Bretagne, une légère pénurie de charbon est apparue ces derniers mois. Nous avons tiré parti de cet état de choses en augmentant les exportations vers nos clients traditionnels — les Pays-Bas et l'Italie — et en élargissant nos débouchés au moyen de rabais appréciables. Le Portugal, l'Espagne et même les pays scandinaves, traditionnels clients de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, nous ont passé de bonnes commandes.

A ces succès, s'oppose la fermeture de plus en plus prononcée du marché français. Souffrant d'une crise de surproduction, les houillères françaises ont obtenu la limitation des importations de charbon belge aux

qualités strictement indispensables à l'économie française. Ce marché, qui absorbait avant-guerre 400.000 tonnes de charbon par mois, sera difficilement remplacé. Il y a lieu d'espérer que l'industrialisation des Pays-Bas nous offrira dans quelques années une compensation intéressante.

Entretemps, quelque importantes qu'aient été les exportations durant ce premier semestre, elles n'ont pu contre-balancer la réduction de la consommation intérieure et l'industrie charbonnière fut amenée à régler l'extraction sur l'écoulement.

C'est ainsi qu'à partir de mars, la production fut freinée et, en mai, le chômage partiel fut introduit dans les bassins les plus touchés par la mévente : Campine, Centre, Charleroi, tous producteurs de charbon gras. Néanmoins, les stocks ont continué de s'élever, passant de 1.668 milliers de tonnes en janvier à 2.682 milliers de tonnes à la fin de juin, et comprennent spécialement du charbon gras — 50 p. c. — et du poussier de médiocre qualité.

Cette importante mise en stock ainsi que la réduction de l'extraction ont entravé, à partir du mois de mai, les efforts qui avaient été entrepris par la politique d'assainissement de l'industrie charbonnière et qui avaient déjà donné lieu à des résultats appréciables sous forme d'une diminution du coût de production et d'une élévation des rendements. Le premier a diminué de 9 p. c. pendant le dernier trimestre de 1949 et les seconds sont passés de 638 kg. par ouvrier et par jour en septembre 1949 à 695 kg. en avril 1950.

Depuis mai, les rendements ont fléchi, par suite de la mévente; il en est probablement de même des coûts de production.

Seul le retour de l'extraction à un niveau optimum d'environ 97.000 à 98.000 tonnes par jour, permettra la reprise des efforts en vue d'abaisser le prix de revient. Dans les circonstances présentes, cette condition paraît difficile à remplir. On a pu constater que la surproduction de charbon s'est produite en pleine période de reprise industrielle et malgré la réservation du marché intérieur à notre industrie houillère. On peut y voir une indication que, au prix actuel, l'équilibre entre l'offre et la demande est devenu très fragile à la suite de la résistance des consommateurs au prix élevé du charbon et des modifications dans la répartition de la consommation industrielle. En effet, cette dernière se concentre de plus en plus dans l'industrie lourde, qui, généralement exportatrice et

très sensible aux variations de la conjoncture mondiale, se doit d'être compétitive. Aussi désire-t-elle recevoir l'énergie et les matières premières au même prix que ses principaux concurrents; et très désavantagée par l'actuelle disparité de notre prix du charbon avec ceux des pays étrangers, elle en souhaite le remaniement. Son intérêt s'identifiera bientôt avec celui de l'industrie charbonnière même.

Jusqu'à présent, cette industrie a bénéficié de la politique du double prix pratiqué par la Grande-Bretagne et l'Allemagne, qui lui assure une certaine protection et lui permet de vendre son charbon sur le marché étranger à parité avec ses deux principaux concurrents.

Mais devant les efforts entrepris par les pays importateurs de charbon et les organismes internationaux en vue d'éliminer le double prix, et aussi devant les progrès de la libération des échanges intereuropéens, il est peu probable que cette pratique se maintienne longtemps. L'Allemagne occidentale vient d'annoncer qu'elle l'abolirait bientôt. On s'achemine de plus en plus vers la création d'un marché unique, où la concurrence jouera à plein. Depuis que notre industrie charbonnière est de plus en plus exportatrice, elle devra concurrencer les autres charbons étrangers et aura tout intérêt à pratiquer des prix très souples qui s'adaptent promptement aux variations des cours internationaux. Plus vite elle adoptera cette politique, mieux elle résistera à la concurrence étrangère lors de l'ouverture des frontières, et mieux elle maintiendra l'écoulement de sa production, tout en sauvegardant la situation industrielle du pays.

INDUSTRIE DU COKE

Cette industrie souffre toujours du prix élevé du charbon qui lui impose un coût de production et un prix de vente supérieurs à ceux de son principal concurrent : l'industrie allemande.

Les exportations de coke ont continué de fléchir durant le premier semestre et n'atteignaient plus que 41.000 tonnes en mai-juin. La consommation intérieure a également diminué sous l'effet d'un fléchissement

saisonnier et surtout d'une utilisation de plus en plus répandue d'autres sources d'énergie.

Tenant compte de ce fléchissement et n'espérant aucun revirement rapide de la situation, les cokeries ont adopté comme politique de réduire systématiquement les stocks qui ne représentent plus qu'une semaine de production, et de maintenir celle-ci à la mesure de la consommation courante. Les cokeries gazières, dont la production réduite de coke aurait compromis l'approvisionnement du pays en gaz, se sont mises à produire ce dernier à partir du « fuel oil ».

* * *

SIDÉRURGIE

Les importations de minerais, qui se sont situées à un niveau voisin de celui enregistré à la fin de l'année 1949, n'ont posé aucun problème spécial.

Le marché des mitrilles demeure assez déprimé. Ceci s'explique par le fait que les « sidérurgistes », soucieux de réduire leur prix de revient, ont diminué leurs enfournements de ferrailles. Cette opération, qui ne peut s'effectuer que par une utilisation de quantités plus amples de coke, a engendré une contraction des stocks de ce produit.

Les effectifs ouvriers, qui sont demeurés relativement stables, comptent de 41.000 à 42.000 unités. Ils ne paraissent avoir été que faiblement affectés par le chômage complet.

Dans l'ensemble, si les prix des matières premières et les salaires ont peu varié au cours des premiers mois de 1950, la mise en marche d'installations équipées avec un matériel moderne et rationnel a permis d'accroître la productivité et de réduire l'importance des frais d'exploitation.

La production sidérurgique réalisée pendant le premier semestre de 1950 n'atteint pas les niveaux enregistrés au cours des six premiers mois de 1949; elle est toutefois plus ample que celle du second semestre de l'année dernière. La situation politique internationale et notamment la demande accrue d'acier aux Etats-Unis permettent de croire que l'amélioration ira en s'intensifiant.

Production de la sidérurgie belge

(en milliers de tonnes)

Indice-base : moyenne mensuelle 1937 = 100

Source : Direction générale des Mines.

Moyenne mensuelle	Fonte		Acier brut		Acier fini	
	Chiffres absolus	Indice	Chiffres absolus	Indice	Chiffres absolus	Indice
1937.....	317	100	315	100	241	100
1 ^{er} semestre de 1949.....	352	110,9	354	112,1	295	122,4
2 ^e semestre de 1949.....	273	84,7	275	87,3	217	90,1
1 ^{er} semestre de 1950.....	293	92,4	291	92,3	244	101,2

La reprise mentionnée dans le cas de l'industrie sidérurgique belge s'est également manifestée dans l'industrie similaire luxembourgeoise, dont les chiffres de production restent cependant, eux aussi, inférieurs à ce qu'ils étaient pendant les premiers mois de 1950. La moyenne mensuelle de la production belgo-luxembourgeoise de fonte et d'acier brut, qui était, de janvier à mai 1949, respectivement de 595.000 et 592.000 tonnes, n'atteignait encore, pour la même période de 1950, que 477.000 et 473.000 tonnes.

Les exportations belgo-luxembourgeoises de produits sidérurgiques pendant les cinq premiers mois de 1950 accusent un recul de plus de 200.000 tonnes par rapport à la période correspondante de 1949. Alors que, au cours de cette dernière période, 1.739.000 t. avaient été expédiées à l'étranger, 1.505.000 tonnes seulement l'ont été de janvier à mai 1950. La diminution a affecté les billettes et les larges, dont les expéditions sont passées de 100 à 54 millions de francs; celles de fers et aciers en barres forgées ou laminées à chaud se sont réduites de 753 à 421 millions; les tôles en fer et acier de 477 à 269 millions. Les expéditions de fer et acier en fils laminés se sont maintenues en quantité, mais ont diminué en valeur. Le recul général est dû à une diminution des expéditions vers l'Europe et surtout vers le Royaume-Uni, et en mai vers l'Italie et la Suède. D'autre part, un accroissement de nos expéditions vers les Etats-Unis doit être signalé, mais l'Argentine, en revanche, notre principal client d'Amérique du Sud, a diminué ses achats. Il est vrai que la concurrence française a été vive ces derniers temps sur le marché argentin. En raison de la concurrence sur les marchés internationaux, la hausse des prix à l'exportation a été moins forte que n'aurait pu le faire supposer la hausse des prix sur le marché intérieur. Il semble toutefois qu'il faille s'attendre à un redressement des prix à l'exportation en raison des récents événements internationaux. La concurrence américaine, en effet, sera moins forte maintenant que va se développer la demande intérieure de ce pays.

Il nous paraît intéressant de préciser la position de la sidérurgie belgo-luxembourgeoise à l'égard du plan Schuman.

De prime abord, les sidérurgistes belges et luxembourgeois sont favorables à la création, en Europe occidentale, d'un marché unique à l'intérieur duquel s'exercerait entre producteurs intéressés une concurrence régularisée par une autorité centrale.

Mais l'établissement d'un marché unique suppose, si l'on veut éviter de graves déséquilibres, que les industries des pays participants fonctionnent dans des conditions sensiblement égales. Or, c'est loin d'être le cas. Aussi l'homogénéité de ces conditions ne pourra être atteinte que si l'on réalise :

a) des possibilités égales d'accès aux matières premières;

b) la normalisation des conditions de travail de la main-d'œuvre;

c) la stabilité et la libre convertibilité des devises des pays participants;

d) l'abrogation de toutes les mesures qui faussent les conditions normales de concurrence.

Un élément particulièrement important pour la sidérurgie belgo-luxembourgeoise sera constitué par l'égalisation dans le progrès des conditions de vie de la main-d'œuvre.

Selon nos sidérurgistes, l'égalisation des salaires directs et indirects ne pourra s'effectuer au niveau le plus bas ni même au niveau moyen, si l'on veut éviter des troubles dans les pays où le standing de vie est élevé. Pour atteindre cette égalité d'une manière effective, il faudra mettre un terme à toutes les mesures qui concernent par exemple le blocage des salaires et les subventions au coût de la vie.

Sur un marché intérieur unique des pays adhérents, les facteurs de localisation géographique agiraient vraisemblablement aux dépens de la sidérurgie belgo-luxembourgeoise. Ce désavantage se manifesterait surtout si, au cours de la période transitoire, on devait adopter un régime de prix unique au départ de l'usine. Dans ces circonstances, il serait vraisemblablement difficile pour nos sidérurgistes de placer des tonnages importants.

Il ne faut en tout cas pas s'exagérer les avantages que la sidérurgie belge pourra retirer de la libre circulation des aciers dans le cadre du marché unique. Il faut surtout tourner ses regards vers les marchés d'exportation. A cet égard, on se demande quelle forme revêtira l'organisation à prévoir pour le développement des exportations. Envisage-t-on pour les pays adhérents la création d'un « pool » commun? Dans ce cas, les sidérurgistes belges se refuseraient à admettre une répartition basée sur la capacité de production des pays adhérents. Ce processus désavantagerait, en effet, la Belgique qui, depuis 1945, et toutes proportions gardées, a moins développé sa capacité de production d'acier que ne l'ont fait la plupart des autres pays.

En outre, et cette question ne paraît pas avoir été abordée jusqu'à présent, il faudra se préoccuper de coordonner les politiques nationales d'importation de matières premières.

La loi de l'offre et de la demande commanderait aux fluctuations de prix sur le marché unique. Mais les sidérurgistes belges voudraient être certains que le libre jeu de la loi ne dégénère pas en une lutte excessive dans laquelle les notions de prix de revient et de saine concurrence n'auraient plus aucune place. C'est pourquoi il conviendrait sans doute de recourir pendant une période transitoire, qui pourrait être assez longue, à l'établissement de normes de prix.

Les sidérurgistes belges nourrissent certaines appréhensions à l'égard de l'adoption d'une politique coordonnée quant aux interventions des gouvernements dans les investissements, qu'ils déclarent « incompatible avec le maintien de l'initiative privée

et la notion du risque ». Ils voudraient réserver le droit, si c'était nécessaire, d'accroître leur capacité de production.

La création d'un Fonds de péréquation et d'un Fonds de reconversion paraît indispensable au début de la vie du « pool ».

Le Fonds de péréquation, dont la raison d'être réside dans une compensation des déséquilibres actuels des coûts qui ne peuvent être égalisés au départ, doit être alimenté par les pays dont les coûts de production sont les plus bas. Il faudra cependant éviter de pénaliser les industries qui ont un prix de revient peu élevé au profit de celles qui en ont un moins favorable.

Le Fonds de reconversion servirait à indemniser temporairement les entreprises non rentables qui devront être fermées par la suite. Dans certains milieux sidérurgiques, on pense qu'au lieu de recourir au procédé des subventions, il serait préférable de mettre ces fonds à la disposition d'un organisme spécial. Celui-ci, fonctionnant comme une banque nationale d'investissements, pourrait accorder des crédits aux pays qui en auraient besoin pour réaliser certaines modifications de structure.

Les sidérurgistes admettent que l'autorité supranationale détermine la politique économique générale en lieu et place du gouvernement. Mais, dans le domaine industriel proprement dit, ils estiment que l'action de cette haute autorité doit se limiter à une mission de police des prix, qui empêcherait que soient transgressées certaines normes de concurrence.

MÉTALUX NON FERREUX

Dans le cadre de l'industrie des métaux non ferreux, les produits bruts de *cuivre* continuent à faire l'objet d'une demande active. Il en résulte un niveau d'activité satisfaisant, mais qui n'implique pas le recours à la capacité totale de production, fortement développée depuis la guerre.

La moyenne mensuelle de la production pour le premier trimestre de 1950 a été de 10.916 tonnes; en avril, le volume produit atteignit 10.375 tonnes et, en mai, 12.032 tonnes. Rappelons que la moyenne mensuelle de 1949 était de 11.120 tonnes.

Les exportations de produits bruts de *cuivre* ont été un peu plus amples pendant les cinq premiers mois de 1950 (50.070 tonnes) qu'au cours de la période correspondante de 1949 (46.200 tonnes). Si la France et le Royaume-Uni demeurent les principaux débouchés pour ces produits, par contre, la Trizone, la Suède et la Tchécoslovaquie, qui constituaient au début de 1949 des acheteurs importants, ont fortement réduit le montant de leurs commandes. Il s'ensuit une grande dispersion de nos courants de vente, qui se sont orientés vers des pays n'absorbant chacun que des quantités relativement faibles.

Parallèlement aux producteurs de *cuivre* brut, les

transformateurs ont encore connu, au cours de la période sous revue, une situation favorable. Ils bénéficient, en effet, d'une demande relativement ferme.

La moyenne mensuelle de la production de produits demi-finis de *cuivre* pour le premier trimestre de 1950 a été de 6.060 tonnes. En avril, la production a augmenté jusqu'à 6.960 tonnes, mais elle est retombée en mai à 5.376 tonnes.

Les ventes à l'étranger de demi-produits de *cuivre* (9.370 tonnes de janvier à mai 1950) marquent un recul considérable par rapport aux premiers mois de l'année 1949 (13.580 tonnes). Cette régression apparaît dans les exportations vers la majorité de nos clients. Seules y échappent nos expéditions aux Pays-Bas, qui demeurent, en cette matière, notre principal client.

Par rapport aux premiers mois de l'année 1949, la production de produits bruts de *zinc*, avec 14.028 t. pour la moyenne mensuelle du premier trimestre de 1950, 14.720 tonnes en avril et 15.353 tonnes en mai, accuse un léger recul, qui s'oppose à un certain développement des exportations. Celles-ci, qui étaient de l'ordre de 42.275 tonnes pendant les cinq premiers mois de l'année 1949, se mesurent par 50.370 tonnes au cours de la période correspondante de 1950.

Il n'y a pas de modifications importantes dans la répartition géographique des ventes à l'étranger. Le Royaume-Uni et la France, qui ont accru leurs achats, demeurent nos principaux clients. Vient ensuite la Suède, dont les commandes se caractérisent par un rythme quasi-constant.

Les premiers mois de l'année 1950 ont permis aux transformateurs de *zinc* de maintenir leur activité au niveau satisfaisant qu'ils avaient connu pendant la seconde moitié de l'année 1949. La production de produits demi-finis a, en effet, continué de dépasser les 3.000 tonnes. La moyenne mensuelle du premier trimestre de 1950 donne 3.040 tonnes; en avril et en mai, respectivement 3.408 et 3.208 tonnes ont été produites.

Les volumes exportés pendant les cinq premiers mois de l'année 1950 (5.685 tonnes) témoignent d'un accroissement considérable par rapport aux quantités expédiées à l'étranger pour l'ensemble de la période correspondante de 1949 (2.925 tonnes). Les Pays-Bas, qui, en 1949, figuraient sur la liste des principaux clients, constituent actuellement le débouché le plus intéressant pour ces produits. Exception faite du Danemark, les autres pays n'ont absorbé que des volumes relativement réduits. Dans ce domaine également, il y a donc dispersion des courants d'échange.

L'activité des producteurs de *plomb* brut, qui n'a pu se maintenir pendant les premiers mois de l'année 1950 au niveau qu'elle avait atteint au cours du second semestre de 1949, est sensiblement équivalente à ce qu'elle était pendant les premiers mois de 1949. Alors que la moyenne mensuelle du premier trimestre de 1950 indiquait une production de 6.139 tonnes, en avril, puis en mai, cette dernière tombait à 4.691 et

1.058 tonnes. Une certaine équivalence se retrouve également en matière d'exportations. Celles-ci, qui étaient de 17.650 tonnes environ pour l'ensemble de la période janvier-mai 1949, se montaient, pour la même fraction de l'année 1950, à 16.735 tonnes.

Les Pays-Bas, qui étaient en 1949 le principal débouché pour les produits sous revue, ont été dépassés par le Brésil, devenu le client le plus intéressant. Quant à la régression des expéditions vers la France et vers la Suisse, elle n'est que partiellement compensée par un accroissement des exportations vers le Danemark.

Les transformateurs de plomb ont manifesté, pendant les premiers mois de l'année 1950, une activité sensiblement égale à celle dont ils avaient fait preuve au cours du second semestre de 1949. La production de produits demi-finis a été ramenée à la moyenne mensuelle de 1.863 tonnes pendant le premier trimestre de 1950, de 1.926 tonnes en avril et de 2.463 tonnes en mai.

Alors que, pour l'ensemble des cinq premiers mois de 1949, les exportations se mesuraient par 1.990 tonnes, elles sont descendues, au cours de la période correspondante de 1950, à 1.670 tonnes. Cette diminution provient essentiellement d'une régression des expéditions vers la majorité des pays qui ne constituaient que des clients d'importance secondaire.

L'accroissement des ventes aux Pays-Bas et à la Suède constitue les autres modifications que fait apercevoir la répartition géographique des exportations.

L'accroissement des exportations d'étain brut a entraîné un développement de la production. Pour l'ensemble des cinq premiers mois de l'année 1950, celle-ci se situe à un niveau supérieur à celui du second semestre de 1949. Dans le courant du premier trimestre de 1950, la moyenne mensuelle a été de 869 tonnes; en avril et en mai, elle a atteint 998 et 1.068 tonnes.

Comme au cours des années précédentes, les Etats-Unis absorbent plus des trois quarts de nos exportations d'étain brut.

FABRICATIONS MÉTALLIQUES

Le mouvement de contraction des effectifs ouvriers utilisés par l'ensemble des industries appartenant à la Fédération des fabrications métalliques s'est progressivement ralenti au cours du premier trimestre.

Main-d'œuvre occupée par les industries appartenant au groupe des fabrications métalliques

Source : *Fabrimétal*.

Epoque	Nombre d'ouvriers
1949 31 mars	180.367
30 juin	171.000
30 septembre	162.076
31 décembre	156.785
1950 31 mars	152.708

En avril, la diminution était enrayée et, dès le mois de mai, on notait un certain accroissement du volume de l'emploi dans la plupart des branches d'activité.

Un autre indice de l'évolution favorable de l'ensemble des industries sous revue réside dans la stabilisation de la valeur des commandes mensuellement inscrites au niveau de 2.500 millions de francs. Il y a donc accroissement par rapport au second semestre de l'année 1949.

Commandes inscrites

Source : *Fabrimétal*.

Périodes	(En millions de francs)
Moyenne mensuelle :	
1 ^{er} semestre de 1949	2.645
2 ^e semestre de 1949	2.408
1 ^{er} trimestre de 1950	2.571
Avril 1950	2.341

En dépit d'une augmentation des ordres reçus de Hollande, c'est encore le marché intérieur qui demeure, et de loin, le principal client de l'industrie des fabrications métalliques. La fraction, en provenance de ce marché, du total des commandes inscrites s'est encore accrue au cours des premiers mois de l'année 1950.

La diminution des exportations totales par rapport au second semestre de 1949 est la conséquence du fléchissement de la valeur des commandes inscrites pendant les derniers mois de l'année 1949.

Expéditions totales

Source : *Fabrimétal*.

Période	Valeur (en millions de francs)	Indice
Moyenne mensuelle :		
1947	2.660	100
1 ^{er} semestre de 1949	3.475	130,6
2 ^e semestre de 1949	3.096	116,4
1 ^{er} trimestre de 1950	2.902	109,1
Avril 1950	2.568	96,5

A cet égard, les exportations se sont proportionnellement plus contractées que les expéditions au marché intérieur. Ceci s'explique par la concurrence de plus en plus vive que rencontrent les produits de cette industrie sur les marchés étrangers. Nous pensons, notamment, à la concurrence des produits allemands qui s'est souvent fait sentir d'une manière aiguë au Brésil et sur les marchés de la zone sterling.

Les commandes inscrites ayant eu tendance à hausser alors que les expéditions totales diminuaient, un accroissement du rapport des commandes à celui des expéditions en est résulté. Alors que pour le premier semestre de 1949, ce rapport était de 76,1, il atteint 88,6 pour le premier trimestre de 1950.

L'Europe constitue encore le débouché le plus important pour les produits de l'industrie des fabrications métalliques, en dépit d'une certaine diminution des quantités absorbées par ce continent.

La concurrence allemande, qui était réapparue en premier lieu sur les marchés scandinaves où elle paraît avoir actuellement conquis de solides positions, se manifeste à présent sur le marché suisse. Aussi constate-t-on une réduction certaine de la fraction de nos exportations totales vers ces pays.

La chute particulièrement importante de nos exportations vers l'Allemagne trahit la cessation de nos fournitures de matériel roulant neuf ou réparé.

Depuis que les échanges avec les Pays-Bas ont fait l'objet de mesures de libération, il s'est produit un accroissement relativement important des expéditions de biens de consommation vers ce pays, et il semble que cette amélioration puisse se prolonger pendant un certain temps.

Outre-mer, le Congo belge demeure le marché le plus important et constitue notre principal client après les Pays-Bas.

Dans l'ensemble, les pays d'Asie et ceux de l'Amérique du Sud ont acheté pour des montants sensiblement égaux. Vers le Brésil, il semble bien que nous ayons surtout exporté des biens de production qui sont nécessaires à l'industrialisation de ce pays. Malheureusement, le Brésil ne nous achète guère de biens de consommation. De plus, le système de mesures protectionnistes qui y est en vigueur permet de grever ces produits de taxes telles que les prix de vente en deviennent prohibitifs.

Dans les secteurs transformateurs, tels que fonderie, aciérie de moulage, pièces de forge, estampage, etc., la situation s'est progressivement détériorée; la diminution de la valeur des commandes inscrites semble encore devoir engendrer à plus ou moins bref délai une régression de l'activité.

Les fabricants de matériel roulant traversent actuellement une crise relativement grave et demeurent dans l'attente d'importantes adjudications que doit ouvrir la Société Nationale des Chemins de fer belges. Non seulement leurs expéditions ont fortement décliné, mais le carnet de commandes ne se regarnit que dans une très faible proportion. Aussi les constructeurs de matériel roulant tentent-ils de s'adonner à la construction de ponts et de charpentes. La situation des fabricants de cycles est également très mauvaise.

Par contre, celle des tréfileries, des entreprises qui s'occupent du travail de la tôle, des fabricants de matériel électrique et des assembleurs de pièces détachées pour automobiles est favorable. Il en est de même des constructeurs de ponts, charpentes, chaudières et réservoirs.

Dans le domaine des machines-outils, la concurrence allemande, favorisée par des prix de revient inférieurs aux nôtres, se fait de plus en plus vive non seulement sur les marchés extérieurs, mais même en Belgique.

Une amélioration se fait jour dans certains secteurs

producteurs d'accessoires métalliques du bâtiment. Leur situation est évidemment fonction de l'heureux développement que connaît actuellement la construction d'immeubles.

* * *

INDUSTRIES TEXTILES

Les prix des *lins* teillés se sont légèrement améliorés et ceux des étoupes sont restés fermes au cours de la période sous revue. Le volume des exportations a également été légèrement supérieur à celui de la période correspondante de 1949. La situation de l'industrie du teillage reste néanmoins difficile.

En filature de lin, la production a augmenté très fortement jusqu'en avril à la suite de l'amélioration de la demande émanant des tissages indigènes. Ces derniers ont pu accroître fortement le volume de leurs ventes sur le marché des Etats-Unis et ont d'autre part exécuté des ordres importants pour le marché néerlandais. La situation de cette industrie est sensiblement meilleure qu'il y a un an.

La reprise n'a pas entraîné de hausse appréciable des prix sur le marché intérieur.

Filature de lin

Indices de production : 1938 = 100

Source : Institut National de Statistique.

1949 1 ^{er} trimestre	82,2
2 ^e trimestre	87,3
3 ^e trimestre	87,3
4 ^e trimestre	102,4
1950 1 ^{er} trimestre	121,2
Avril	119,5
Mai	94,2

Dans l'industrie cotonnière, l'ouverture du marché néerlandais a attiré la production vers son maximum. L'effet en fut si soudain que, pendant quelques semaines, les filatures se trouvèrent dans l'impossibilité de satisfaire entièrement la demande. Cette phase de pénurie fut toutefois de courte durée. Dès le mois de mai, la demande se fit nettement moins pressante, de nombreuses annulations d'ordres parvinrent aux tissages et une détente se produisit sur le marché du fil.

Du point de vue des prix, la légère dépréciation du franc belge par rapport au dollar, l'augmentation de la demande étrangère et l'élévation des cours du coton à New-York ont exercé sur le marché belge une influence conjuguée dans le sens de la hausse. De septembre 1949 à mai 1950, la hausse des prix des filés fut de 20 p. c. approximativement. Pour les tissus, l'ampleur de la hausse est trop diversifiée suivant les qualités pour qu'il soit possible de faire état d'une moyenne.

Dans l'ensemble, la marche ascendante des prix fut rapide jusqu'en février, beaucoup plus lente ensuite.

Filature de coton

Indices de production : 1938 = 100

source : Institut National de Statistique.

1949 1 ^{er} trimestre	107,5
2 ^e trimestre	87,3
3 ^e trimestre	107,7
4 ^e trimestre	119,7
1950 1 ^{er} trimestre	133,0
Avril	125,9
Mai	127,6

L'industrie de la laine a également été prospère au cours des six premiers mois de 1950.

En tissage, le volume de la production s'est accru sensiblement par rapport aux derniers mois de 1949. En filature, il s'est maintenu à un niveau très élevé.

Les fluctuations des cours sur les marchés d'origine ont exercé une influence déterminante sur l'évolution des prix en Belgique. La hausse de la matière première s'est poursuivie presque sans interruption, entraînant une adaptation progressive des prix des filés et des tissus.

Filature de laine

Indices de production : 1938 = 100

Source : Institut National de Statistique.

	Peignée	Cardée
1949 1 ^{er} trimestre	122,6	127,7
2 ^e trimestre	112,7	134,2
3 ^e trimestre	136,0	150,8
4 ^e trimestre	162,8	159,7
1950 1 ^{er} trimestre	163,4	147,6
Avril	172,9	142,5
Mai	130,1	140,4

Le volume de la production est resté élevé en moyenne dans l'industrie du jute. Les fluctuations de prix ont été insignifiantes.

Filatures de jute et de chanvre

Indices de production : 1938 = 100

Source : Institut National de Statistique.

	Jute	Chanvre
1949 1 ^{er} trimestre	91,5	51,4
2 ^e trimestre	94,4	49,1
3 ^e trimestre	74,6	41,2
4 ^e trimestre	88,5	43,0
1950 1 ^{er} trimestre	103,6	48,3
Avril	96,5	45,6
Mai	96,0	40,3

En *bonneterie*, certaines entreprises ont bénéficié d'un accroissement du volume des commandes; mais, d'une manière générale, l'activité n'a pas fortement augmenté dans ce secteur.

Les six premiers mois de l'année ont donc été caractérisés par un degré d'activité élevé dans l'ensemble des industries textiles. C'est à l'ouverture du marché néerlandais qu'est due, en ordre principal, cette période de prospérité. La production a pu être portée à son maximum dans plusieurs secteurs et une certaine pénurie de filés et de main-d'œuvre qualifiée s'est fait sentir.

Vers le mois de mai cependant, un meilleur équi-

libre se rétablissait entre l'offre et la demande, la longueur des délais de livraison en particulier diminuait rapidement. La valeur des exportations, qui avait dépassé deux milliards de francs en mars, était revenue à 1.538 millions en mai.

Nonobstant cette détente, une grève visant à obtenir une augmentation des salaires éclata le 1^{er} juin. Elle affecta surtout les entreprises situées en Flandre et s'est terminée au bout de quatre semaines par la satisfaction partielle des revendications ouvrières.

Il est intéressant de noter que la prospérité n'a pas eu pour corollaire la disparition du chômage des ouvriers textiles. En avril, 5,2 p. c. des ouvriers textiles assujettis à la Sécurité sociale restaient en chômage complet. Il est possible que l'importance de ce résidu soit attribuable au fait que la reprise a affecté de façon inégale les différentes branches de l'industrie textile (l'industrie du chanvre en particulier reste déprimée). Mais il n'est pas exclu que l'offre d'aptitudes humaines sur le marché du travail ne corresponde plus entièrement aux exigences d'une technique améliorée.

* * *

INDUSTRIE DIAMANTAIRE

Le relèvement des exportations de diamants taillés qui s'est produit au cours du deuxième semestre de 1949, ne s'est pas démenti au cours des premiers mois de 1950.

La réduction saisonnière, très modérée du reste, des expéditions vers les Etats-Unis a été largement compensée par la reprise des expéditions vers la France. Le marché français est ainsi passé au deuxième rang, par ordre d'importance, des débouchés de l'industrie diamantaire.

Les exportations de diamants industriels progressent d'année en année. Au cours du premier semestre de 1950, elles ont atteint une moyenne mensuelle de près de 100.000 carats. Ces exportations sont destinées en ordre principal au Royaume-Uni.

Il est certain que la tension internationale actuelle est de nature à stimuler la demande de diamants. L'importance accrue des importations de brut au cours des derniers mois constitue d'ailleurs un indice favorable.

Bien que la situation de l'industrie diamantaire soit nettement meilleure que l'an dernier, les statistiques continuent à enregistrer un chômage assez important.

Exportations de diamants taillés

	Milliers de carats	Millions de francs belges
1949 1 ^{er} semestre Moyenne mensuelle	15,6	82
3 ^e trimestre Moyenne mensuelle	20,5	107
4 ^e trimestre Moyenne mensuelle	32,7	155
1950 1 ^{er} trimestre Moyenne mensuelle	31,1	168
2 ^e trimestre Moyenne mensuelle	33,9	164

Pendant les premiers mois de l'année 1950, nous retrouvons la tendance caractéristique du second semestre de 1949 : accélération du rythme de la déli-

vrance des *autorisations de construire* et diminution du nombre des reconstructions et transformations d'immeubles.

Autorisations de bâtir

Source : Institut National de Statistique.

Mois	Constructions			Reconstructions et transformations			Total		
	1948	1949	1950	1948	1949	1950	1948	1949	1950
Janvier	917	1.911	p 2.827	1.332	1.260	p 1.398	2.249	3.171	p 4.225
Février	1.234	2.214	p 2.991	1.574	1.473	p 1.442	2.808	3.687	p 4.433
Mars	1.599	3.009	p 4.101	2.082	2.096	p 2.158	3.681	5.105	p 6.259
Moyenne mensuelle ...	1.687	2.802		1.970	1.865		3.657	4.667	

Cet accroissement du nombre des immeubles à bâtir, soutenu par la politique du Gouvernement, a entraîné une importante diminution du nombre des chômeurs complets. En ce qui concerne l'augmentation du nombre des chômeurs partiels ou accidentels, il ne faut y voir qu'un mouvement saisonnier normal. Celui-ci se traduit par des chiffres beaucoup plus élevés qu'en 1949, en raison des modifications apportées aux dispositions légales relatives à cette matière.

* * *

Dans l'ensemble, la production de *briques* n'a pas atteint le niveau auquel elle se situait pendant les premiers mois de l'année 1949. Alors que pour le premier trimestre de 1949, la moyenne mensuelle du nombre de briques produites était de 169 millions, calculée sur les trois premiers mois de 1950, cette moyenne n'atteignait plus que 108 millions de pièces. Cette inégalité s'explique par le fait que les stocks de briques sèches et moulées dont on disposait au début de l'année étaient relativement réduits. Aussi les patrons-briquetiers n'ont-ils pu satisfaire la demande effective. Le marché des briques se caractérise donc actuellement par un état de pénurie qui disparaîtra vraisemblablement dans les prochains mois, non sans avoir engendré une hausse des prix de vente.

Devant la fermeté de la demande sur le marché intérieur — la capacité de production devra être utilisée à concurrence de 90 p. c. pour la satisfaire —, on semble peu soucieux du manque d'affaires à l'exportation. Sur ces marchés, nous serions désavantagés vis-à-vis de nos concurrents étrangers qui, dans l'ensemble, peuvent, en raison des charges sociales moins élevées qu'ils ont à supporter, vendre à des prix inférieurs aux nôtres.

Afin d'abaisser le prix de revient et de développer l'efficacité de leurs installations, certains producteurs ont rationalisé et modernisé leurs instruments de production, et réduit les effectifs ouvriers. Alors qu'avant la guerre, la mise et le maintien en activité d'un four nécessitaient environ cent hommes, ces opérations

peuvent s'effectuer maintenant avec un effectif moyen de septante-cinq ouvriers.

Dans l'ensemble, les perspectives sont favorables et une grande partie de la production prévue pour cette année fait déjà l'objet de contrats de vente.

* * *

L'industrie des *carrières* a connu, pendant les quatre premiers mois de l'année, une certaine extension d'activité. Pour l'ensemble de cette période, les indices de production (base 1938 = 100) étaient les suivants :

Porphyre concassé	63,4
Petit granit extrait	69
Marbres (tranches 25 m/m)	76,8
Sable	84,7

Au cours de l'intervalle correspondant de 1949, ils se situaient respectivement au niveau de 47,8, 64,8, 68,6 et 77,1 points. Ce phénomène est attribuable à la forte demande intérieure qui s'est fait jour par suite des nombreuses constructions ou réfections de routes et par le développement de l'activité dans la construction.

Les concassés, pour bétons asphaltiques font l'objet d'une demande intense qui a pour effet d'allonger nettement les délais de livraison.

L'usage du béton ou de l'asphalte n'entraîne cependant pas une élimination complète des pavés. Ceux-ci continuent à être employés pour les tronçons de route traversant les villes ou pour la construction de routes d'importance secondaire. A cet égard, il semble intéressant de signaler que les ouvriers « tailleurs de pavés » deviennent de plus en plus rares. Ceci s'explique par le fait que, durant les années de guerre, on n'a pas procédé à l'éducation d'ouvriers qualifiés pour cette tâche. Aussi va-t-on probablement tenter d'embaucher en Belgique des ouvriers italiens qualifiés.

Les producteurs de sable pour la construction connaissent une situation aisée. Par contre, les patrons-

marbriers souffrent de la concurrence des produits étrangers similaires qui se vendent généralement à des prix inférieurs aux nôtres.

Alors qu'avant 1940, la France constituait un débouché très intéressant pour les produits de l'industrie des carrières, actuellement elle n'achète plus chez nous que des quantités très limitées.

* * *

La production de *ciment* a été plus ample pendant les premiers mois de 1950 qu'au cours de la période correspondante de l'année antérieure. Ce développement de la production est corrélatif à un développement des ventes, principalement sur le marché intérieur qui, cette année, paraît devoir absorber des volumes très considérables.

Industrie cimentière

Source : Institut National de Statistique.

Période	Production (1.000 t.)	Indices 1938 = 100	Exportation (1.000 t.)
1947 Moyenne mensuelle	217	86,8	88
1948 Moyenne mensuelle	278	111,2	130
1949 Moyenne mensuelle	244	97,5	89
1950 Janvier	p 199	79,6	98
Février	p 189	75,6	63
Mars	p 278	111,2	91
Avril	p 289	115,6	78
Mai	p 290	113,4	82

Au chapitre des exportations, il y a régression par rapport aux cinq derniers mois de 1949, mais progression par rapport aux cinq premiers. La Hollande demeure notre client le plus important. Le problème des débouchés qui se pose à l'exportation trouve ses origines dans le développement de la concurrence française, allemande, yougoslave, et la création, à la faveur de la guerre et dans des pays traditionnellement acheteurs, d'entreprises productrices de ciment. Quoi qu'il en soit, les stocks sont devenus relativement faibles, et les délais de livraison tendent à s'allonger.

Dans un délai rapproché, la mise en marche de l'usine de Lixhe permettra d'accroître immédiatement de 400 à 500.000 tonnes la capacité de production de l'industrie sous revue.

* * *

Dans l'ensemble, l'industrie du *verre plat* a connu, au cours des premiers mois de l'année 1950, un degré d'activité plus élevé que pendant la période correspondante de l'année antérieure. Ceci peut s'expliquer par l'activité intense dont le secteur construction, favorisé par les conditions climatiques, a fait preuve depuis le début de l'année.

Indices de la production de verre plat et de verre creux Base 1938 = 100

Période	Verre plat	Verre creux
Moyenne mensuelle des 4 premiers mois de 1949 ..	45,9	91,7
4 premiers mois de 1950 (1)	72,9	76

(1) Chiffres provisoires.

Sur le marché intérieur, la demande de verre à vitre est satisfaisante. Par contre, et par rapport à l'avant-guerre, elle est relativement faible sur les marchés d'exportation, en raison principalement du protectionnisme douanier dont jouissent les industries créées à la faveur de la guerre dans un certain nombre de pays jadis traditionnellement importateurs.

D'autre part, certains signes de saturation sont apparus sur le marché hollandais.

Pendant la première quinzaine de mai, une sérieuse amélioration s'est produite sur le marché des *glaces*. On a enregistré des ordres importants à l'exportation, et principalement vers les Etats-Unis. D'une manière générale, il semble raisonnable d'affirmer que le carnet d'ordres détenu par les glaceries est suffisant pour leur assurer une activité satisfaisante pendant deux mois.

Bien que les *gobeletteries* bénéficient de la réception de commandes à un rythme relativement soutenu, il apparaît que la reprise s'effectue assez difficilement dans le secteur du verre creux. Cette lenteur trouve sa cause dans la vivacité de la concurrence étrangère qui se manifeste aussi bien sur le marché intérieur que sur les marchés d'exportation.

* * *

L'*industrie céramique* belge souffre de l'accroissement des importations de produits céramiques étrangers et de la diminution des exportations de ses propres produits. Sur les marchés étrangers, elle se heurte, en effet, à une concurrence très vive et qui possède des armes d'autant plus efficaces qu'elle dispose des matières premières à un prix plus avantageux que celui à payer par les producteurs belges. En outre, les salaires directs et indirects sont généralement moins élevés à l'étranger qu'en Belgique. Ce fait est extrêmement grave, étant donné que les salaires constituent une fraction très importante du prix de revient.

Industrie céramique

Nombres-indices de la production

1938 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Industrie céramique	Quatrième trimestre de 1949 (1)	Premier trimestre de 1950 (1)
Vaisselle de faïence et grès artistique	115,1	115,1
Porcelaine	180,6	150,7
Carreaux de revêtement (1937-1939)	150,4	138,7
Articles sanitaires en grès et en faïence	177,8	175,7
Produits réfractaires	106,2	87,5
Tuiles	118,7	108,3
Produits abrasifs	111,5	90,5
Extraction de matières pre- mières de l'industrie céra- mique	160,8	125,9
Céramique architecturale ...	226	238,1
Poterie en terre cuite	95,1	88,7

(1) Chiffres provisoires.

TRANSPORTS ET TOURISME

PORT D'ANVERS

Dans l'ensemble, le niveau d'activité est supérieur à celui de 1949. Le point noir est constitué par la lente progression du mouvement de transit due, d'une part, au prix élevé des prestations et, d'autre part, aux quantités moindres de marchandises allemandes à transporter par rapport à l'avant-guerre.

Nombre de navires entrés de janvier à juin 1950

	Nombre	Jauge (milliers de tonneaux)
1938 (6 premiers mois)	5.742	11.712
1949 (6 premiers mois)	4.740	10.691
1950 (6 premiers mois)	5.043	11.334

La situation paraît à ce point de vue satisfaisante, car si le nombre de navires entrés n'atteint que 87 p. c. de celui de 1938, il dépasse, en revanche, de 6 p. c. celui de l'année précédente.

En mai 1950, avec 941 navires entrés au port, le total le plus élevé depuis la fin de la guerre a été enregistré. Ce fait est d'autant plus important qu'il se situe dans la première partie de l'année, alors que généralement les entrées les plus nombreuses se réalisaient à la fin de celle-ci.

A côté des représentations traditionnelles, il faut noter, en mai, la réapparition — à la grande satisfaction des milieux portuaires anversois —, avec un nombre assez élevé de navires, du pavillon allemand, dont la place était avant la guerre très importante. Il est trop tôt cependant pour savoir si cette réapparition n'est pas éphémère, étant donné que l'Allemagne ne possède plus qu'une marine marchande de peu d'importance et que son activité comme armateur est soumise à de nombreuses restrictions.

Nombre de navires sortis de janvier à juin 1950

	Navires sortis chargés	Navires sortis sur lest	Total
1938 (6 premiers mois) ..	4.946	792	5.738
1949 (6 premiers mois) ..	3.901	829	4.730
1950 (6 premiers mois) ..	4.195	941	5.136

S'il y a eu une augmentation du nombre de navires sortis par rapport à la période correspondante de 1949, il faut noter que le rapport du nombre de navires sortis sur lest au nombre total de navires sortis se présente moins favorablement. Alors que pour les six premiers mois de 1949, 17,5 p. c. des navires quittaient sur lest, ce pourcentage est passé pour les six premiers mois de 1950 à 18,3 p. c. (en 1938, même période : 13,6 p. c.).

Mouvement des marchandises au port d'Anvers

(en milliers de tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

	Débarquements			Embarquements			Total général
	Importations	Transit	Total	Exportations	Transit	Total	
1938 (4 premiers mois)	2.666	1.330	3.996	1.824	1.971	3.805	7.801
1949 (4 premiers mois)	2.607	912	3.519	2.159	594	2.753	6.272
1950 (4 premiers mois)	2.566	832	3.398	2.336	1.233	3.569	7.967

La situation ne paraît pas s'être modifiée depuis la fin de 1949 et se caractérise encore par la réduction des quantités de marchandises débarquées et l'augmentation des quantités de marchandises embarquées. Les importations sont en légère baisse et les exportations en légère hausse, de telle sorte que le trafic du port est très équilibré. Le point faible reste encore le mouvement de transit. Il est à présent certain que les plaintes des milieux portuaires anversois, à la suite de la dévaluation de septembre 1949, étaient exagérées. Toutefois, cette dévaluation a accentué la gravité d'un problème qui existait depuis longtemps et que la cherté du franc belge et les salaires élevés payés aux dockers avaient posé.

La diminution du transit à l'entrée ne peut être attribuée à une diminution des importations d'outre-mer des pays européens. Il s'agit bien d'un problème anversois.

Anvers compense ses prix élevés par son excellent appareillage de manutention des marchandises et par sa rapidité de chargement et de déchargement. Les milieux portuaires, soucieux d'améliorer encore la qualité du travail offert par Anvers, procèdent au rééquipement technique du port, à la création d'un port pétrolier, et bénéficient de l'amélioration des communications avec l'hinterland, grâce à l'électrification des voies ferrées, à la construction de routes et à l'élargissement du canal de Charleroi à Bruxelles.

Rotterdam redeviendra cette année le premier port du continent. En ce moment, son activité est à peu près égale à celle d'Anvers. Toutefois, le centre de gravité des opérations n'est pas le même : Anvers dépend beaucoup plus largement que Rotterdam du trafic national. L'activité de Rotterdam est actuellement centrée, d'une part, sur les importations en

raison de la politique d'industrialisation et des nécessités de réapprovisionnement et, d'autre part, sur un trafic de transit beaucoup plus important que celui d'Anvers. Le gouvernement néerlandais favorise d'ailleurs son développement. C'est ainsi que l'idée de la création d'un franc transit proposée par les milieux portuaires anversois et qui avait été rejetée par le gouvernement belge, a été reprise, sous une forme légèrement différente, par le gouvernement néerlandais au début de juin. Le transitaire hollandais reçoit au cours officiel 75 p. c. de la somme due pour la prestation de ses services; 25 p. c. sont convertis à un taux supérieur de 15 à 20 p. c. au taux officiel. En conséquence, les Hollandais sont à même d'abaisser leurs tarifs de transit.

NAVIGATION FLUVIALE ET CHEMINS DE FER

Il semble qu'il existe actuellement en Belgique un excédent de moyens de transport. Le Ministre des Communications a d'ailleurs attiré l'attention sur ce problème en préconisant à la S.N.C.F.B. une politique de déséquipement qui d'ailleurs, par la suppression de certaines lignes non rentables et leur remplacement par des services routiers, est déjà en voie de réalisation.

Marchandises transportées par cours d'eau

Source : Institut National de Statistique.

	Milliers de tonnes	Millions de tonnes-km
1949 (4 premiers mois)	9.101,1	792,3
1950 (4 premiers mois)	11.055,9	935,6

En raison du redressement de la conjoncture industrielle, l'activité de la *navigation fluviale* a été assez intense et les quantités de marchandises transportées pendant les quatre premiers mois de 1950 sur le réseau intérieur et étranger (importation et exportation) ont dépassé celles de la période correspondante de 1949. Seul fait exception, le trafic des marchandises en transit.

L'importance des mouvements d'importation et d'exportation par eau fait dépendre fortement la navigation fluviale belge de l'état des voies navigables reliant la Belgique à la France, aux Pays-Bas et à l'Allemagne. C'est pourquoi, outre l'amélioration de la navigation intérieure, s'impose aussi celle des voies de liaison avec ces différents pays, qui sont souvent en très mauvais état. Nous songeons surtout à la liaison Escaut-Rhin, qui est une nécessité, étant donné les dangers et la lenteur de la liaison actuelle.

* * *

Les chemins de fer n'ont pas encore bénéficié du redressement de la conjoncture industrielle amorcé depuis le début de 1950 et, par rapport aux cinq premiers mois de 1949, leur activité s'inscrit en net recul.

Au début de juin, la moyenne mensuelle des effectifs de wagons utilisables était, avec 79.492 unités, inférieure de près de 2.000 unités à celle de la même période de 1949. Cette diminution n'a cependant pas entravé les fournitures de wagons au commerce, en raison de la réduction de la demande de wagons. La moyenne journalière, qui était de 10.593 wagons pour les cinq premiers mois de l'année 1949, est tombée à 9.190 en 1950. Le transport de marchandises et de voyageurs s'inscrit, lui aussi, en recul. Le trafic de marchandises tant intérieur qu'international et en transit s'est réduit : alors qu'en 1949, en cinq mois, 25.588.000 tonnes avaient été transportées, en 1950, ce nombre était passé à 23.564.000 tonnes. De même, le nombre de voyageurs transportés, qui, de janvier à avril 1949, était de 74.222 unités, est tombé à 72.472 unités.

A première vue, le résultat du compte d'exploitation des quatre premiers mois de 1950 ne paraît pas meilleur que celui obtenu au cours de la période correspondante de 1949. Toutefois, si l'on tient compte de la diminution des interventions de l'Etat dans le cadre de la nouvelle politique du Gouvernement à l'égard de la S.N.C.F.B., on constate que les recettes des quatre premiers mois de 1950 sont plus élevées que celles de la période correspondante de 1949. Comme les dépenses sont à peu près restées les mêmes, le coefficient d'exploitation, abstraction faite des interventions de l'Etat, a donc tendance à s'améliorer. Quant à l'augmentation des charges financières, elle doit être attribuée au paiement des intérêts des deux nouveaux emprunts à 4 p. c. de 1949 et de 1950.

ROUTE

La structure de notre réseau, depuis de nombreuses années déjà, ne répond plus aux besoins actuels des transports par route. En conséquence, un plan général d'aménagement, portant sur cinq ans et commençant en 1950, a été conçu. Il continue les premiers travaux effectués en 1949 en vue d'aménager 300 km. de routes axiales. L'amélioration du réseau routier belge est une nécessité. Nos routes, en effet, ne conviennent ni au nombre de véhicules, qui a presque triplé en vingt ans, ni à leur vitesse, ni à leur poids. De plus, leur entretien est tout à fait insuffisant et leur gestion, partagée entre l'Etat, la Province et les Communes, nuit aux travaux de réparation et de construction. Enfin, les défauts techniques des routes belges sont innombrables (1).

Afin de permettre à notre réseau routier de répondre aux nécessités actuelles, la Direction générale des Routes estime que l'Etat devrait y consacrer une moyenne de 3 milliards par an pendant cinq ans : 1.500 millions pour les routes de l'Etat et 1.500 millions pour les autres routes : autoroutes, routes provinciales et communales.

(1) Le lecteur se reportera, pour plus de détails, à l'intéressante analyse de la Commission des Travaux publics.

Programme général des dépenses envisagées pendant la période 1950-1954

(estimations en millions de francs)

Source : Rapport de la Commission des Travaux publics.

Nature des dépenses	1950	1951	1952	1953	1954	Totaux
Amélioration des routes existantes	2.000	1.750	1.500	1.250	1.000	7.500
Construction des autoroutes et des routes nouvelles.....	800	1.000	1.200	1.400	1.600	6.000
Amélioration des routes provinciales et de grande communication	250	300	350	400	450	1.750
Ensemble	3.050	3.050	3.050	3.050	3.050	15.250

TOURISME

Les perspectives pour la saison de 1950 paraissent favorables et le Commissariat général au Tourisme prévoit une bonne augmentation du nombre de nuitées. Les éléments sur lesquels il se base sont :

1. Les crédits budgétaires, qui, de 6,6 millions en 1949, ont été portés à 10,8 millions en 1950, dans le but d'intensifier la propagande. La publicité varie suivant les pays. Elle s'adresse à toutes les classes de la population et cherche à favoriser le tourisme chez les gens de condition modeste des pays limitrophes. Dans les pays éloignés, elle s'efforce cependant de toucher une clientèle de luxe.

2. Le meilleur équilibre des balances de paiement avec les pays voisins, qui a permis d'allouer des sommes plus importantes pour le tourisme et même de libérer définitivement les paiements d'un pays à l'autre.

3. Les élévations des prix dans les pays voisins, la réduction des prix des hôtels belges, le retour à la parité du franc français et les diminutions des autres disparités monétaires qui ont rétabli la parité entre les prix belges et ceux de l'étranger. Les touristes belges seront moins tentés de passer leurs vacances dans les pays limitrophes. Les seuls pays dont les prix sont sensiblement plus bas qu'en Belgique (Espagne, Allemagne, Autriche) exercent peu d'attraction sur les touristes belges, parce qu'ils sont trop éloignés et nécessitent des frais élevés de transport.

Les premiers renseignements obtenus dans les bureaux belges de tourisme à l'étranger et dans les agences de voyage semblent confirmer les prévisions du Commissariat général au Tourisme.

Une bonne saison touristique en 1950 atténuerait les difficultés que provoque l'endettement de l'industrie hôtelière belge.

* * *

AGRICULTURE

La baisse des prix de vente, l'élargissement des marchés intérieur et extérieur, la réalisation de Benelux, tels sont les problèmes auxquels les milieux agricoles belges s'efforcent de donner une solution.

La période de pré-union avec la Hollande, qui devait se terminer au 1^{er} juillet, a été prolongée jusqu'à une date indéterminée. Le problème agricole continue de causer beaucoup de difficultés aux deux gouvernements, étant donné que, durant la période de pré-union, l'harmonisation de leur politique agricole n'a pas été réalisée. La Hollande désire augmenter ses exportations de produits agricoles à destination de la Belgique, mais cette dernière insiste pour que soit maintenu le protocole de mai 1947, seule arme qu'elle possède contre l'entrée de ces produits. La question se complique d'ailleurs, d'une part, en raison des excédents agricoles constitués par l'abondance des récoltes et par la reconstitution du cheptel, et d'autre part, en raison de la baisse des prix qui paraît devoir soumettre le Gouvernement à de multiples pressions visant à abriter l'agriculture. Le Ministère de l'Agriculture s'est récemment opposé à la recommandation de l'Administration belge de Coopération économique qui, dans le cadre de l'amélioration des courants d'échange intereuropéens, proposait de libérer à l'importation 60 p. c. des produits agricoles et alimentaires, sous prétexte que tout dépassement des 50 p. c. primitivement accordés risquerait de compromettre dangereusement la rentabilité agricole. Il a toutefois consenti, le 30 juillet, à libérer dans un proche avenir l'importation de 60 p. c. des produits agricoles hollandais.

Le Gouvernement, afin de permettre à l'agriculture d'affronter sur le marché intérieur les produits étrangers, tant au point de vue de la qualité que du prix, et afin de lui faciliter aussi l'accès aux marchés étrangers, s'efforce de lui assurer un caractère plus compétitif en abaissant le prix de revient. Des mesures telles que le renforcement de la lutte contre les maladies des plantes et des animaux, une meilleure sélection du cheptel, l'emploi de semences sélectionnées, l'augmentation du nombre d'analyses du sol, le développement de l'enseignement agricole et du système coopératif, le remembrement des terres, n'ont pas d'autre but.

L'effort de développement des exportations agricoles porte principalement sur le marché allemand dont les besoins sont grands et qui était, avant la guerre, un des plus importants clients de la Belgique. Or, il semble que la concurrence française et italienne

sur ce marché rendra, pour certains produits, ce développement très difficile. Encore qu'aucune initiative gouvernementale n'ait eu lieu, un plan de coopération agricole franco-allemande, dont le but principal est de permettre d'augmenter l'écoulement des produits agricoles d'un pays à l'autre, a été mis sur pied, en juin à Stockholm et en juillet à Paris, par des représentants des organisations agricoles. La perspective d'un accord triangulaire franco-italo-allemand n'est nullement exclue. Il est donc probable qu'au moment où la Belgique devra exporter, le marché allemand accorde la préférence, comme la Belgique le fait d'ailleurs pour la Hollande, à ses partenaires économiques.

D'un point de vue plus restreint, la politique du Gouvernement s'est traduite au cours de la période sous revue par la continuation du soutien du prix du froment, par le maintien d'un prix de direction pour le beurre et par la substitution au droit d'entrée sur le fromage étranger, d'une subvention à l'industrie fromagère belge. Les difficultés les plus grandes ont été rencontrées sur le marché du porc où les prix ont continué de baisser, et sur le marché des fruits et des légumes où les excédents de production s'écoulent difficilement en raison de la concurrence italienne et allemande sur le marché allemand.

Le recensement des emblavures d'hiver et du bétail au 1^{er} janvier 1950 n'a fait que confirmer les mouvements constatés par le recensement de mai 1949.

A — Ensemencements d'hiver

Les emblavures d'hiver s'élèvent à 280.000 ha. contre 257.000 en 1949, soit une augmentation de 8,77 p. c. Cette augmentation, partiellement réalisée au détriment des emblavures de seigle, doit être attribuée à l'extension de la culture du froment pour laquelle s'est poursuivie la politique d'encouragement pratiquée par le Gouvernement.

Source : Institut National de Statistique.

Ensemencements	1949	1950	Différence en p. c.
	(en hectares)		
Froment	133.000	160.000	+ 19,9
Seigle	90.000	86.000	- 5
Orge	24.000	25.000	+ 7,6

B — Cheptel

Les résultats du recensement du 1^{er} janvier confirment les mouvements constatés au 15 mai 1949 :

1^o diminution du nombre de chevaux : dans la catégorie « chevaux agricoles », on note, par rapport à l'année précédente, une diminution de 2,18 p. c. et de 11,92 p. c. dans celle des chevaux à usage non agricole ;

2^o augmentation du nombre des bovidés : l'augmentation du nombre total est de 12,67 p. c. et celui du cheptel laitier de 10 p. c. Il est donc à prévoir que la

production de viande, de beurre et de lait sera plus abondante en 1950 ;

3^o augmentation du nombre de porcs : l'effectif porcin, qui a augmenté de 49 p. c., est beaucoup trop élevé eu égard à la capacité d'absorption des marchés intérieur et extérieur.

Source : Institut National de Statistique.

Cheptel	1949	1950
Chevaux à usage agricole ...	240.000	234.000
Chevaux à usage non agricole	26.000	23.000
Bovidés	1.688.000	1.902.000
dont vaches exclusivement		
laitières	773.000	859.000
Moutons	113.000	121.000
Porcs	912.000	1.361.000
Caprins	54.000	51.000

De janvier à mai 1950, l'indice des prix des produits agricoles s'est relevé de 10,7 points, sous l'effet d'une hausse de 29,6 points de l'indice des prix des végétaux. La surveillance que le Gouvernement a exercée sur les prix des produits animaux a contribué pour une bonne part à interrompre la longue chute de leur indice, dont le début remonte à 1948. Les frais de production étant, par contre, restés au même niveau, l'écart négatif entre les deux indices s'est réduit de 41,7 points en janvier à 29,1 points en mai. Il ne faudrait toutefois pas tirer de ce redressement de l'indice, des conclusions trop optimistes pour les agriculteurs. Il est certain que les signes de surproduction mondiale laissent prévoir que le recul des prix agricoles n'est pas terminé.

Index agricole

Base 1936-1938 = 100

Source : Ministère de l'Agriculture.

Période	Produits végétaux	Produits animaux	Ensemble des produits agricoles	Frais de production	Ecart
1947 Janvier ..	320,9	312,8	316,1	331,9	- 15,8
1948 Janvier ..	425,9	387,8	403,5	372,3	+ 31,2
1949 Janvier ..	348,2	432,2	397,6	392,3	+ 5,3
Mai	373,9	419,6	400,8	385,5	+ 15,3
1950 Janvier ..	362,2	355,5	358,3	400	- 41,7
Février ..	389,1	343,3	362,1	394,7	- 32,6
Mars ...	387,6	343,3	361,6	388,9	- 27,3
Avril	379,2	352,3	363,4	390,2	- 26,8
Mai	391,8	353	369	398,1	- 29,1

Les produits dont l'évolution de janvier à mai a particulièrement attiré l'attention sont : le froment, les porcs et le beurre.

Le Gouvernement s'est engagé à maintenir le taux d'incorporation du froment indigène jusqu'à ce que la récolte de 1949 soit complètement absorbée par les meuniers. Ce taux a été ramené de 60 p. c. en janvier à 20 p. c. en juin, parallèlement au raffermissement du prix qui, de fr. 411,7 aux 100 kg. en janvier, est passé à fr. 433,5 en mai.

La chute des prix du porc a été freinée grâce aux efforts entrepris en vue d'exporter de la viande porcine vers l'Allemagne. Néanmoins, l'encombrement du marché semble indiquer que la situation est loin d'être rétablie.

En ce qui concerne le beurre, le souci constant du Gouvernement était de maintenir un écart raisonnable entre les prix belges et hollandais. La différence entre le prix de vente du beurre néerlandais sur le marché hollandais et sur le marché belge était prélevée par les autorités hollandaises pour le compte du Gouvernement belge. A la suite de difficultés concernant

le rapatriement de cette somme, le Gouvernement belge a décidé de prélever directement cette différence de prix sous forme de taxe de licence à l'importation, qui fut de fr. 14,50, puis de 18 francs au kilo. La production indigène augmente dans une telle proportion que, du 2 mai au 18 juin, les importations de beurre hollandais furent interdites. Les associations professionnelles et les producteurs de beurre ont réclamé une politique à long terme de la part du Gouvernement; celui-ci, en vue de stimuler la mise en stock, a décidé de fixer un prix de vente élevé pour le beurre, l'hiver prochain.

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur* belge, au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté ministériel du 31 mai 1950

portant création d'une Commission consultative des statistiques de la prévoyance sociale et de la sécurité sociale (*Moniteur*, 5-6 juin 1950, p. 4491).

Arrêté du Régent du 1^{er} juin 1950

relatif à l'organisation des chambres des métiers et négoce (*Moniteur*, 7 juin 1950, p. 4519).

Arrêté du Régent du 9 juin 1950

modifiant à nouveau l'arrêté du Régent du 1^{er} mai 1947, relatif à la création d'un Comité ministériel de Coordination économique (*Moniteur*, 25 juin 1950, p. 4910).

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté du Régent du 28 mai 1950

portant prorogation, pour un terme de cinq ans, de la durée de l'Institut de Réescompte et de Garantie (*Moniteur*, 19-20 juin 1950, p. 4822).

Arrêté du Régent du 2 juin 1950

modifiant celui du 31 mai 1946 établissant un régime de financement par l'Etat des stations thermales d'intérêt général (*Moniteur*, 2 juillet 1950, p. 5076).

Arrêté du Régent du 2 juin 1950

relatif au renouvellement des obligations de la Dette 3 p. c., 2^e série (*Moniteur*, 15 juin 1950, p. 4736).

Arrêté ministériel du 3 juin 1950

régulant la procédure d'attribution des crédits maritimes (*Moniteur*, 30 juin 1950, p. 5009).

Arrêté du Régent du 13 juin 1950

autorisant le Ministre des Colonies à émettre un emprunt en Suisse (Moniteur, 16 juin 1950, p. 4755).

Le Ministre des Colonies est autorisé à contracter un emprunt à émettre en Suisse d'un montant maximum de soixante millions (60.000.000) de francs suisses.

Arrêté du Régent du 20 juin 1950

relatif à l'émission d'un emprunt à 4 p. c., au capital nominal de 1.500 millions de francs, à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société Nationale des Chemins de fer belges (Moniteur, 3-4 juillet 1950, p. 5112).

Loi du 29 juin 1950

modifiant la loi du 22 décembre 1948 relative aux droits et privilèges du Trésor en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées (Moniteur, 1^{er} juillet 1950, p. 5038).

Loi du 10 juillet 1950

ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1950, et reportant au 30 septembre 1950 la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1949 (Moniteur, 13 juillet 1950, p. 5262).

Arrêté du Régent du 13 juillet 1950

autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 100 millions de francs (Moniteur, 28 juillet 1950, p. 5533).

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté du Régent du 12 mai 1950

modifiant l'arrêté du Régent du 22 septembre 1947 relatif aux subsides pour l'amélioration des races porcine, caprine et ovine (Moniteur, 4 juin 1950, p. 4466).

Arrêté du Régent du 5 juin 1950

modifiant l'arrêté du Régent du 4 septembre 1946, instituant un Comité national belge de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.) (Moniteur, 28 juin 1950, p. 4955).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté du Régent du 31 mai 1950

ordonnant une statistique annuelle dans les industries de la chaussure, de la ganterie et de la maroquinerie (Moniteur, 1^{er} juillet 1950, p. 5042).

Arrêté du Régent du 1^{er} juin 1950

déterminant les modalités de la perception de la redevance due à l'Institut national de l'industrie charbonnière (Moniteur, 7 juin 1950, p. 4524).

Arrêté du Régent du 1^{er} juin 1950

fixant, pour l'année 1950, la redevance à payer à l'Institut national de l'industrie charbonnière (Moniteur, 7 juin 1950, p. 4524).

Arrêté du Régent du 1^{er} juin 1950

portant rejet d'une requête déposée par application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique

de la production et de la distribution (Moniteur, 19-20 juin 1950, p. 4823).

La requête commune, adressée le 14 juillet 1949 au Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes par la Fédération générale des Brasseries belges et l'Union des Brasseries belges, est rejetée.

Arrêté du Régent du 15 juillet 1950

accueillant une requête relative à l'industrie des verres coulés déposée par application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution (Moniteur, 31 juillet et 1^{er} août 1950, p. 5583).

Jusqu'au 30 juin 1952, il est interdit à tout producteur de verres coulés de dépasser en production annuelle 65 p. c. de la capacité de production totale de ses installations établies au 21 décembre 1949.

Jusqu'au 30 juin 1952, et sous réserve de l'application de l'article 6 du présent arrêté et des dérogations accordées conformément à l'article 20 de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, il est interdit d'installer ou de mettre en activité des moyens de production destinés à la fabrication de verres coulés, qui soient supplémentaires à ceux existant au 21 décembre 1949.

V — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté du Régent du 24 juin 1950

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la Construction en date du 1^{er} juin 1950 (Moniteur, 26-27 juin 1950, p. 4936). — Erratum (Moniteur, 21 juillet 1950, p. 5454).

VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

Arrêté du Régent du 12 mai 1950

Police sanitaire des foires, marchés et lieux de rassemblement des animaux domestiques. — Errata (Moniteur, 21 juin 1950, p. 4846).

Arrêté du Régent du 1^{er} juin 1950

portant modification de l'arrêté du Régent du 15 mars 1950, relatif au commerce des féculés et tapiocas (Moniteur, 14 juin 1950, p. 4727).

Arrêté ministériel du 29 juillet 1950

complétant l'arrêté ministériel du 10 juillet 1945, concernant l'interdiction de soustraire certains biens ou marchandises à la circulation (Moniteur, 31 juillet et 1^{er} août 1950, p. 5585).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté du Régent du 27 juin 1950

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur, 29 juin 1950, p. 4976).

Arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1950

relatif à l'importation de prunes (Moniteur, 3-4 juillet 1950, p. 5114).

Arrêté ministériel du 14 juillet 1950

modifiant l'arrêté ministériel du 17 août 1948 relatif aux entrepôts fictifs (Moniteur, 20 juillet 1950, p. 5426).

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté du Régent du 20 juin 1950

Services publics d'autobus provinciaux du sud de l'agglomération bruxelloise à exploiter par la Société nationale des Chemins de fer vicinaux. — Approbation de l'autorisation. — Participation de l'Etat dans la formation du capital (Moniteur, 26 juillet 1950, p. 5507).

Arrêté du Régent du 3 juillet 1950

modifiant l'arrêté du Régent du 1^{er} août 1948 approuvant le règlement pour le transport de liquides combustibles sur les voies de navigation intérieure (Moniteur, 17-18 juillet 1950, p. 5362).

Arrêté ministériel du 18 juillet 1950

Chemins de fer vicinaux. — Modifications aux conditions réglementaires générales (Moniteur, 20 juillet 1950, p. 5427).

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté ministériel du 7 juin 1950

abrogeant l'article 1^{er}, 5^o, de l'arrêté ministériel du 25 mai 1949 plaçant sous le régime du prix normal certaines prestations et services (Moniteur, 16 juin 1950, p. 4754).

Arrêté du Régent du 27 juin 1950

approuvant certaines modifications aux droits de magasin sur les marchandises déposées à l'entrepôt public de Malines (Moniteur, 30 juin 1950, p. 5012).

Arrêté du Régent du 29 juin 1950

prorogeant les dispositions de la loi du 6 juillet 1948, octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires (Moniteur, 1^{er} juillet 1950, p. 5055).

Loi du 30 juin 1950

modifiant les lois portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer (Moniteur, 30 juin 1950, p. 5006).

Arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1950

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'Industrie des Cuir et Peaux en date du 26 avril 1950 (Moniteur, 14 juillet 1950, p. 5296).

Loi du 12 juillet 1950

modifiant la loi du 14 août 1947 relative à la rétribution des membres de la Cour des Comptes (Moniteur, 17-18 juillet 1950, p. 5358).

Arrêté du Régent du 13 juillet 1950

rendant obligatoire la décision du 22 mai 1950 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire (Moniteur, 21 juillet 1950, p. 5450).

Arrêté du Régent du 14 juillet 1950

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale des services de santé en date du 6 mars 1950 (Moniteur, 26 juillet 1950, p. 5505).

Arrêté ministériel du 18 juillet 1950

Chemins de fer vicinaux concédés à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux. — Prix à percevoir pour le transport des marchandises (Moniteur, 20 juillet 1950, p. 5427).

Arrêté du Régent du 18 juillet 1950

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'Industrie de l'Imprimerie et des Arts graphiques en date du 8 mars 1950 (Moniteur, 26 juillet 1950, p. 5506).

X — LEGISLATION SOCIALE

(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté du Régent du 30 mai 1950

relatif à l'exécution de la loi du 21 janvier 1950 étendant aux travailleurs agricoles le bénéfice de l'aide au rééquipement ménager (Moniteur, 4 juin 1950, p. 4460).

Arrêté du Régent du 31 mai 1950

accordant au personnel rétribué par l'Etat un pécule de vacances et un complément familial à ce pécule de vacances (Moniteur, 5-6 juin 1950, p. 4482).

Arrêté du Régent du 31 mai 1950

relatif à l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires aux ayants droit d'un agent de l'Etat ou

d'un militaire de carrière décédés (Moniteur, 5-6 juin 1950, p. 4484).

Arrêté du Régent du 3 juin 1950

portant majoration des taux des cotisations pour allocations familiales en faveur des travailleurs salariés (Moniteur, 14 juin 1950, p. 4726).

Arrêté ministériel du 25 juillet 1950

fixant les taux forfaitaires de rémunération à prendre en considération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale, dues par les ouvriers permanents et les employeurs des entreprises agricoles (Moniteur, 31 juillet et 1^{er} août 1950, p. 5587).

XI — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

Arrêté du Régent du 20 juin 1950

relatif à la fixation, en matière de dommages de guerre (immeubles d'habitation), des coefficients d'indemnisation intégrale applicables pour le deuxième trimestre de 1950 (arrêté n° 12) (Moniteur, 21 juillet 1950, p. 5456).

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

I -- TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

ÉPOQUES	TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE											CALL-MONEY		
	Escompte					Prêts et avances sur (*)						En chambre de compensation	Hors compensation	
	Acceptations de banques et effets documentaires acceptés préalablement visés par la B. N. B.		Traites acceptées		Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à courir	Certificats ayant maximum 8 mois à courir	Certificats ayant maximum 12 mois à courir	Certificats à plus de 12 mois	Certificats 3 1/2 % 5 ans (1941)	Autres effets publics			
	représentatifs d'export. de marchandises (1)	représentatifs d'import. de marchandises (2)	domiciliées en banque	non domiciliées en banque								Traites non acceptées		
1948 Moyenne annuelle	3, —	3,50	3,50	3,75	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
1949 Moyenne annuelle	2,88	3,44	3,44	3,69	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,23	1,25
Moyennes mensuelles :														
1949 Mai	3, —	3,50	3,50	3,75	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
Juin	3, —	3,50	3,50	3,75	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
Juillet	3, —	3,50	3,50	3,75	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
Août	3, —	3,50	3,50	3,75	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
Septembre	3, —	3,50	3,50	3,75	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
Octobre (à partir du 6)	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,134	1,25
Novembre	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,179	1,25
Décembre	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
1950 Janvier	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
Février	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
Mars	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
Avril	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
Mai	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
Juin	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25
Juillet	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5, —	2, —	2,1875	2,375	5, —	5, —	5, —	1,25	1,25

N. B. — Les warrants sont escomptés au taux des traites acceptées domiciliées en banque.

(1) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Acceptations de banques préalablement visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'exportations de marchandises ».

(2) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Traités acceptés domiciliés en banque; traités acceptés ou documentaires représentatifs d'importations ou d'exportations de marchandises; acceptations de banques visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'importations de marchandises; warrants ».

(3) Ce taux s'appliquait jusqu'au 31 décembre 1949 aux certificats émis en règlement des créances financières belges sur l'étranger (arrêté du 3 février 1942).

(*) Quotité de l'avance en juillet 1950 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 %
Obligations décennales (1940-1950)	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942) ..	90 %	Autres effets publics	80 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5, à 10 ou à 20 ans (1943) ..	90 %	Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 5 ans (arrêté du 25 octo-	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944)	90 %	bre 1941).	
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947)	90 %	Quotité de l'avance consentie uniquement dans les cas	spéciaux admis par la Banque Nationale de Belgique
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948)	90 %		

II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

ÉPOQUES	Banques — Comptes de dépôts à (*)					Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets)			Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusque 50.000 fr.	50.000 à 100.000 fr.	au delà de 100.000 fr.	Comptes de dépôts à 1 an et plus
Moyennes annuelles :									
1948	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
1949	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Moyennes mensuelles :									
1949 Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
1950 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3, —	1,50	0,50	2,50

(*) Moyenne de quatre banques.

LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

I — COURS DES MÉTAUX PRÉCIEUX

9

PÉRIODES	OR				ARGENT			
	LONDRES En sh. et d. par oz. fin	NEW-YORK En dollars par oz. fin	BOMBAY		LONDRES En d. par oz. fin	NEW-YORK En cents par oz. fin	BOMBAY	
			En roupies et annas par Fine Tola	Conversion en sh. et d. par oz. fin			En roupies et annas par 100 Fine Tola	Conversion en pence par oz. fin
1938 31 décembre	149/7 1/2	35	112.14	451/8	(1) 20,08	42,75	179.0	86
1948 31 décembre	172/3	35	113.4	453/0	42,50	70,—	171.2	82
1949 30 décembre	248/0	35			64,00	73,25		
Moyennes mensuelles :								
1949 Mai	172/3	35	116.15	467/9	43,50	71,50	182.15	88
Juin	172/3	35	117.8	470/0	43,50	71,50	185.15	89
Juillet	172/3	35	113.5	453/3	43,50	71,50	164.8	79
Août	172/3	35	114.5	457/3	43,72	71,87	161.15	78
Septembre { du 1 au 18	172/3	35	113.0	452/0	44,50	73,25	158.12	76
{ du 19 au 30	248/0	35	116.10	466/6	62,69	73,25	166.15	80
Octobre	248/0	35	115.2	460/6	63,89	73,25	167.10	80
Novembre	248,0	35	114.8	458/0	64,00	73,25	168.6	81
Décembre	248/0	35	113.15	455/9	64,00	73,25	171.7	82
1950 Janvier	248/0	35	114.1	456/3	64,00	73,25	177.7	85
Février	248/0	35	116.1	464/3	64,00	73,25	182.11	88
Mars	248/0	35	116.0	464/0	63,96	73,08	184.7	89
Avril	248/0	35	116.9	466/3	63,00	71,75	186.14	90
Mai	248/0	35	118.14	476/6	63,50	72,75	189.12	91
Juin	248/0	35	115.1	460/3	63,50	72,75	180.13	87
Juillet	248/0	35	114.9	458/3	63,50	72,75	179.7	86

(1) Cotation par oz. stand.

N. B. — 1 oz. troy = 31,1035 grammes; 1 tola = 11,6638 grammes; 1 roupie = 16 annas; 1 roupie = 18 pence.

II — COURS OFFICIELS DES CHANGES AU 31 JUILLET 1950

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

(en francs belges)

10

DEVICES	Cours contractuel ou moyen	Transferts		Billets	
		Cours acheteur	Cours vendeur	Cours acheteur	Cours vendeur
1 livre sterling	140,—	139,90	140,10	139,35	141,—
100 florins Pays-Bas	1.315,7908	1.314,—	1.317,—	1.310,—	1.325,—
1 couronne suédoise	9,6652	9,64	9,69	9,60	9,75
100 francs congolais	—	100,—	100,—	—	—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—	—	—
1 couronne danoise	7,2389	7,21	7,26	7,15	7,30
1 couronne norvégienne	7,—	6,98	7,02	6,95	7,05
100 escudos	173,913	173,—	174,80	172,—	175,80
100 couronnes tchéco-slovaques	100,—	99,70	100,30	99,—	101,—

COURS OFFICIELS DES CHANGES

arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles

(en francs belges)

Périodes	100 francs suisses	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ Canadien
Moyenne du 18 novembre au 30 novembre 1949	1.160,60			
Moyennes mensuelles :				
1949 Décembre	1.164,13	49,97		
1950 Janvier	1.163,48	49,97		
Février	1.163,45	49,99		
Mars	1.165,40	50,08		
Avril	1.168,97	50,20		
Mai	1.168,96	50,19		
Juin	1.164,64	50,32	14,29 (1)	45,76 (2)
Juillet	1.161,91	50,40	14,32	45,82

(1) Moyenne du 19 juin au 30 juin 1950.

(2) Moyenne du 26 juin au 30 juin 1950.

LE MARCHÉ DES CAPITAUX

I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

DÉSIGNATIONS DES TITRES	Cotation pour	COURS AU				
		3 avril 1950	2 mai 1950	1 ^{er} juin 1950	3 juillet 1950	1 ^{er} août 1950
I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (Intérêts à bonifier).						
Dettes 2 ½ %	100,—	57,05	56,90	57,—	56,95	56,95
Dettes 3 ½ %, 2 ^e série	100,—	88,50	88,60	88,40	88,40	88,55
Dettes 3 ½ %, 1937	100,—	79,50	79,80	80,25	80,50	80,45
Dettes 3 ½ %, 1943 (1)	100,—	79,50	79,75	80,30	80,60	80,25
Dettes unifiées 4 %	100,—	90,75	91,20	91,70	92,05	91,05
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2)	100,—	89,05	89,20	89,70	89,90	89,05
Obligations décennales (1940-1950), 4 %, 1 ^{re} série	100,—	100,65	100,65	100,40	100,25	100,30
Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 ½ %, 1942, 1 ^{re} série	100,—	104,45	104,75	105,20	105,20	104,90
Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 ½ %, 1943 (1) (3)	100,—	102,60	102,75	102,90	103,40	103,35
Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 ½ %, 1944, 1 ^{re} série	100,—	97,70	97,65	98,10	97,85	97,80
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2)	100,—	99,40	99,45	99,65	99,65	99,45
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2)	100,—	100,25	100,35	100,60	100,65	100,35
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 (2)	100,—	98,60	98,20	98,60	98,65	98,35
Emprunts à lots 1933, 4 %	1.050,—	1.052,—	1.050,—	1.047,—	1.050,—	1.041,—
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	495,—	494,—	494,—	491,—	488,—
Emprunts à lots 1941 (3 ½ % jusqu'en 1946; 3 ½ % de 1946 à 1951; ensuite 4 %)	1.000,—	930,—	927,—	923,—	921,—	907,—
II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (Intérêts à bonifier).						
Domages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	504,—	503,—	498,—	500,—	496,—
Emprunt de la Reconstr. 1 ^{re} tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	1.001,—	1.001,—	1.001,—	1.001,—	1.001,—
Emprunt de la Reconstr. 2 ^e tranche 1949 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	1.005,—	1.004,—	1.003,—	1.000,—	1.000,—
Emprunt de la Reconstr. 3 ^e tranche 1950 (2 % jusqu'en 1960; ensuite 5 %) (2)	100,—	—	—	1.000,—	1.000,—	1.000,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1)	500,—	579,—	581,—	581,—	573,—	568,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1)	500,—	579,—	573,—	572,—	567,—	565,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1)	500,—	466,—	465,—	468,—	468,—	450,—
(*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet (4)	100,—	66,40	66,60	67,—	67,20	67,25
Régie des Télégraphes et Téléphones, 3 ½ %, 1943	100,—	81,50	82,20	82,75	84,—	83,85
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 ½ %, 1949 (2)	100,—	99,80	99,90	100,25	99,70	99,45
III. — Dette directe de la colonie.						
<i>Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888</i>						
<i>Intérêts à bonifier :</i>						
Dettes coloniales 1904, 3 % (1)	100,—	72,75	72,75	72,75	72,80	72,70
Dettes coloniales 1930, 4 %	100,—	91,—	91,55	92,25	92,25	92,30
(*) Dettes coloniales 1937, 3 ½ %	100,—	79,—	79,10	79,15	79,75	79,90

(*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.

(1) Titres créés après le 6 octobre 1944 et pour lesquels une opération est en cours depuis cette date.

(2) Titres créés après le 6 octobre 1944.

(3) Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.

(4) Emprunts 1930, 1931, 1932, 1934, 1935 et 1936.

II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

15

Source : Institut National de Statistique.

DATES	Indice général	Assurances, banques, soc. à portef.	Entr. immobili., hypothécaires et hôtelières	Tranways, chemins de fer écon. et vicinaux	Trusts d'entr. de tranways et d'électricité	Entrepr. de gaz et d'électricité	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verreries	Industrie de la construction	Industries textiles et soieries	Entreprises coloniales	Alimentation	Diverses
Indices par rapport aux cours du mois précédent																	
1950 3 juillet	97	96	99	94	95	96	95	101	93	94	101	99	95	97	99	97	98
1 ^{er} août	p 103	103	94	98	96	96	104	97	98	100	98	95	97	100	110	97	94
Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100																	
1949 1 ^{er} juin	141	129	107	74	68	109	165	128	139	121	64	100	164	184	238	108	133
1 ^{er} juillet	146	135	102	76	72	121	166	122	142	136	68	102	168	185	244	112	137
1 ^{er} août	147	135	100	74	73	128	164	124	138	132	69	102	164	182	248	114	138
1 ^{er} septembre	163	151	112	77	80	143	183	133	155	152	82	126	196	199	273	128	154
3 octobre	162	150	109	74	77	135	179	135	154	150	85	127	190	198	277	130	157
3 novembre	164	152	109	78	81	145	173	135	158	161	84	123	191	197	278	133	157
1 ^{er} décembre	165	156	111	76	81	144	165	130	155	174	85	136	209	207	281	136	156
1950 3 janvier	169	160	113	72	83	145	171	130	157	179	91	166	220	212	284	139	160
1 ^{er} février	170	161	121	71	85	148	172	134	154	176	99	173	222	231	285	142	163
1 ^{er} mars	171	161	119	70	84	149	171	132	153	181	91	156	215	224	293	142	164
3 avril	169	156	114	68	84	155	165	129	152	178	86	147	212	221	287	142	164
2 mai	172	159	113	69	83	158	168	138	155	177	87	144	211	217	295	150	173
1 ^{er} juin	172	159	113	68	85	156	168	145	153	172	91	139	208	211	300	148	166
3 juillet	167	152	112	64	81	149	160	146	143	161	92	138	196	204	299	144	162
1 ^{er} août	p 172	156	105	63	78	143	166	142	140	161	90	131	190	204	329	139	168

III — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

15

PÉRIODES	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1948	248	199	176	5.904	6.003	6.103	6.179
1949	244	189	173	9.629	8.119	9.818	8.292
1949 Mai	20	13	12	541	449	554	461
Juin	21	15	14	580	521	595	535
Juillet	19	13	11	504	432	517	444
Août	22	15	14	890	790	905	804
Septembre	20	15	14	1.260	1.074	1.275	1.088
Octobre	21	17	16	924	817	941	833
Novembre	18	18	17	875	727	893	744
Décembre	21	16	15	1.156	880	1.172	895
1950 Janvier	21	18	18	1.411	975	1.429	993
Février	20	16	16	969	819	985	835
Mars	23	10	15	1.050	803	1.066	818
Avril	18	15	14	975	756	990	770
Mai	19	14	14	951	741	965	755
Juin	22	15	15	1.699	1.157	1.714	1.157
Juillet	20	15	14	938	819	953	833

IV — COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES DE VALEURS A REVENU FIXE

16

DATES	TYPES DOMINANTS										OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS Types divers	
	Cours					Rendement (eu égard au cours seulement)					Valeur boursière moyenne	Rendement net moyen
	I	II	III	IV		I	II	III	IV			
	Dette unifiée 4 %	Dette coloniale 1936 4 %	Provinces, villes et communes 4 %	Entreprises industrielles et commerciales 4 % 4½ %		Dette unifiée 4 %	Dette coloniale 1936 4 %	Provinces, villes et communes 4 %	Entreprises industrielles et commerciales 4 % 4½ %			
1949 1 ^{er} juin	86,50	88,15	88,70	84,80	93,83	4,62	4,54	4,51	4,71	4,79	91,52	4,78
1 ^{er} juillet	86,95	87,95	89,17	85,65	93,92	4,60	4,55	4,49	4,67	4,79	91,86	4,76
1 ^{er} août	87,35	88,—	89,52	86,02	94,91	4,58	4,54	4,47	4,65	4,74	92,68	4,72
1 ^{er} septembre	87,95	87,90	90,08	86,22	95,33	4,55	4,55	4,44	4,64	4,72	93,03	4,70
3 octobre	88,60	87,90	90,57	87,03	96,12	4,51	4,55	4,42	4,60	4,68	93,66	4,68
3 novembre	88,90	87,75	90,60	87,48	96,56	4,50	4,56	4,42	4,57	4,66	94,—	4,65
1 ^{er} décembre	89,10	87,85	90,67	88,82	95,93	4,49	4,55	4,41	4,50	4,69	93,96	4,65
1950 3 janvier	89,60	88,10	91,10	88,91	96,90	4,46	4,54	4,39	4,50	4,64	94,70	4,62
1 ^{er} février	89,80	88,70	p 90,—	p 90,47	p 97,62	4,45	4,51	p 4,44	p 4,42	p 4,61	p 96,10	p 4,62
1 ^{er} mars	90,55	89,10	p 90,72	p 90,75	p 97,84	4,42	4,49	p 4,41	p 4,41	p 4,60	p 96,42	p 4,61
3 avril	90,75	91,—	p 91,07	p 90,58	p 97,32	4,41	4,40	p 4,39	p 4,42	p 4,62	p 95,95	p 4,63
2 mai	91,20	91,55	p 91,83	p 91,95	p 97,83	4,39	4,37	p 4,36	p 4,35	p 4,60	p 96,47	p 4,60
1 ^{er} juin	91,70	92,25	p 92,41	p 91,91	p 97,53	4,36	4,34	p 4,33	p 4,35	p 4,61	p 96,54	p 4,60
3 juillet	92,05	92,25	p 93,17	p 91,80	p 96,30	4,35	4,34	p 4,29	p 4,36	p 4,67	p 95,82	p 4,64
1 ^{er} août	91,05	92,30	p 92,92	p 89,09	p 97,01	4,39	4,33	p 4,30	p 4,49	p 4,64	p 95,16	p 4,67

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de mars 1939, p. 187.

**V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
ET CONGOLAISES**

Tableau rétrospectif

(milliers de francs)

17

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Sociétés anonymes) (Sociétés en commandite par actions) (Sociétés de personnes à responsabilité limitée)			
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augment. nominale	Montant libéré sur valeur nominale
	Nombre	Monrant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale				
1948.....	1.474	3.047.835	2.410.965	1.299	450.520	459.852	865	14.334.206	25.222.574	24.493.817
1949.....	1.274	2.276.205	1.852.443	976	305.791	292.958	775	7.849.624	8.649.986	8.363.713
3 premiers mois de 1949.....	346	647.844	498.686	327	113.579	110.131	168	1.380.230	1.542.484	1.514.465
3 premiers mois de 1950.....	355	407.350	378.022	317	103.139	96.633	170	1.458.370	1.573.207	1.278.871
1949 Mars.....	136	224.120	188.852	114	39.589	37.986	81	666.472	818.518	812.554
Avril.....	100	90.060	80.861	81	42.350	40.733	63	758.735	1.136.969	1.130.319
Mai.....	77	59.850	55.079	45	16.855	15.813	81	818.410	888.503	859.735
Juin.....	117	207.497	146.001	91	19.100	18.313	74	1.519.230	1.130.354	1.125.116
Juillet.....	103	171.345	106.506	73	16.540	15.912	49	834.698	652.362	517.399
Août.....	82	179.427	149.568	53	14.950	14.329	30	140.201	139.824	139.434
Septembre.....	81	105.497	91.802	62	12.652	11.738	43	218.366	232.414	221.890
Octobre.....	110	331.351	305.222	67	21.039	20.015	50	305.537	370.503	356.910
Novembre.....	88	145.932	105.801	56	21.719	12.139	56	762.511	1.387.774	1.377.144
Décembre.....	170	337.402	312.917	121	36.007	33.835	161	1.111.706	1.168.799	1.121.301
1950 Janvier.....	131	182.442	172.936	110	36.458	32.280	51	309.990	401.858	328.910
Février.....	99	69.686	63.125	99	29.969	28.606	44	697.748	664.247	472.237
Mars.....	125	155.222	141.961	108	36.712	35.747	75	450.632	507.102	477.724
Avril (1).....	110	167.970	159.932	95	21.273	20.982	75	1.031.770	714.405	683.098
Mai.....p	—	109.497	100.269	—	27.124	26.082	—	—	1.527.060	1.358.881

PÉRIODES	ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS		Ensemble des émissions Montant nominal	PRIMES D'ÉMISSION (2)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		Émissions nettes (5)
	Nombre	Montant nominal			Apports en nature (3)	Incorporations de réserves au capital (4)	
1948.....	47	2.265.280	31.016.209	92.822	2.090.440	22.808.994	4.823.302
1949.....	(6) 73	(6) 1.908.162	(6) 13.140.144	3.839	1.658.586	7.116.851	(6) 3.645.678
3 premiers mois de 1949.....	7	435.000	2.738.907	770	379.434	1.309.026	870.592
3 premiers mois de 1950.....	12	244.700	2.328.396	125	322.164	918.864	757.323
1949 Mars.....	1	20.000	1.102.227	—	154.038	752.495	152.859
Avril.....	—	—	1.269.379	—	90.378	1.109.658	51.877
Mai.....	8	115.000	1.080.208	200	53.146	792.567	200.114
Juin.....	1	5.000	1.361.951	—	128.149	776.025	390.256
Juillet.....	2	500.960	1.341.207	—	74.841	349.048	716.888
Août.....	2	11.000	345.201	160	126.454	99.495	88.542
Septembre.....	1	5.000	355.563	1.264	104.312	168.233	59.149
Octobre.....	5	131.000	853.893	753	285.472	241.608	286.820
Novembre.....	—	—	1.546.425	225	118.930	1.324.765	51.614
Décembre.....	4	41.100	1.583.308	467	297.470	946.426	265.724
1950 Janvier.....	6	89.700	710.458	—	149.254	264.457	210.115
Février.....	3	53.000	816.902	125	65.912	257.703	293.478
Mars.....	3	102.000	801.036	—	106.998	396.704	253.730
Avril (1).....	1	25.000	928.648	—	137.754	636.562	114.696
Mai.....p	—	—	1.636.557	—	99.310	1.239.404	146.518

(1) Émissions des sociétés industrielles et commerciales congolaises non comprises.

(2) Non comprises dans les montants libérés.

(3) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(4) Compris dans les augmentations de capital.

(5) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

(6) Par suite de rectifications, les montants annuels sont supérieurs aux totaux des douze montants mensuels correspondants.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

17

(milliers de francs)

MARS 1950

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS			AUGMENTATION DE CAPITAL Sociétés par actions et sociétés de personnes			EMISSIONS D'OBLIGATIONS			PRIME D'ÉMISSION (non compris dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES			DISSOLUTIONS Sociétés par actions et sociétés de personnes		RÉDUCTION DE CAPITAL Soc. par act. et Soc. de pers.					
	par actions		de personnes								Apports en nature										
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale		Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	dont emprunts de conversion	Constitutions de sociétés	Augmentation de capital	Incorporation de réserves Réévaluation de l'immob. Apports de créances	Liquidations		Fusions	
																		Nombre	Montant	Nombre	Montant

Détail des émissions

Banques, soc. financières . . .				1	100	100														
Sociétés commerciales . . .				2	6.000	6.000	1	400	850	170										
Sociétés industrielles . . .	1	30.000	30.000				3	35.500	59.500	35.296										
Mines																				
Construction bâtiments . . .																				
Sociétés agricoles	1	1.500	1.500				1	24.000	48.000	48.000										
Transports																				
Services publics																				
Divers				1	2.000	2.000	1	7.200	1.725	1.725										
Totaux	2	31.500	31.500	4	8.100	8.100	6	67.100	110.075	85.191						5.000	5.000	55.205	4	13.000

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins				2	1.100	1.100	1	400	850	170										
de 1 à 5 millions	1	1.500	1.500	2	7.000	7.000	1	7.200	1.725	1.725										
de 5 à 10 millions							1	4.500	5.480	5.480										
de 10 à 20 millions																				
de 20 à 50 millions	1	30.000	30.000				3	55.000	102.020	77.816										
de 50 à 100 millions																				
plus de 100 millions																				
Totaux	2	31.500	31.500	4	8.100	8.100	6	67.100	110.075	85.191						5.000	5.000	55.205	4	13.000

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

Sociétés de droit belge							1	7.200	1.725	1.725										
Sociétés de droit congolais	2	31.500	31.500	4	8.100	8.100	5	59.900	108.350	83.466										
Totaux	2	31.500	31.500	4	8.100	8.100	6	67.100	110.075	85.191						5.000	5.000	55.205	4	13.000

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

17

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé
(milliers de francs)

AVRIL 1950

Source : Institut National de Statistique.

CLASSIFI- CATION	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTION DE CAPITAL Montant
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Montant nominal	dont emprunts de conversion		Apports en nature (1)	Incorporations de réserves au capital (2)	Liquidations	Fusions	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									Montant	Montant	

1 — Selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique	110	167.970	159.932	95	21.273	20.982	75	1.031.770	714.405	683.098	1	25.000	—	—	137.754	636.562	28.569	—	14.594
Etranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	105.000	—	—
Totaux	110	167.970	159.932	95	21.273	20.982	75	1.031.770	714.405	683.098	1	25.000	—	—	137.754	636.562	133.569	—	14.594

2 — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins ..	89	37.470	32.980	91	15.963	15.672	27	14.863	14.052	14.052	—	—	—	29.099	5.520	14.166	—	—	2.094
de 1 à 5 millions ..	17	40.750	37.202	4	5.310	5.310	24	49.463	68.776	67.051	—	—	—	27.978	58.365	12.903	—	—	2.000
de 5 à 10 millions ..	1	9.000	9.000	—	—	—	9	49.186	68.092	68.092	—	—	—	1.200	68.092	6.500	—	—	—
de 10 à 20 millions ..	1	10.750	10.750	—	—	—	4	12.869	53.151	48.311	—	—	—	11.577	46.251	—	—	—	10.500
de 20 à 50 millions ..	2	70.000	70.000	—	—	—	7	831.722	229.000	204.258	1	25.000	—	67.900	177.000	—	—	—	—
de 50 à 100 millions ..	—	—	—	—	—	—	4	73.667	281.334	281.334	—	—	—	—	281.334	100.000	—	—	—
plus de 100 millions ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	110	167.970	159.932	95	21.273	20.982	75	1.031.770	714.405	683.098	1	25.000	—	—	137.754	636.562	133.569	—	14.594

(1) Compris dans les constitutions et augmentations de capital. — (2) Comprises dans les augmentations de capital.

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE (1)

(Emprunts à long et moyen terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

18
19
20

PÉRIODES	en Belgique		à l'étranger
	en millions de francs	en millions de francs	
1948	6.900	fr. s. 50 \$ U.S. 58	—
1949	14.590	fr. s. 50 \$ U.S. 56	—
1949 Juin	—	fr. s. 50	—
Juillet	500	—	—
Août	—	\$ U.S. 6	—
Septembre	—	\$ U.S. 9	—
Octobre	8.300	\$ U.S. 7	—
Novembre	—	\$ U.S. 5	—
Décembre	—	\$ U.S. 13	—
1950 Janvier	—	—	—
Février	1.500	—	—
Mars	1.650	—	—
Avril	3.500	—	—
Mai	—	—	—
Juin	—	—	—
Juillet	1.500	—	—

PÉRIODES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		DÉPENSES ORDINAIRES (2)
	Prélèvements sur comptes	Remboursements nets	Avances nettes
(milliers de francs)			
1948	2.108.506	2.089.078	2.647.018
1949	1.818.541	782.096	1.960.000
1949 Mai	87.272	60.477	240.809
Juin	78.828	41.211	146.261
Juillet	142.581	20.745	150.907
Août	145.191	2.854	122.182
Septembre	202.575	175.528	129.288
Octobre	184.385	37.369	233.985
Novembre	193.879	38.577	165.998
Décembre	265.946	44.953	329.101
1950 Janvier	277.221	105.261	250.244
Février	105.776	68.290	327.058
Mars	162.098	38.415	369.850
Avril	107.155	9.572	325.320
Mai	210.378	30.200	403.572
Juin	384.711	21.779	290.353
Juillet	326.975	22.274	358.614

PÉRIODES	Montant d'après les droits d'inscription perçus
milliers de fr.	
1948 Moyenne mens..	880.012
1949 Moyenne mens..	1.094.065
1949 Mai	1.175.427
Juin	1.148.968
Juillet	1.182.081
Août	1.153.694
Septembre	1.181.127
Octobre	1.217.181
Novembre	1.096.724
Décembre	1.243.736
1950 Janvier	1.091.244
Février	946.751
Mars	1.230.250
Avril	1.138.630
Mai	1.289.866
Juin	1.414.412
Juillet	1.313.677

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Le mouvement des remboursements sur les ouvertures de crédit pour dépenses ordinaires ne peut plus être donné en raison de la fusion de ces opérations avec celles d'autres comptes courants communaux.

(3) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans, qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

LES FINANCES PUBLIQUES

I — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

25

ÉPOQUES (fin de mois)	Dettes consolidées				Dettes à moyen terme (3)			Dettes à court terme (4)			Avoirs des particuliers en comptes chèques postaux (5)	Dettes totales (1) (6)
	intérieure			extérieure (1) (2)	intérieure	extérieure	totale	intérieure	extérieure (2)	totale		
	directe	indirecte	totale									
1940 Mars	26.184	8.910	35.094	4.936	1.259	—	1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.620
1949 Juin	114.093	8.955	123.048	11.959	30.344	1.753	32.097	59.012	7	59.019	18.361	244.484
Juillet	113.675	8.952	122.627	11.924	31.216	1.753	32.969	59.440	7	59.447	17.690	244.657
Août	113.146	8.952	122.098	12.142	30.506	1.753	32.259	62.517	445	62.962	18.247	247.708
Septembre	112.701	8.944	121.645	13.043	30.914	1.750	32.664	61.976	508	62.484	17.767	247.603
Octobre	111.859	8.986	120.845	13.387	30.071	1.750	40.821	55.067	504	55.571	17.738	248.362
Novembre	111.325	8.979	120.304	13.604	38.299	1.750	40.049	56.087	504	56.591	18.438	248.987
Décembre	110.725	9.021	119.746	14.239	38.268	1.748	40.006	58.411	504	58.915	19.181	252.087
1950 Janvier	110.394	9.001	119.395	14.133	38.281	1.748	40.029	58.443	1.103	59.546	17.270	230.382
Février	109.414	8.995	118.409	14.140	38.806	1.751	40.557	58.714	1.105	59.819	16.948	249.873
Mars	108.556	8.987	117.543	14.205	38.869	1.506	40.375	60.321	1.108	61.429	17.175	250.727
Avril	107.872	8.979	116.851	14.190	39.381	1.505	40.886	61.838	1.108	62.946	17.472	252.345
Mai	107.381	8.972	116.353	14.201	38.842	1.508	40.350	60.917	859	61.776	17.556	250.236
Juin	106.979	8.960	115.939	14.123	39.409	1.512	40.921	60.660	1.112	61.772	17.619	250.374
Juillet	106.610	8.957	115.567	14.033	39.409	1.512	40.921	60.982	1.364	62.346	17.654	250.521

(1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.

(2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal.

(3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.

(4) Certificats à un an d'échéance au plus.

(5) Sauf au 31 mars 1940, ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.

(6) Non compris la Dotation des Combattants.

II — SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A 120 jours au maximum	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Créance consolidée sur l'Etat	Effets publics nationaux	Total
	Certificats de trésorerie					
		(3)	(4)	(5)	(6)	
1940 Mars	3.338 (1)	152	931	—	—	4.421
1947 Mars	48.978	550	1.137	—	—	50.665
Juin	48.389	550	1.137	—	—	50.076
Septembre	48.884	550	1.137	—	—	50.571
Décembre	50.193	550	1.137	—	—	51.880
1948 Mars	50.219	550	1.137	—	—	51.906
Juin	49.541	550	1.137	—	—	51.227
Septembre	3.239 (2)	—	—	35.000	742	38.981
Décembre	4.840	—	—	35.000	865	40.705
1949 Mars	3.629	—	—	34.991	915	39.435
Juin	2.640	—	—	34.991	916	38.547
Septembre	5.499	—	—	34.991	915	41.405
Décembre	6.288	—	—	34.991	915	42.194
1950 Mars	5.852 (2)	—	—	34.939	1.013	41.804
Juin	5.016 (2)	—	—	34.939	1.062	41.017

(1) Dont 263 millions de francs de titres assimilés.

(2) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

(3) Sauf au 31 mars 1940, titres acquis en vertu de la loi du 19 juillet 1932.

(4) Sauf au 31 mars 1940, y compris le montant du Bon du Trésor remis à la Banque Nationale en vertu de la loi du 27 décembre 1930, soit 500 millions de francs.

(5) Art. 3, § D), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.

(6) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

III — RENDEMENT DES IMPOTS

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice (non compris les additionnels provinciaux et communaux)

26

Source : *Moniteur belge*.

(millions de francs)

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
1948.....	22.166	11.407	20.618	54.191	—
1949.....	24.098	11.459	19.791	55.348	—
1949 Avril.....	2.044	972	1.566	4.582	19.703
Mai.....	2.189	961	1.558	4.708	24.411
Juin.....	1.996	981	1.515	4.492	28.903
Juillet.....	2.152	813	1.486	4.451	33.354
Août.....	1.445	829	1.491	3.765	37.119
Septembre.....	1.392	996	1.683	4.071	41.190
Octobre.....	1.545	976	1.832	4.353	45.543
Novembre.....	1.623	1.028	1.631	4.282	49.825
Décembre.....	2.426	1.156	1.941	5.523	55.348
1950 Janvier.....	3.313	929	1.723	5.965	5.965
Février.....	2.081	876	1.498	4.455	10.420
Mars.....	2.097	1.044	1.496	4.637	15.057
Avril.....	2.199	891	1.479	4.569	19.626
Mai.....	2.342	907	1.192 (1)	4.441 (1)	24.067
Juin.....	2.396	1.035	1.601 (2)	5.032 (2)	29.099

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 31 mai 1950 pour les exercices 1949 et 1950 (non compris les additionnels provinciaux et communaux)

Source : *Moniteur belge*.

(millions de francs)

	EXERCICE 1949		EXERCICE 1950		MAI 1950
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1950
I. Contributions directes	26.671	23.322	4.600	4.160	1.447
II. Douanes et accises	11.440	11.969	4.589	4.535	907
dont douanes.....	3.332	3.300	1.581	1.238	333
accises.....	7.110	8.496	2.694	3.235	520
taxes spéciales de consommat.	750		282		48
III. Enregistrement	19.788	20.200	7.382 (1)	7.926	1.192 (1)
dont enregistrement.....	1.780	1.750	821	760	162
successions.....	920	825	341	371	70
timbres et taxes assimilées.	16.887	17.400	6.120 (1)	6.707	945 (1)
TOTAL....	57.899	55.491	16.571	16.621	3.546
Différence par rapport aux éval. budg.	+ 2.408		- 50		

c) Recettes totales effectuées jusqu'au 30 juin 1950 pour les exercices 1949 et 1950 (non compris les additionnels provinciaux et communaux)

Source : *Moniteur belge*.

(millions de francs)

	EXERCICE 1949		EXERCICE 1950		JUIN 1950
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1950
I. Contributions directes	27.763	23.322	5.905	5.325	1.305
II. Douanes et accises	11.449	11.969	5.614	5.451	1.026
dont douanes.....	3.332	3.300	1.922	1.495	341
accises.....	7.110	8.496	3.310	3.886	616
taxes spéciales de consommat.	750		327		45
III. Enregistrement	19.788	20.200	8.983 (2)	9.470	1.600 (2)
dont enregistrement.....	1.780	1.750	992	909	171
successions.....	921	825	411	441	68
timbres et taxes assimilées.	16.887	17.400	7.475 (2)	8.015	1.345 (2)
TOTAL....	59.000	55.491	20.502	20.246	3.931
Différence par rapport aux éval. budg.	+ 3.509		+ 256		

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

(1) En fait, les recettes du mois de mai 1950 doivent être majorées de plus ou moins 345 millions et les recettes des cinq premiers mois de 1950 de plus ou moins 765 millions, en raison du fait que le montant de la vente de timbres fiscaux par l'Administration des Postes n'est comptabilisée qu'avec un décalage d'un mois.

(2) En fait, les recettes du mois de juin 1950 doivent être diminuées de plus ou moins 31 millions et les recettes des six premiers mois de 1950 augmentées de plus ou moins 734 millions, en raison du fait que le montant de la vente de timbres fiscaux par l'Administration des Postes n'est comptabilisée qu'avec un décalage d'un mois.

LES REVENUS ET L'ÉPARGNE

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en avril 1950

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts (2)
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			

(milliers de francs)

A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques	14	14	—	645.400	850.371	176.783	—	87.673	7.862	86
Assurances	23	22	1	78.288	34.898	15.088	89	9.266	13	—
Opérations financières et immobilières	213	156	57	1.453.442	451.153	128.366	7.173	90.768	782.242	32.206
Commerce de détail	43	32	11	46.992	11.670	4.691	1.138	1.764	880	53
Commerce de gros et commerce extérieur	370	263	107	557.544	335.633	95.867	24.339	23.394	7.200	658
Fabrications métalliques	241	184	57	1.632.588	1.229.915	243.069	24.049	115.189	47.496	2.057
Métallurgie du fer	22	16	6	1.342.691	1.357.636	108.727	5.762	62.918	235.707	9.831
Métaux non ferreux	11	6	5	203.841	52.475	8.346	1.223	7.007	1.275	51
Industrie textile	228	147	81	1.573.271	3.998.517	216.068	51.427	107.862	36.200	1.066
Industries alimentaires	152	109	43	1.199.899	944.461	125.121	14.331	66.811	99.864	5.324
Industrie du bois	49	35	14	106.935	108.872	19.748	3.428	3.155	701	32
Industrie chimique	89	59	30	642.757	861.233	86.882	13.010	44.759	62.512	2.808
Industrie du verre	24	11	13	68.783	169.038	8.622	10.142	2.558	—	—
Electricité	11	11	—	3.612.213	365.025	235.042	—	205.276	344.511	16.024
Gaz	10	6	4	1.403.300	343.350	56.274	83.431	45.712	1.393	70
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	34	14	20	210.630	278.331	3.868	15.841	2.891	—	—
Papier et imprimerie	57	37	20	606.682	293.983	43.092	8.999	18.439	—	—
Transport	107	74	33	337.006	211.524	49.298	7.989	28.589	6.890	342
Tourisme	44	20	24	112.332	81.724	9.298	4.551	5.926	1.069	43
Intermédiaires	62	42	20	144.862	44.557	19.052	2.037	10.973	—	—
Déchets et matières de récupération	9	7	2	12.720	4.638	231	350	83	—	—
Constructions	83	59	24	186.029	85.229	18.955	12.914	6.123	4.590	229
Charbons	23	18	5	2.171.128	1.541.972	201.329	21.949	142.487	46.400	1.938
Terre cuite	17	12	5	96.564	124.852	12.790	887	5.366	—	—
Ciment et industries connexes	23	18	5	713.051	467.107	74.551	2.031	48.235	41.837	2.309
Carrières	28	16	12	125.507	70.509	12.296	2.614	7.245	—	—
Chaux	12	10	2	62.200	35.118	7.905	405	6.265	—	—
Industries céramiques	16	9	7	69.023	91.532	10.328	1.145	6.133	—	—
Industrie du tabac	10	5	5	51.180	27.165	1.092	1.504	562	—	—
Industrie du diamant	2	2	—	2.750	293	691	—	—	—	—
Editions, librairies, presse	20	15	5	37.023	10.222	4.932	4.413	3.339	—	—
Films, théâtres, attractions	35	17	18	28.545	18.230	2.423	3.098	1.883	—	—
Artisanat	81	56	25	91.019	59.074	13.131	2.584	2.581	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage	8	2	6	8.610	— 530	259	1.500	—	—	—
Divers non dénommés	96	70	26	117.920	77.878	10.627	9.830	2.660	1.940	63
TOTAL	2.267	1.574	693	19.702.725	14.637.069	2.024.842	344.183	1.178.892	1.730.582	75.790

B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

Banques, sociétés financières	—	—	—	—	—	—	—	—	5.000	200
Sociétés commerciales	1	1	—	5.000	—	110	—	—	—	—
Sociétés industrielles	1	1	—	4.000	74	136	—	—	—	—
Sociétés agricoles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	—	—	—	—	—	—	—	—	50.000	2.000
Construction	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	2	—	2	61.000	3.544	—	2.028	—	—	—
TOTAL	4	2	2	70.000	3.618	246	2.028	—	55.000	2.200

C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	2	—	2	10.900	6.635	—	5.950	—	—	—
Tramways	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	1	1	—	12.360	7.982	1.731	—	659	—	—
Sociétés diverses	2	1	1	62.632	77.747	9.100	2.828	4.763	—	—
TOTAL	5	2	3	85.892	92.364	10.831	8.778	5.422	—	—
Total général	2.276	1.578	698	19.858.617	14.733.051	2.035.919	354.989	1.184.314	1.785.582	77.990

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.
(2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois d'avril 1950 :

(Milliers de francs)

Coupons d'Emprunts de l'Etat	362.551
Coupons d'Emprunts de la Colonie	51.895
Coupons d'Emprunts des Provinces et Communes	54.245
Coupons d'Emprunts d'organismes divers	77.220

546.911

Coupons d'Emprunts extérieurs de l'Etat

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES (suite)
Tableau rétrospectif

Source : Institut National de Statistique.

30

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
(milliers de francs)										
1948 (2)	9.019	6.809	2.210	69.383.579	89.178.476	12.223.261	646.984	6.484.711	(4) 16.886.767	649.458
1949 (2)	9.929	6.952	2.977	86.319.526	85.095.717	13.222.364	1.062.170	7.493.830	20.216.645	821.978
1949 Février	151	109	42	410.532	647.964	380.505	17.316	318.471	1.429.896	58.152
Mars	1.480	1.065	415	9.463.949	8.899.357	1.406.713	113.839	741.586	1.202.110	50.058
Avril	2.081	1.467	614	16.400.115	13.991.670	2.014.375	222.560	1.020.192	1.505.774	77.086
Mai	1.790	1.309	481	18.269.797	23.175.843	2.407.599	232.996	1.366.750	1.161.968	48.185
Juin	842	602	240	11.287.529	9.227.472	2.506.145	99.017	1.523.684	1.447.618	60.838
Juillet	423	310	113	7.483.615	7.079.402	1.339.392	34.459	640.369	1.705.678	72.900
Août	132	92	40	381.111	498.729	94.610	7.128	40.777	1.301.560	52.071
Septembre	289	205	84	1.462.432	1.420.485	154.762	21.982	66.785	1.389.426	57.049
Octobre	560	383	177	8.242.464	7.719.357	1.226.530	96.949	777.702	1.290.776	52.207
Novembre	284	205	79	7.180.228	6.677.933	881.405	35.475	584.490	1.190.226	49.475
Décembre	231	165	66	2.729.319	2.753.949	394.557	30.886	242.756	1.329.431	56.627
1950 Janvier	97	65	32	1.666.745	639.939	155.956	23.060	91.623	2.481.335	108.072
Février	147	103	44	450.462	880.048	361.749	15.888	337.952	1.743.559	76.167
Mars	1.476	1.038	438	7.428.459	7.714.979	1.344.033	148.501	787.962	1.435.549	63.036
Avril	2.276	1.578	698	19.858.617	14.733.051	2.035.919	354.989	1.184.314	1.785.582	77.990

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes. — (2) L'addition des éléments des douze mois ne correspond pas au total annuel, étant donné que ce chiffre comprend les sociétés qui publient leur bilan avec retard. — (3) Au 31 décembre 1947. Montant rectifié pour des emprunts existant déjà en 1947, mais non compris dans la statistique. — (4) Au 31 décembre 1948.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)

(milliers de francs)

31

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année
1948	8.546.889	5.946.442	2.600.447	27.524.459 (1)	6.825.648 (2)
1949	8.745.849	6.564.814	2.181.035	30.509.505 (1)	6.900.000 (4)
1949 Mai	642.788	582.831	59.957	28.653.036	
Juin	620.162	573.608	46.554	28.699.590	
Juillet	747.970	569.634	178.336	28.877.926	
Août	720.338	492.529	227.809	29.105.735	
Septembre	705.631	534.951	170.270	29.276.455	
Octobre	697.651	568.722	128.929	29.405.384	
Novembre	653.347	447.411	205.936	29.611.320	
Décembre	871.446	680.092	191.354	30.625.674 (1)	
1950 Janvier	1.070.698	504.179	566.519	31.192.193	
Février	795.317	496.313	299.004	31.491.197	
Mars	961.506	645.680	315.826	31.807.023 (5)	
Avril	699.401	706.515	— 7.114	31.799.909	
Mai	662.109	638.958	23.151	31.823.060	
Juin	668.938	661.672	7.266	31.830.326	
Juillet	613.169	686.490	— 73.321	31.755.184	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (2) Y compris les livrets des prisonniers de guerre. — (3) Comprend 255 millions de francs à la disposition des prisonniers de guerre. — (4) Nombre approximatif. — (5) Comprend 250 millions à la disposition des prisonniers de guerre.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite (*)

(milliers de francs)

PÉRIODES	Travailleurs manuels				Employés (Lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930)	Totaux
	Loi du 16 mars 1865	Loi du 15 décembre 1937				
		Versements obligatoires	Versements facultatifs			
1947	23.200	398.925	47.312	224.845	469.437	
1948	23.170	411.953	58.143	245.256	738.522	
1949 Mai	1.932	36.057	5.395	20.107	63.491	
Juin	1.483	30.004	4.449	19.384	55.320	
Juillet	2.254	34.137	4.655	20.811	61.857	
Août	1.510	33.952	5.201	19.629	60.292	
Septembre	2.209	32.819	5.106	19.232	59.368	
Octobre	1.738	33.899	4.888	21.950	62.475	
Novembre	1.760	31.519	4.644	21.277	59.200	
Décembre	1.914	32.515	5.072	22.608	62.109	
1950 Janvier	1.462	36.427	6.156	20.299	64.344	
Février	3.188	33.206	5.332	19.892	61.618	
Mars	2.339	33.721	5.860	20.558	62.478	
Avril	3.008	34.552	5.784	20.897	64.241	
Mai	2.445	33.112	5.794	21.253	62.604	
Juin	2.182	28.670	5.328	20.220	54.400	
Juillet	1.784	31.318	5.776	20.964	59.842	

(*) Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 146,1 millions de francs en 1947, 193,5 millions de francs (chiffre provisoire) en 1948 et 209 millions de francs (chiffre provisoire) en 1949. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

PÉRIODES	INDICES PAR INDUSTRIES																								
	INDICE GÉNÉRAL	Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports			Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer (1)	Ensemble (1)	

a) Indice des salaires horaires moyens

1940 Mars	113	117	100	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	105	119	106	106	112	104	106	114
1947 Septembre	352	327	341	331	333	353	342	353	332	337	339	385	370	377	340	355	356	266	348	339	308	316	314	325	
1947 Décembre	367	347	354	361	351	358	358	355	342	354	353	390	371	380	360	372	354	287	349	345	313	348	341	343	
1948 Mars	373	347	360	366	352	368	365	357	344	358	357	390	375	382	370	376	361	288	348	390	309	347	340	353	
1948 Juin	381	361	370	376	362	379	376	366	347	363	362	403	383	393	378	378	359	286	389	411	324	343	339	357	
1948 Septembre	387	373	372	384	361	386	382	364	356	372	365	414	392	403	382	379	370	287	369	412	330	361	347	369	
1948 Décembre	395	384	380	398	373	390	391	371	373	375	378	417	394	407	384	384	375	288	326	369	403	337	392	381	373
1949 Mars	400	382	376	417	384	405	407	369	366	381	383	415	410	412	385	391	378	293	326	387	388	353	393	385	385
1949 Juin	405	400	384	417	395	412	412	371	380	387	388	419	420	419	382	401	382	292	326	387	410	360	390	384	391
1949 Septembre	404	392	391	403	386	416	407	372	377	389	387	413	416	415	389	401	372	312	326	389	410	365	394	388	405
1949 Décembre	406	392	389	404	387	419	400	378	377	391	395	418	412	415	394	398	383	313	326	388	408	374	395	391	442
1950 Mars	407	404	390	403	387	417	408	379	383	392	392	416	417	417	395	394	380	312	401	398	406	375	397	392	448

b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés

1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	111	111	111	114	109	120	108	118	107	126	113	—	—	115
1947 Septembre	353	301	329	309	335	333	324	346	320	347	340	413	406	409	331	327	359	264	372	347	347	305	—	—	331
1947 Décembre	364	319	337	339	356	342	343	346	320	356	342	419	400	409	347	342	360	280	371	348	311	—	—	—	348
1948 Mars	369	322	344	343	367	351	350	352	322	361	345	421	405	413	354	344	367	281	370	382	311	—	—	—	358
1948 Juin	376	331	355	348	359	359	355	356	324	366	350	428	409	418	367	349	369	280	390	397	311	—	—	—	361
1948 Septembre	381	352	358	360	366	367	364	361	334	375	354	439	415	427	369	348	374	281	390	393	311	—	—	—	367
1948 Décembre	385	352	369	367	376	372	371	368	343	375	365	435	413	424	374	354	376	282	328	390	387	315	—	—	371
1949 Mars	388	358	367	384	387	386	386	365	343	379	370	419	425	422	377	344	377	286	328	409	400	315	—	—	388
1949 Juin	391	366	371	385	392	394	390	369	360	380	371	425	422	424	376	350	383	285	329	408	402	315	—	—	389
1949 Septembre	392	371	379	369	387	397	385	376	371	384	371	433	428	430	383	349	389	302	328	409	397	315	—	—	425
1949 Décembre	395	371	374	374	385	400	389	375	377	391	374	435	427	431	389	348	392	302	328	407	397	315	—	—	458
1950 Mars	397	371	376	374	384	398	387	375	368	394	383	433	424	428	392	351	387	302	402	418	399	330	—	—	464

c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés

1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	107	118	106	119	108	—	—	116
1947 Septembre	347	291	344	321	358	331	331	364	317	315	325	380	392	386	331	330	331	258	369	379	339	—	—	—	312
1947 Décembre	359	307	354	352	373	337	347	364	317	324	331	387	393	390	352	345	331	254	368	378	339	—	—	—	333
1948 Mars	364	313	353	362	378	351	358	366	319	334	331	392	394	393	353	343	338	273	367	385	339	—	—	—	346
1948 Juin	374	323	367	365	378	359	364	370	322	339	337	405	410	408	370	346	336	273	391	412	339	—	—	—	349
1948 Septembre	378	345	372	373	383	363	369	370	321	352	337	420	416	418	362	348	351	290	391	409	339	—	—	—	358
1948 Décembre	381	338	380	383	394	366	376	379	328	352	349	417	414	415	365	348	355	290	291	391	405	339	—	—	361
1949 Mars	383	352	379	406	412	377	392	379	328	352	353	415	415	415	368	348	358	295	291	375	388	339	—	—	380
1949 Juin	389	363	380	406	422	392	401	385	329	354	354	417	417	417	372	384	359	283	292	375	397	339	—	—	378
1949 Septembre	389	372	387	394	414	389	394	392	346	359	354	428	411	419	378	384	341	311	291	375	389	339	—	—	394
1949 Décembre	390	372	386	392	414	391	394	392	348	366	368	422	411	417	381	380	343	297	291	379	401	339	—	—	420
1950 Mars	393	372	388	394	415	394	397	392	362	366	364	418	413	415	383	376	342	297	359	384	398	351	—	—	428

(1) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

LE MOUVEMENT DES AFFAIRES

I — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

a) Mouvement du débit

35

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION						
	Nombre de chambres à fin de période	BRUXELLES		PROVINCE		BRUXELLES ET PROVINCE	
		Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)
1948 Moyenne mensuelle	38 (1)	119	214.812	139	44.799	258	259.611
1949 Moyenne mensuelle	38 (1)	136	198.476	146	43.700	282	242.176
1949 Juillet	38	140	192.792	146	50.610	286	243.402
Août	38	151	205.745	145	51.423	296	257.168
Septembre	38	142	208.005	146	48.872	288	256.877
Octobre	38	142	224.943	151	43.855	293	268.798
Novembre	38	131	144.935	141	35.042	272	179.977
Décembre	38	152	172.365	164	44.526	316	216.891
1950 Janvier	38	146	191.302	153	41.342	299	232.644
Février	38	140	160.361	148	39.321	288	199.682
Mars	38	159	202.757	170	47.342	329	250.099
Avril	38	139	203.354	151	42.502	290	245.856
Mai	38	145	189.700	157	38.938	302	228.638
Juin	38	151	198.406	162	43.636	313	242.042
Juillet	38	141	184.489	148	43.700	289	218.189

(1) Au 31 décembre.

b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)

PÉRIODES	Call money (1)		Titres, effets publics et coupons		Virements, chèques, lettres de change, promesses, quittances, etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux	
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)
1948 Moy. mens.	2.868	148.793	1.015	6.462	113.023	56.649	2.435	2.908	119.341	214.812
1949 Moy. mens.	3.813	131.062	1.518	7.356	128.756	57.274	2.168	2.784	136.245	198.476
1949 Juillet	4.051	120.649	1.661	6.957	132.579	62.294	1.816	2.892	140.107	192.792
Août	4.243	131.677	1.671	5.941	142.977	65.161	1.820	2.966	150.711	205.745
Septembre	4.002	138.490	1.604	7.296	134.462	59.148	1.936	3.071	142.004	208.005
Octobre	4.291	154.161	2.045	10.971	132.968	56.957	2.437	2.854	141.741	224.943
Novembre	3.872	84.754	1.523	4.972	123.606	52.259	2.373	2.950	131.374	144.935
Décembre	4.090	103.327	1.814	6.502	143.378	58.913	2.699	3.623	151.981	172.365
1950 Janvier	3.191	127.877	1.687	6.922	138.869	53.057	2.524	3.446	146.271	191.302
Février	3.564	92.268	1.451	5.953	132.291	59.000	2.304	3.140	139.610	160.361
Mars	3.728	127.618	1.708	7.869	151.302	63.333	2.742	3.937	159.480	202.757
Avril	3.128	137.427	1.455	7.655	132.348	55.173	2.305	3.099	139.236	203.354
Mai	2.799	116.411	1.757	9.539	138.516	60.607	2.380	3.093	145.452	189.700
Juin	2.967	128.207	1.987	7.459	143.697	58.216	2.622	4.524	151.273	198.406
Juillet	2.739	112.189	1.775	9.558	133.824	58.634	2.493	4.108	140.831	184.489

(1) Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

(millions de francs)

36

PÉRIODES	Nombre de comptes à fin de période	Avoir global (*) (moyenne journalière)	Avoir des particuliers (*)	CRÉDIT		DÉBIT		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation (2)
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1948 Moyenne mensuelle	(1) 629.485	27.831	20.076	22.087	60.159	21.989	60.159	164.393	91	3,36
1949 Moyenne mensuelle	(1) 632.415	27.972	20.287	22.948	61.427	22.946	61.427	168.748	91	3,31
1949 Juillet	630.503	28.298	20.797	22.347	59.345	23.910	59.345	164.947	90	3,14
Août	629.669	27.337	20.380	23.219	58.161	22.677	58.161	162.218	91	3,18
Septembre	629.937	27.618	20.426	21.035	57.523	21.532	57.523	157.613	91	3,07
Octobre	630.978	27.413	20.215	23.069	61.564	22.964	61.564	169.161	91	3,44
Novembre	631.788	27.417	20.228	22.583	59.485	21.995	59.485	163.548	91	3,44
Décembre	632.415	28.338	20.543	25.865	68.109	23.529	68.109	185.612	92	3,31
1950 Janvier	633.989	29.917	20.240	22.812	66.092	26.095	66.092	181.091	91	3,39
Février	634.360	27.403	19.590	22.968	60.282	22.530	60.282	166.062	91	3,51
Mars	634.716	27.189	18.992	23.809	63.861	23.404	63.861	174.935	91	3,29
Avril	635.015	27.046	19.446	21.182	58.436	22.288	58.436	160.342	91	3,42
Mai	635.380	26.789	19.406	24.372	62.986	23.889	62.986	174.233	91	3,59
Juin	635.436	26.984	19.308	22.824	60.845	22.511	60.845	167.025	91	3,40
Juillet	635.902	27.128	19.696	22.470	56.683	23.115	56.683	158.951	90	3,38

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(*) Ces avoirs comprennent: les avoirs libres temporairement indisponibles et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

LES PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

45

Source : Ministère des Affaires économiques - Service de l'Index.

PÉRIODES	Indice général	Produits agricoles				Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs
		du règne animal	du règne végétal	Matières grasses	Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	Engrais chimiques	
Nombre de produits	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1948 Moy. mens. . .	389	471	433	450	379	496	356	273	390	333	318	342	261	402
1949 Moy. mens. . .	370	410	406	372	379	504	362	253	377	420	286	295	262	376
1949 Avril	373	399	409	390	384	496	358	257	400	416	291	301	264	383
Mai	372	419	419	374	383	496	358	252	400	421	285	294	264	377
Juin	366	411	411	370	371	496	358	252	350	431	279	285	264	372
Juillet	364	400	402	358	375	496	358	252	364	432	278	284	264	371
Août	363	414	383	350	373	496	358	239	369	432	276	284	267	371
Septembre	361	405	377	347	368	496	358	239	350	433	275	282	258	373
Octobre	361	398	392	352	375	529	385	239	336	433	275	282	259	372
Novembre	361	388	411	361	371	529	367	255	321	433	265	267	260	372
Décembre	365	384	425	355	371	529	367	254	321	433	285	294	261	373
1950 Janvier	366	364	453	340	358	529	336	234	318	433	286	295	262	373
Février	364	351	442	345	357	529	336	234	313	433	286	292	271	371
Mars	360	336	439	347	353	529	336	224	308	434	278	281	271	371
Avril	362	336	446	349	353	529	336	215	314	437	278	280	271	370
Mai	365	330	457	353	357	529	336	215	323	438	281	285	271	371
Juin	365	326	434	351	362	529	336	222	336	443	281	290	258	371

45

PÉRIODES	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles						Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques			
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artificielles		Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1948 Moy. mens. . .	185	612	460	381	330	364	445	586	287	362	345	346	324	424
1949 Moy. mens. . .	158	545	384	368	345	323	441	540	275	390	336	330	321	405
1949 Avril	160	552	405	371	340	328	441	556	282	379	345	338	325	441
Mai	156	552	399	366	332	323	438	549	282	383	336	336	325	376
Juin	145	539	392	360	328	325	436	510	271	392	329	327	324	348
Juillet	149	536	377	353	328	311	425	499	271	395	332	329	324	362
Août	160	536	377	353	342	302	419	512	268	395	332	330	323	370
Septembre	153	536	377	360	339	312	437	512	268	395	328	330	316	370
Octobre	153	527	347	361	336	318	448	498	264	395	327	328	313	373
Novembre	159	527	336	367	347	320	451	523	264	394	327	317	313	399
Décembre	177	527	337	375	363	328	457	535	264	403	321	301	314	396
1950 Janvier	177	533	335	389	391	342	472	537	264	405	320	301	314	392
Février	186	538	338	390	393	346	467	537	266	407	317	302	307	392
Mars	188	538	341	389	394	342	465	537	266	407	317	300	307	393
Avril	247	538	344	391	403	339	470	537	266	405	316	294	307	404
Mai	324	531	352	395	431	319	485	535	266	406	319	293	309	426
Juin	280	531	375	394	427	321	478	535	268	406	327	308	311	445

45

b) INDICES DES PRIX DE GROS A L'ETRANGER (*)

Base : période 1936 à 1938 = 100

46

PÉRIODES	Etats-Unis (Department of Labor, Bureau Labor Statistics)	France (1) (Statistique générale de la France)	Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek)	Royaume Uni (Board of Trade)	Suède (Administration du Commerce)	Suisse (Office fédéral de l'Industrie des Arts et Métiers et du Travail)
1948 Moyenne mensuelle	201	1.712	280	216	196	222
1949 Moyenne mensuelle	189	1.917	295	226	198	211
1949 Mars	193	1.872	292	217	198	217
Avril	192	1.846	293	223	198	214
Mai	190	1.890	292	228	197	211
Juin	189	1.812	292	228	198	210
Juillet	187	1.854	291	226	197	211
Août	187	1.918	290	226	198	210
Septembre	188	1.958	293	227	198	207
Octobre	186	2.002	295	234	200	205
Novembre	185	2.005	303	236	200	205
Décembre	185	2.002	304	237	201	204
1950 Janvier	185	2.063	308	241	201	202
Février	186	2.057	311	241	202	200
Mars	186	2.102	313	242	202	199
Avril	187	2.097	311	246	203	199
Mai	p 190	p 2.081	p 313	251	203	202

(1) Base 1938 = 100.

(*) Les indices (sauf ceux de la France) ont été ramenés à la même base (période 1936 à 1938 = 100) afin de faciliter la comparaison entre les différents pays.

r : Indices rectifiés.

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires
Nombre de produits	56	34	22
1948 Moyenne mensuelle	394	384	410
1949 Moyenne mensuelle	381	364	408
1949 Mai	379	359	408
Juin	381	364	408
Juillet	379	361	408
Août	378	361	407
Septembre	379	362	406
Octobre	376	358	407
Novembre	377	359	408
Décembre	375	357	406
1950 Janvier	373	354	404
Février	373	352	406
Mars	371	347	408
Avril	370	345	408
Mai	370	344	409
Juin	368	340	409
Juillet	369	341	411

LA PRODUCTION

I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Administration des Mines).

55

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE									Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS		PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes)						TOTAL		
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine				
1936-38 Moyenne mensuelle	87.252	125.866	408	353	640	451	541	(2) 2.425	24,0	1.502	
1948 Moyenne mensuelle	102.116	146.198	363	301	559	338	662	2.223	24,4	(1) 837	
1949 Moyenne mensuelle	102.742	146.394	383	312	588	375	663	2.321	23,9	(1) 1.813	
1949 Avril	105.915	150.981	406	332	621	385	684	2.428	24,9	1.746	
Mai	104.930	149.397	398	333	618	382	667	2.398	24,9	2.214	
Juin	103.871	148.017	379	322	609	379	664	2.353	24,5	2.681	
Juillet	100.667	144.321	289	241	452	311	576	1.869	19,9	2.853	
Août	99.455	142.386	341	275	526	306	557	2.005	21,5	2.983	
Septembre	98.503	142.180	351	283	534	338	576	2.082	22,0	2.680	
Octobre	98.800	140.202	402	313	604	395	646	2.361	24,7	2.374	
Novembre	100.311	143.511	404	309	589	394	698	2.394	24,0	2.051	
Décembre	97.658	140.212	440	323	647	428	736	2.574	26,0	1.813	
1950 Janvier	94.807	137.795	435	325	612	403	708	2.483	25,9	1.668	
Février	96.013	137.928	383	288	568	363	673	2.274	23,2	1.679	
Mars	95.703	137.373	423	309	628	400	768	2.529	25,9	1.777	
Avril	95.953	137.982	403	292	587	381	687	2.350	23,8	2.073	
Mai	96.841	138.870	382	272	562	375	626	2.217	22,7	2.330	
Juin	94.410	136.089	382	286	617	404	636	2.326	24,3	2.682	

(1) A fin d'année.

(2) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

PÉRIODES	COQUES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes)				
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Pièces d'acier moulées	Acier fini	Fer fini
1936-1938 Moyenne mensuelle ..	451	3.831	113	855	(1) 37	261	253	6,0	198	3,8
1948 Moyenne mensuelle	460	4.484	82	573	(2) 48	329	321	5,6	267	2,5
1949 Moyenne mensuelle	414	4.461	63	503	(2) 34	312	315	5,6	256	2,3
1949 Avril	448	4.579	53	469	44	342	350	6,4	283	2,8
Mai	446	4.517	60	494	43	332	334	5,9	288	2,0
Juin	409	4.551	55	512	41	308	317	5,2	267	1,3
Juillet	386	4.399	42	464	35	277	274	4,7	202	0,3
Août	367	4.423	51	448	35	258	263	5,1	227	0,4
Septembre	367	4.416	58	580	35	266	269	5,1	215	2,5
Octobre	382	4.297	76	468	35	277	275	4,8	219	3,2
Novembre	382	4.223	84	513	34	269	270	4,4	205	2,3
Décembre	399	4.185	92	507	34	288	299	4,6	235	2,5
1950 Janvier	405	4.132	83	496	35	303	311	3,9	228	2,2
Février	372	4.119	81	510	36	271	269	3,5	210	2,7
Mars	391	4.025	68	475	37	310	298	3,8	235	3,1
Avril	365	3.906	65	463	38	285	281	3,3	228	2,1
Mai	369	3.714	61	443	37	292	291	3,4	223	1,1
Juin	342	3.956	59	443	36	295	297	3,6	238	2,2

(1) Au 31 décembre 1938. — (2) Au 31 décembre.

II — INDUSTRIE TEXTILE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

56

PÉRIODES	PRODUCTION DE FILS (tonnes)						PRODUCTION DE TISSUS ÉCRUS TOMBÉS DE MÉTIERS (POUR COMPTE PROPRES, SERVICES PUBLICS ET ORDRES À FAÇON) (tonnes)					
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute	Coton	Laine	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1948 Moyenne mensuelle	620	3.466	210	6.018	685	1.537	1.306	418	2.453	5.222	1.616	431
1949 Moyenne mensuelle	616	3.686	183	6.181	846	1.485	1.484	422	2.658	4.955	1.780	438
1949 Mars	553	4.375	222	6.517	920	1.347	1.535	453	3.063	5.363	1.918	480
Avril	561	3.988	169	5.745	872	1.146	1.330	392	2.594	4.972	1.718	436
Mai	571	3.976	201	6.205	901	1.218	1.393	388	2.637	4.898	1.674	447
Juin	667	4.001	221	6.897	857	1.394	1.453	388	2.641	4.910	1.632	470
Juillet	513	2.741	217	4.853	793	1.219	1.393	350	2.151	4.236	1.563	408
Août	610	3.121	148	6.057	810	1.552	1.693	356	2.409	4.670	1.717	401
Septembre	675	3.592	130	6.882	807	1.767	1.606	465	2.759	5.171	1.930	475
Octobre	706	3.434	186	6.541	912	1.738	1.729	485	2.666	5.159	1.952	401
Novembre	651	3.553	171	6.348	848	1.710	1.599	490	2.853	5.121	1.890	448
Décembre	753	4.233	162	6.867	958	1.982	1.643	571	3.080	5.540	2.067	465
1950 Janvier	839	4.128	184	6.733	974	1.702	1.460	611	2.800	5.702	2.011	468
Février	776	4.263	183	6.700	997	1.776	1.509	605	2.956	5.816	2.034	475
Mars	883	4.733	214	8.455	1.109	1.972	1.622	769	3.628	6.630	2.294	630
Avril	821	4.075	183	6.882	992	1.923	1.477	612	3.232	5.860	2.134	482
Mai	647	4.055	161	7.060	924	1.447	1.456	801	3.041	5.810	2.374	516

(1) Y compris les tapis en jute.

(2) Tissus en coton purs ou mélangés de fibres de rayonne, y compris les couvertures et les tapis en coton, les torchons, le coutil à matelas, les tissus d'ameublement, le velours et les tissus pour pantoufles pour 1948. A partir de 1949, les tissus spéciaux ont été répartis, selon leur nature, entre les rubriques lin, coton, laine, rayonne et fibres de rayonne.

(3) Y compris couvertures et tapis en laine.

III — PRODUCTIONS DIVERSES

56

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut national de Statistique).

PÉRIODES	CIMENT	CHAUX (tonnes)	CALCAIRES	AMMONIAQUE DE SYNTHÈSE ET DÉRIVÉS		ENGRAIS COMPOSÉS (tonnes)	PAPIER		BRIQUES	
				(tonnes d'azote primaire)	(tonnes d'azote dans les engrais finis)		Papier (tonnes)	Cartons (tonnes)	Briques ordinaires (milliers de pièces)	Briques de parement
1938 Moyenne mensuelle	250.000	(1) 117.382	(1) 155.538				15.462			
1948 Moyenne mensuelle	277.579	134.869	119.529	12.997	11.579	4.869	19.182	1.683	215.001	14.756
1949 Moyenne mensuelle	243.750	128.794	114.883	14.205	12.619	4.956	20.101	1.545	158.079	15.095
1949 Avril	252.710	126.271	117.869	14.687	12.933	8.903	19.894	1.657	105.905	16.797
Mai	256.130	122.775	132.319	15.166	13.515	670	19.608	1.626	136.383	15.318
Juin	245.000	120.352	140.740	14.131	12.617	(2)	20.151	1.763	145.138	16.843
Juillet	245.335	109.950	120.042	13.736	12.100	813	18.849	1.249	169.092	10.592
Août	253.815	123.737	112.479	14.224	12.567	1.586	20.851	1.518	182.859	16.049
Septembre	289.470	128.631	116.846	14.071	12.887	5.428	21.761	1.749	187.531	14.504
Octobre	294.830	119.350	112.014	14.233	11.604	4.994	21.284	1.435	171.396	13.680
Novembre	273.330	113.625	126.785	14.835	13.146	5.287	18.884	1.307	155.404	12.269
Décembre	238.445	122.922	94.166	14.909	13.915	6.837	22.457	1.604	136.040	12.854
1950 Janvier	198.970	118.111	86.001	14.153	13.032	7.087	22.032	1.260	125.667	12.345
Février	p 189.000	109.995	103.560	13.067	11.938	7.453	20.714	1.407	106.999	9.947
Mars	p 278.000	118.394	136.192	15.117	13.826	11.090	24.497	1.789	102.957	12.413
Avril	p 289.000	95.956	134.942	14.365	13.192	5.637	22.308	1.893	100.274	12.875
Mai	p 296.000	96.392	172.490	14.315	13.805	1.554	22.728	1.502	151.156	13.133
Juin	p 316.000	p 95.133	p 174.939	p 12.356	p 11.993	p 971	p 24.344	p 1.360	p 163.452	p 17.085

(1) Moyenne mensuelle 1937-1938-1939.

(2) Montant non publié.

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	SUCRES				BRASSE- RIES	DISTILLE- RIES	ALLUMETTES			PÂCHES			
	Production		Stocks (sucres bruts et raffinés) fin de mois (tonnes)	Déclara- tions en consom- mation			Quantités de matières premières déclarées (substan- ces fari- neuses et substances sucrées) (tonnes)	Production d'alcool (hectolitres)	Fabrica- tion	Consom- mation	Exporta- tion	Vente de poisson (2) aux minques d'Ostende Nieuport, Zeebrugge et Blankenberge	
	sucres bruts	sucres raffinés										Quantités	Valeurs
												(tonnes)	(milliers fr.)
1936-38 Moyenne mens.	17.493	17.183	120.910	20.667	(1) 16.412	35.046	4.421	1.807	2.590	2.260	7.189		
1948 Moyenne mensuelle	20.916	16.495	76.944	19.961	10.627	23.845	3.390	2.008	1.378	3.180	26.546		
1949 Moyenne mensuelle	26.403	13.741	111.882	20.276	11.132	26.640	4.237	1.939	2.240	3.438	31.717		
1949 Avril	—	11.247	117.473	17.601	13.601	19.136	4.598	1.461	3.242	4.393	37.774		
Mai	—	11.450	102.327	18.250	12.407	27.913	4.320	1.654	2.566	3.855	30.781		
Juin	—	10.827	85.646	20.519	12.125	16.182	4.057	2.061	2.523	2.763	22.631		
Juillet	12	11.749	58.920	21.915	13.462	20.778	3.429	1.678	1.615	3.067	19.754		
Août	—	13.449	38.790	21.317	13.159	20.041	3.799	2.455	760	2.488	25.949		
Septembre	99	13.485	19.399	23.390	11.898	30.740	4.190	2.291	2.801	2.727	22.331		
Octobre	85.933	18.813	81.322	20.458	10.574	27.510	4.535	2.152	3.191	3.220	31.224		
Novembre	137.822	21.333	164.974	22.673	9.027	39.335	4.802	2.083	3.167	3.198	31.812		
Décembre	92.726	18.985	219.760	25.918	10.210	45.131	6.020	2.197	4.340	3.108	32.355		
1950 Janvier	3.107	12.329	207.516	20.216	9.037	29.852	5.041	1.708	3.419	3.905	32.550		
Février	—	11.533	173.131	17.634	9.461	26.272	4.160	1.556	1.878	3.059	32.890		
Mars	—	13.233	187.576	16.774	12.875	16.733	3.847	1.786	2.877	4.409	31.417		
Avril	83	10.864	183.076	14.030	12.952	18.268	3.999	1.801	2.145	3.618	32.662		
Mai	—	10.840	156.702	17.207	13.039	24.092	4.882	1.894	3.516	4.109	26.373		
Juin	—	10.549	107.013	22.669	14.987	19.838	5.079	2.134	2.386				

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Non compris les harengs, esprots et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement.

r Chiffre rectifié.

IV — ENERGIE ELECTRIQUE (*)

(milliers de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Énergie.

58

PÉRIODES	Production (1)				Importation	Exportation	Total énergie absorbée par les réseaux 7 = 4+5-6
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels	Total pour la Belgique 4 = 1+2+3			
	Régies communales	Sociétés privées					
	1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7 = 4+5-6
1936-38 Moyenne mensuelle	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.366
1948 Moyenne mensuelle	30.848	336.698	291.127	658.573	23.692	3.833	678.432
1949 Moyenne mensuelle	31.143	359.975	289.140	680.258	8.755	3.902	685.111
1949 Avril	27.533	346.822	294.605	668.960	7.600	2.802	673.758
Mai	26.595	344.069	298.859	669.523	9.094	2.858	675.759
Juin	26.148	320.399	285.225	631.772	15.640	2.213	645.199
Juillet	24.100	311.036	255.935	591.072	15.111	2.854	603.329
Août	27.875	337.364	282.476	627.715	14.105	2.383	639.437
Septembre	29.957	358.231	270.084	658.272	10.183	4.267	664.188
Octobre	33.819	385.663	284.710	704.192	5.110	3.398	705.904
Novembre	36.251	390.441	285.534	712.226	3.843	4.535	711.534
Décembre	39.613	422.509	307.183	769.305	3.518	4.709	768.114
1950 Janvier	38.493	412.512	304.846	755.851	4.262	6.560	753.553
Février	36.301	363.978	274.016	674.295	6.452	6.697	674.050
Mars	35.562	392.236	299.333	727.131	9.186	3.494	732.823
Avril	30.164	353.674	284.852	668.690	11.138	2.101	677.727
Mai	28.820	347.650	276.886	651.356	19.610	1.881	669.085
Juin	18.689	339.123	266.699	624.511	21.616	2.163	643.964

(*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1948 : 268; au début de l'année 1949 : 258.

(1) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V — GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Énergie.

59

PÉRIODES	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Total de gaz produit en Belgique 6 = 1+2+3+4+5	Imports	Exports	Solde : imports moins exports 9 = 7-8	Total de gaz disponible en Belgique 10 = 6+9
	Régies et associations de communes	Sociétés privées	Régies	Sociétés privées						
				Production destinée à la distribution publique	Production destinée aux fournitures industrielles					
	1	2	3	4	5	6 = 1+2+3+4+5	7	8	9 = 7-8	10 = 6+9
1948 Moyenne mensuelle	161	3.705	6.426	57.624	73.605	141.521	130	1.702	- 1.572	139.949
1949 Moyenne mensuelle	166	3.691	6.348	56.586	69.197	135.978	95	1.862	- 1.767	134.211
1949 Mars	141	4.239	7.204	61.403	82.416	155.403	36	2.103	- 2.067	153.336
Avril	152	3.298	6.264	55.978	80.099	145.791	33	1.812	- 1.779	144.012
Mai	168	4.739	6.551	56.903	80.526	148.887	34	1.830	- 1.796	146.978
Juin	167	4.079	5.905	55.004	77.077	142.232	30	1.736	- 1.706	140.526
Juillet	181	3.265	5.566	53.417	66.719	129.148	37	1.619	- 1.582	127.566
Août	178	5.994	5.855	52.523	62.924	127.474	281	1.560	- 1.279	126.067
Septembre	181	4.446	6.959	53.822	58.724	123.132	242	1.740	- 1.498	121.634
Octobre	168	1.929	6.393	56.501	57.962	122.953	165	1.731	- 1.567	121.386
Novembre	140	2.089	6.559	54.331	54.385	117.504	34	1.984	- 1.950	115.554
Décembre	130	2.814	6.901	59.923	61.239	131.007	30	2.279	- 2.249	128.758
1950 Janvier	173	3.190	6.519	58.672	64.464	133.018	27	2.237	- 2.210	130.808
Février	148	1.259	5.455	50.342	58.862	116.064	29	1.934	- 1.905	114.159
Mars	163	1.298	5.908	54.100	65.113	126.582	25	1.375	- 1.350	125.232
Avril	143	1.212	5.482	49.399	60.930	117.166	26	1.863	- 1.837	115.329
Mai	186	1.406	5.505	52.181	61.382	120.660	32	1.773	- 1.741	118.920

(1) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgas des synthèses chimiques et du gaz des hauts fourneaux. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgas ou gaz de hauts fourneaux, qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries (gaz de houille ou autres) et utilisé pour leurs besoins propres (chauffage de fours, etc.).

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

LA CONSOMMATION (*)

I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

A — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

MOIS	GRANDS MAGASINS						MAGASINS A SUCCURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1948	1949	1948	1949	1948	1949	1948	1949	1948	1949	1948	1949	1948	1949
Mai	457	444	445	445	392	427	358	349	188	193	362	381	449	431
Juin	402	371	425	374	389	393	339	349	196	198	355	382	401	366
Juillet	390	392	436	399	469	474	355	358	195	188	376	381	396	360
Août	417	299	408	358	476	469	332	357	183	186	303	392	364	345
Septembre	448	388	469	469	451	453	371	351	181	191	378	392	457	463
Octobre	503	491	435	463	438	444	364	346	200	195	397	395	536	511
Novembre	392	436	385	397	626	677	334	379	180	196	284	446	446	449
Décembre	456	427	430	465	720	813	416	455	201	209	467	498	515	459
	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950
Janvier	385	430	441	464	504	433	351	338	178	192	377	434	460	580
Février	389	352	465	418	369	390	327	324	177	183	354	396	363	396
Mars	439	440	462	458	423	444	349	347	205	199	398	435	489	517
Avril	482	429	454	458	448	404	351	344	193	186	389	419	493	445
Mai	444	437	445	471	427	450	349		193	185	381	433	431	483

B — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

Source : Institut National de Statistique.

MOIS	GRANDS MAGASINS A RAYONS MULTIPLES																					
	Indice général	Alimentation				Habillement				Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-papoterie			Parfum.	Jeux, jouets, sports, voyage	
		Périsable	Non périsable	Restaurant	Total	Annages	Dessus hommes	Dessus femmes	Dessous, accessoires, articles de parure	Total	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, Electricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total		Toilette
1949 Avril	111	106	114	108	110	114	140	151	118	122	108	123	113	107	100	106	87	93	79	81	107	64
Mai	103	101	97	107	100	98	111	130	108	109	101	103	102	111	99	110	104	90	79	80	104	62
Juin	91	93	85	96	90	76	98	108	101	96	83	94	87	93	87	92	102	74	66	67	101	65
Juillet	106	94	89	102	93	85	118	119	130	118	95	110	100	107	94	105	110	85	73	75	128	95
Août	93	97	90	107	95	63	69	79	92	83	84	92	87	112	106	112	111	89	133	127	119	66
Septemb.	100	110	95	101	102	89	85	98	94	93	103	128	111	112	143	115	104	80	152	141	82	45
Octobre	115	122	100	111	111	99	147	165	131	129	102	113	106	110	164	115	104	94	92	92	110	72
Novembre	127	122	126	113	123	86	113	124	129	118	91	100	94	110	134	112	113	220	127	141	108	396
Décemb.	149	175	192	124	176	75	102	120	151	128	99	116	105	144	177	147	203	227	203	206	150	262
1950 Janvier ..	116	166	135	120	147	86	62	96	123	109	142	89	123	106	115	107	107	96	100	100	106	43
Février	100	164	137	110	145	83	52	69	84	80	104	101	103	101	107	102	93	81	83	83	103	41
Mars	115	174	150	122	157	107	104	115	97	102	136	118	115	112	127	113	106	94	90	91	109	57
Avril	119	166	154	126	156	90	131	137	115	113	102	108	104	112	118	113	105	105	93	94	114	78
Mai	114	145	130	114	134	92	130	144	116	115	92	123	103	111	126	112	95	93	85	86	109	77
Juin	113	132	123	106	125	92	126	128	124	118	82	113	93	109	155	113	95	81	78	79	118	88

MOIS	GRANDES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS L'HABILLEMENT				COOPÉRATIVES									MAGASINS A SUCCURSALES		Gros-sistes		
	Indice général	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale
1949 Mars	88	90	86	78	110	108	107	107	122	114	108	103	83	99	137	87	73	97
Avril	137	137	141	134	107	104	104	114	138	123	103	83	100	109	101	118	135	95
Mai	106	106	109	107	99	103	100	87	113	111	106	104	97	101	105	97	108	98
Juin	83	84	81	85	97	105	101	74	95	87	113	119	88	121	92	100	94	100
Juillet	79	77	76	146	95	99	99	69	112	87	112	96	93	117	103	123	117	91
Août	50	49	52	67	99	99	99	62	102	97	113	219	102	109	159	98	65	100
Septemb.	64	62	65	72	109	101	103	89	160	120	114	229	104	108	189	78	70	100
Octobre	122	115	135	121	107	103	103	101	109	114	115	132	111	101	151	67	78	84
Novembre	84	81	90	92	111	101	113	96	90	108	128	198	114	95	144	61	110	98
Décembre	73	65	90	97	121	114	129	90	94	105	157	162	129	115	149	107	98	105
1950 Janvier ..	60	61	53	97	111	101	116	93	79	99	119	94	93	88	165	82	99	86
Février	55	57	51	59	102	98	105	83	91	92	102	84	84	91	146	77	65	81
Mars	94	95	90	99	115	112	116	104	117	120	117	83	88	110	144	86	80	95
Avril	111	112	109	134	109	106	111	96	113	109	103	95	105	107	129	90	102	89
Mai	108	106	109	109	109	105	110	100	111	130	136	137	110	119	119	102	123	87

(*) Pour les consommations de sucre et d'allumettes, voir tableau n° 56.

II — CONSOMMATION DE TABAC (Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

66

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabac à fumer, priser et mâcher
	(milliers de pièces)			(tonnes)
1936-38 Moyenne mensuelle	16.187	49.414	430.048	1.097
1948 Moyenne mensuelle	7.318	21.705	741.725	818
1949 Moyenne mensuelle	7.073	21.753	701.157	832
1949 Avril	10.196	35.898	487.631	1.048
Mai	7.244	25.941	672.120	985
Juin	6.996	21.029	765.284	1.040
Juillet	6.153	20.256	730.794	768
Août	6.291	27.633	847.688	918
Septembre	8.328	20.028	741.507	785
Octobre	8.919	19.740	718.447	874
Novembre	10.676	27.785	635.317	776
Décembre	9.452	26.644	613.291	800
1950 Janvier	7.551	23.672	613.402	793
Février	4.830	14.079	652.921	699
Mars	5.017	17.181	637.501	802
Avril	5.542	21.360	648.017	779
Mai	6.138	18.155	791.631	851
Juin	6.375	22.985	805.529	913

III — ABATAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

67

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
1936-38 Moyenne mensuelle	16.561	698	12.242	26.679	6.462
1948 Moyenne mensuelle	15.190	4.573	11.919	26.575	5.143
1949 Moyenne mensuelle	17.261	3.533	11.386	35.794	4.816
1949 Avril	14.957	2.317	13.290	32.715	2.417
Mai	17.287	2.176	13.186	37.818	1.666
Juin	18.148	2.787	14.251	38.823	1.211
Juillet	14.576	2.868	11.063	32.681	815
Août	20.297	4.104	13.683	38.436	1.473
Septembre	17.486	3.762	10.846	35.569	2.866
Octobre	18.493	4.573	9.247	40.166	6.129
Novembre	20.255	3.989	9.837	45.071	13.847
Décembre	16.324	3.357	8.968	40.297	8.836
1950 Janvier	17.910	2.800	10.463	42.314	9.213
Février	15.999	2.239	11.438	39.848	6.223
Mars	19.311	2.508	15.343	46.898	5.629
Avril	16.571	2.683	13.836	39.375	3.614
Mai	19.481	3.356	16.886	48.410	2.520
Juin	16.230	2.652	13.687	39.383	1.385

(1) Chiffres incomplets : 11 abattoirs.

LES TRANSPORTS

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

70

PÉRIODES	Recettes						Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion
	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat (2)	Total général			
1938 Moyenne mens. (1)	73,8	146,6	5,2	225,6	—	225,6	238,9	— 13,3	105,9
1948 Moyenne mens. . .	212,6	438,5	29,4	680,5	195,9	876,4	859,6	16,8	98,1
1949 Moyenne mens. . . p	199,2	422,2	34,9	656,3	229,2	885,5	884,0	1,5	99,8
1949 Avril	198,3	406,8	39,9	645,1	216,7	861,8	868,7	— 6,9	100,8
Mai	194,4	388,2	45,1	627,7	216,7	844,4	901,3	— 56,9	106,7
Juin	202,1	384,6	28,2	614,9	216,6	831,5	854,9	— 23,4	100,8
Juillet	275,3	368,9	32,2	676,5	166,7	843,2	862,6	— 19,4	102,3
Août	284,6	381,7	35,0	701,4	166,7	868,1	880,6	— 12,5	101,4
Septembre	217,8	416,9	31,4	666,1	166,6	832,7	925,8	— 93,1	111,2
Octobre	195,2	449,3	33,9	678,4	166,7	845,1	900,5	— 55,4	104,8
Novembre	130,3	464,7	34,7	629,7	166,7	796,4	881,7	— 65,3	108,2
Décembre	186,2	499,4	35,5	721,1	766,6	1.487,7	926,3	561,4	94,9
1950 Janvier	229,1	430,7	35,4	695,2	108,0	803,2	881,0	— 77,8	109,7
Février	204,9	425,1	24,1	654,1	108,0	762,1	831,6	— 69,5	109,1
Mars	224,1	490,0	23,1	737,2	108,0	845,2	880,6	— 35,4	104,2
Avril	258,8	417,6	22,8	699,2	109,0	808,2	832,3	— 24,1	103,0
Mai	250,6	410,2	22,6	683,4	109,0	792,4	829,0	— 36,6	104,6
Juin	235,2	428,6	38,0	701,8	108,0	809,8	838,0	— 28,2	103,5

(1) Y compris le Nord-Belge.

(2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

PÉRIODES	b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1)				c) Statistique du trafic (2) 1° Trafic général						
	A	B	C	A + C	VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES				
					Nombre (milliers)	Voyageurs km. (millions)	Tonnes transp. (milliers)	Tonnes-km. (millions)			Total
								Service interne belge	Service internat.	Transit	
1938 Moyen, mens. (3)	388.982	114.745	90.665	470.647	16.004	511	5.250	186	154	88	428
1948 Moyen, mens..	321.733	100.187	44.909	366.642	18.693	599	5.322	220	198	95	513
1949 Moyen, mens..	300.931	95.949	45.426	346.357	18.451	593	5.011	195	178	99	472
1949 Mars	313.239	99.355	48.978	362.217	19.013	566	5.322	205	201	100	506
Avril	293.657	87.103	45.192	338.849	18.447	584	4.869	186	187	88	461
Mai	286.826	82.008	43.557	330.383	18.500	584	4.742	176	184	95	455
Juin	283.634	80.095	41.916	325.550	17.926	602	4.633	173	177	85	435
Juillet	257.712	73.202	40.565	298.277	16.883	654	4.112	156	152	92	400
Août	287.112	82.605	40.779	327.891	19.128	725	4.474	175	158	105	438
Septembre....	310.607	99.177	39.503	350.110	18.331	598	4.932	206	183	85	454
Octobre	336.613	113.383	45.189	381.802	18.499	681	5.553	233	168	85	486
Novembre....	328.574	111.098	46.108	374.682	17.833	574	5.615	225	173	105	503
Décembre....	320.919	114.594	52.581	373.500	18.926	579	5.474	212	173	116	501
1950 Janvier	278.782	108.221	41.334	320.116	18.325	563	4.671	190	168	79	437
Février	265.247	96.583	44.578	309.825	17.788	543	4.442	171	165	79	415
Mars	308.554	99.755	51.406	359.960	18.626	577	5.158	199	180	92	472
Avril	267.160	81.957	45.744	312.904	17.695	580	4.507	175	153	82	409
Mai	267.607	78.518	46.393	314.000	19.060	620	4.534	172	157	83	412

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

(1) Wagons chemins de fer et particuliers.

(2) Non compris les transports militaires.

(3) Y compris le Nord-Belge.

c) Statistique du trafic (1)

2° Transport des principales grosses marchandises

A — Ensemble du trafic

PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	(milliers de tonnes)										
		Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graines et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2)...	428	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1948 Moyenne mensuelle.....	513	5.323	269	1.840	668	612	491	611	48	230	84	471
1949 Moyenne mensuelle.....	472	5.011	289	1.796	583	632	428	568	38	209	70	398
1949 Mars	506	5.321	173	1.830	695	750	457	537	38	289	76	476
Avril	481	4.869	142	1.628	700	654	454	565	34	222	68	402
Mai	455	4.744	121	1.542	712	650	477	610	31	153	67	381
Juin	435	4.633	125	1.503	633	663	470	612	26	164	65	372
Juillet	400	4.112	150	1.386	500	532	414	586	22	141	60	321
Août	438	4.474	171	1.534	527	580	427	593	67	151	68	356
Septembre.....	454	4.932	157	1.873	500	585	440	692	76	188	67	374
Octobre	486	5.553	645	2.105	475	578	418	659	30	180	67	396
Novembre....	503	5.615	837	2.074	486	570	393	563	30	223	71	368
Décembre....	501	5.474	585	2.190	439	635	350	541	28	260	71	375
1950 Janvier	437	4.671	148	2.089	387	583	348	413	34	268	71	330
Février	415	4.442	171	1.859	356	570	330	442	32	303	69	310
Mars	472	5.158	240	1.934	442	593	441	670	39	336	78	385
Avril	409	4.507	183	1.594	414	588	403	678	30	213	70	334
Mai	412	4.534	139	1.579	422	602	431	738	33	186	72	332

(1) Non compris les transports militaires.

(2) Y compris le Nord-Belge.

ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (fin)

II

B — Service interne belge

Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux

70

PÉRIODES	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Mat. de constr. verres et glaces	Produits des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	Tonnes-km. transportées (milliers)
1938 Moyenne mensuelle (1).....	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1948 Moyenne mensuelle	3.375	142	1.633	14	237	342	480	14	115	32	368	4.344
1949 Moyenne mensuelle	3.188	162	1.606	12	194	308	458	12	104	26	306	3.633
1949 Mai	2.926	33	1.435	12	184	352	496	5	81	27	301	3.160
Juin	2.883	34	1.388	15	190	337	505	4	89	26	295	3.058
Juillet	2.556	44	1.215	10	150	296	479	5	80	22	255	2.552
Août	2.815	49	1.334	12	169	315	491	41	94	24	286	2.866
Septembre	3.227	63	1.602	14	182	319	573	51	96	24	303	3.173
Octobre	3.831	478	1.884	9	180	314	536	5	103	23	299	5.620
Novembre	3.773	634	1.817	10	178	287	443	3	96	24	281	6.316
Décembre	3.563	398	1.849	11	182	242	441	4	111	27	298	5.125
1950 Janvier	2.974	55	1.756	9	178	239	336	4	123	23	251	2.284
Février	2.792	44	1.594	11	169	224	358	4	116	24	248	2.296
Mars	3.276	45	1.645	13	179	319	566	5	159	27	318	3.123
Avril	2.901	51	1.404	11	165	299	563	3	118	26	261	2.664
Mai	2.888	38	1.364	7	170	313	612	3	96	29	256	2.739

(1) Y compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.F.B.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

71

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE					
	ENTRÉES			SORTIES			ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)
1936-1938 Moy. mens.	988	2.008	1.072	837	151	1.072	3.917	1.317	327	3.762	1.268	551
1948 Moy. m.	706	1.703	1.149	549	160	597	2.669	963	401	2.635	954	551
1949 Moy. m.	795	1.817	942	655	140	707	2.803	1.095	401	2.794	1.095	553
1949 Juin ..	865	1.949	1.032	695	156	699	2.768	1.023	367	2.846	1.070	651
Juillet ..	840	1.925	974	692	166	701	3.080	1.211	417	2.939	1.125	594
Août ..	826	1.867	1.075	666	140	712	2.959	1.251	433	2.887	1.237	599
Septemb	787	1.745	953	666	139	813	2.900	1.326	465	3.002	1.345	610
Octobre	783	1.832	871	622	136	911	2.863	1.231	435	2.834	1.216	495
Novemb	767	1.727	875	630	142	550	2.767	1.115	388	2.852	1.161	504
Décemb	812	2.009	969	681	131	850	3.313	1.358	529	3.094	1.258	645
1950 Janvier	804	1.981	890	669	126	989	2.937	1.225	480	2.683	1.105	579
Février	727	1.633	774	595	140	768	2.562	1.056	465	2.658	1.100	525
Mars ..	875	1.950	950	717	164	954	3.075	1.308	583	3.092	1.280	602
Avril ..	794	1.831	784	658	137	859	2.795	1.153	560	2.700	1.108	480
Mai ...	941	2.004	930	787	149	740	3.081	1.285	618	3.102	1.249	585
Juin ...	902	1.936	930	769	125	908	3.137	1.313	646	3.057	1.259	590

(1) Trafic international. — (2) Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (1)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Entrées	Sorties
1936-38 Moy. mens.	169	177	208	170	178	92	174	152
1948 Moyenne mens..	90	129	186	91	129	42	64	33
1949 Moyenne mens..	105	118	132	105	119	60	82	35
1949 Juin	105	124	147	107	121	67	83	41
Juillet	92	114	138	93	111	85	99	53
Août	108	127	158	108	137	39	87	37
Septembre	96	122	134	95	110	47	84	40
Octobre	84	93	112	88	103	54	123	32
Novembre	105	123	135	100	113	37	124	43
Décembre	102	126	108	107	135	59	76	34
1950 Janvier	128	130	120	120	115	122	100	35
Février	102	104	51	108	114	61	75	40
Mars	135	121	110	132	118	110	124	35
Avril	120	109	98	120	113	75	133	51
Mai	122	135	127	124	130	86	132	64
Juin	127	125		122	135	99		62

(1) Trafic international.

IV — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut national de Statistique.

PÉRIODES	BATEAUX CHARGÉS														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1948 Moyenne mensuelle	4.860	1.400	1.477	227	7.964	1.152	482	479	61	2.174	118,0	28,1	32,1	7,8	184,0
1949 Moyenne mensuelle	5.541	1.983	1.623	336	9.483	1.302	633	520	90	2.546	138,6	35,3	33,3	11,4	219,1
1949 Mai	5.707	1.911	1.466	394	9.478	1.324	675	484	111	2.594	134,4	37,5	30,9	14,5	217,3
Juin	5.552	1.803	1.520	336	9.211	1.276	624	574	90	2.564	134,3	30,7	34,2	11,7	211,0
Juillet	5.487	1.992	1.529	314	9.322	1.260	666	511	88	2.525	130,4	36,1	31,7	11,5	209,7
Août	5.136	2.454	1.922	363	9.875	1.174	705	607	108	2.593	120,9	38,6	37,4	14,0	208,9
Septembre	5.962	2.406	2.011	442	10.821	1.356	675	602	108	2.740	144,3	33,7	39,0	14,2	231,2
Octobre	5.778	2.586	2.066	340	10.770	1.328	787	606	81	2.802	139,5	43,1	41,5	10,6	234,6
Novembre	5.764	2.462	2.049	299	10.674	1.353	717	565	68	2.705	139,5	42,6	41,1	9,0	232,2
Décembre	6.086	2.096	2.064	247	10.493	1.514	708	637	58	2.917	190,9	48,1	45,2	7,4	291,6
1950 Janvier	5.243	1.947	1.717	222	9.129	1.333	744	546	51	2.674	141,2	40,2	36,8	6,4	224,6
Février	4.880	1.645	1.435	225	8.185	1.231	590	475	50	2.348	132,7	29,7	28,8	4,9	198,1
Mars	5.807	2.520	2.058	310	10.695	1.405	929	650	70	3.054	152,4	49,3	44,9	8,8	255,4
Avril	6.047	2.448	1.844	386	10.725	1.400	917	582	83	2.982	148,1	51,3	40,2	10,3	250,0
Mai	6.161	2.674	1.957	321	11.103	1.462	1.010	637	71	3.180	152,1	57,2	44,6	8,8	262,7

**LE COMMERCE SPÉCIAL DE L'UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS**

N. B. — Les éléments qui servent de base à cette statistique étant extraits exclusivement des déclarations en douane souscrites par les importateurs et les exportateurs, toutes transactions que, en raison des événements, l'Administration des douanes n'a pas été en mesure de constater, ne sont donc pas enregistrées.

**RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE
ADOPTÉE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913**

75

PÉRIODES	QUANTITÉS (milliers de tonnes)					VALEURS (millions de francs)						PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS EN P. C.
	Anim. vivants	Objets d'alimentation et boissons	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Totaux	Anim. vivants	Objets d'alimentation et boissons	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Or et argent non ouvrés et monnaies	Totaux			
IMPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	1,0	331,5	2.473,8	62,1	2.868,4	3,1	407,8	1.112,4	459,6	35,7	2.018,6	704		
1948 Moyenne mens.	3,1	260,0	2.096,4	73,0	2.432,4	41,7	1.956,2	3.017,3	2.237,5	40,5	7.293,2	2.998		
1949 Moyenne mens.	4,3	251,4	1.974,1	65,8	2.295,6	72,9	1.603,1	2.952,8	2.129,1	52,0	6.809,9	2.966		
1949 Mai	6,0	250,5	2.206,2	59,9	2.522,6	120,0	1.442,7	3.047,4	2.188,7	62,2	6.861,0	2.720		
Juin	3,7	285,3	2.043,0	64,1	2.396,1	71,8	1.545,0	2.922,6	2.175,4	36,3	6.751,1	2.818		
Juillet	4,1	323,0	1.856,1	63,7	2.246,9	79,2	1.687,1	2.547,5	1.906,7	53,9	6.274,4	2.792		
Août	7,8	266,0	1.932,1	52,1	2.258,0	142,5	1.477,3	2.600,1	2.099,0	19,3	6.428,2	2.847		
Septembre	5,0	251,6	1.824,4	60,6	2.141,6	75,5	1.605,1	2.563,9	2.082,4	80,6	6.407,5	2.992		
Octobre	5,2	200,4	1.977,2	73,2	2.256,0	75,4	1.444,5	2.775,8	2.248,3	50,6	6.594,6	2.923		
Novembre	2,9	268,2	1.949,3	76,5	2.296,0	44,7	1.681,6	2.910,3	2.315,2	79,5	7.031,3	3.061		
Décembre	1,6	302,6	1.948,4	78,1	2.330,7	27,4	2.052,5	3.468,2	2.338,3	54,6	7.941,0	3.407		
1950 Janvier	0,7	271,1	1.787,4	64,5	2.123,7	9,5	1.641,3	3.245,6	2.006,8	55,6	6.958,8	3.277		
Février	0,7	177,9	1.563,6	74,3	1.816,5	9,9	1.401,0	2.949,8	2.110,1	69,8	6.540,6	3.601		
Mars	2,3	308,6	2.148,4	93,0	2.552,3	38,5	1.648,7	3.748,4	2.640,9	71,9	8.148,4	3.193		
Avril	2,5	216,0	1.982,5	84,2	2.285,2	42,9	1.247,8	3.152,6	2.392,3	71,3	6.906,9	3.022		
Mai	2,6	308,4	2.051,9	95,0	2.457,9	44,0	1.526,0	3.408,8	2.451,4	64,3	7.494,5	3.049		
EXPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	0,5	54,4	1.447,0	410,5	1.912,4	5,6	99,4	831,0	902,1	21,1	1.859,2	972	-159,4	92,1
1948 Moyenne mens.	—	34,0	823,7	400,6	1.258,3	1,8	219,4	1.897,6	4.036,8	21,1	6.176,8	4.909	-1116,4	64,7
1949 Moyenne mens.	—	28,0	782,5	399,8	1.210,4	3,7	262,1	1.993,2	4.374,6	15,4	6.049,1	5.493	-160,8	97,6
1949 Mai	—	25,2	727,5	443,1	1.195,8	2,6	316,5	2.037,4	4.800,1	17,6	7.174,2	5.999		
Juin	—	26,7	737,1	464,7	1.228,6	1,7	264,6	2.239,7	4.921,7	4,7	7.432,4	6.049	+ 681,3	110,1
Juillet	—	20,4	785,8	430,9	1.337,2	2,6	240,3	2.019,0	4.835,7	4,6	7.102,1	5.740	+ 827,7	113,2
Août	—	19,1	813,2	351,5	1.183,8	1,3	217,7	1.770,0	4.051,8	7,8	6.048,6	5.109	+ 379,6	94,1
Septembre	—	26,4	872,7	356,4	1.255,5	1,4	237,7	1.886,1	4.077,3	20,5	6.223,0	4.967	+ 184,5	97,1
Octobre	—	36,7	833,1	333,0	1.202,8	1,3	247,1	1.811,6	3.760,8	15,5	6.836,3	4.852	+ 758,3	88,5
Novembre	—	50,3	857,0	297,9	1.205,2	2,9	348,4	1.801,7	3.486,6	3,2	6.642,8	4.682	+ 1.388,5	80,3
Décembre	0,2	43,2	959,2	335,9	1.338,5	5,9	401,7	2.185,5	3.719,4	18,8	6.331,3	4.730	+ 1.609,7	79,7
1950 Janvier	0,3	52,8	1.082,2	360,8	1.496,1	7,2	349,9	2.301,5	3.959,5	42,7	6.660,8	4.452	+ 298,0	95,7
Février	0,2	37,2	715,8	305,8	1.059,0	6,5	331,4	2.013,0	3.556,0	30,9	6.937,8	5.607	+ 602,8	90,8
Mars	0,2	50,2	1.078,2	407,8	1.536,4	7,3	431,3	2.547,0	4.467,6	27,0	7.450,2	4.869	+ 668,2	91,8
Avril	0,1	59,3	934,7	369,5	1.363,6	3,2	337,4	2.099,8	3.945,6	17,9	6.403,9	4.696	+ 503,0	92,7
Mai	0,1	22,8	827,6	330,5	1.181,0	1,7	236,9	1.873,2	3.586,3	7,7	5.705,8	4.831	+ 1.788,7	76,1

LE CHOMAGE

81

I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

PÉRIODES	NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS						MILLIERS DE JOURNÉES PERDUES		
	CHOMEURS INSCRITS AU COURS DU MOIS			MOYENNES JOURNALIÈRES			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
1949 Mai	201.106	164.487	365.593	158.445	54.172	212.617	4.596	1.561	6.157
Juin	194.029	153.861	347.890	158.873	56.443	215.316	3.667	1.295	4.962
Juillet	206.318	255.009	461.327	158.954	61.615	220.469	4.613	1.791	6.104
Août	199.250	246.799	446.049	154.011	60.672	214.683	3.556	1.407	4.963
Septembre	204.133	258.782	462.915	164.032	64.361	228.393	3.945	1.565	5.510
Octobre	246.711	237.890	484.601	196.463	54.614	251.077	5.707	1.583	7.290
Novembre	246.747	140.881	387.628	210.403	48.984	259.387	4.845	1.127	5.972
Décembre	259.028	181.514	440.542	202.116	62.959	265.075	4.869	1.522	6.391
1950 Janvier	263.579	284.995	528.574	216.096	92.872	308.968	6.494	2.807	9.301
Février	247.796	154.712	402.507	209.156	55.105	264.261	5.026	1.313	6.339
Mars	228.287	133.242	361.529	190.845	45.994	236.839	4.591	1.095	5.686
Avril	216.774	147.190	363.964	177.987	41.968	219.955	4.985	1.174	6.159
Mai	200.056	173.482	373.538	165.467	45.522	210.989	3.646	1.000	4.646
Juin	193.744	187.294	381.038	157.480	50.843	208.323	3.784	1.226	5.010

II — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLÉS PAR PROVINCE

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

MOIS STATISTIQUE	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											

Moyenne journalière par mois

1949 Mai	—	—	29	212.617	63.669	34.045	33.709	49.298	14.786	9.246	4.410	469	2.985
Juin	—	—	23	215.316	63.266	35.016	34.643	49.751	16.201	9.136	4.162	405	2.746
Juillet	—	—	29	220.469	64.813	34.609	34.743	49.701	18.046	8.888	6.411	596	2.662
Août	—	—	23	214.683	55.677	35.012	30.076	48.453	22.220	10.558	8.909	707	3.071
Septembre	—	—	24	228.393	63.504	35.248	33.159	47.343	23.786	11.915	9.434	711	3.293
Octobre	—	—	29	251.077	63.781	34.748	62.239	46.991	23.127	9.889	6.194	926	3.182
Novembre	—	—	22	259.387	65.554	37.730	65.105	47.720	22.542	10.676	5.182	1.290	3.588
Décembre	—	—	24	265.075	65.955	42.644	52.318	53.306	26.278	12.125	6.209	2.012	4.228
1950 Janvier	—	—	30	308.968	75.475	52.897	51.655	63.010	31.655	16.320	9.067	2.816	6.073
Février	—	—	24	264.261	69.700	46.634	41.745	50.895	27.056	13.805	7.317	2.728	5.581
Mars	—	—	24	236.839	65.241	41.865	37.080	44.132	25.854	11.121	6.234	1.172	4.140
Avril	—	—	29	219.955	62.110	39.666	34.114	42.238	22.188	9.705	5.478	818	3.638
Mai	—	—	23	210.989	58.684	36.964	32.560	40.568	22.265	8.715	7.559	515	3.159
Juin	—	—	24	208.323	57.261	36.224	30.608	40.783	23.246	8.568	8.282	468	2.883

Moyenne journalière par semaine

1950 Mai	30	6	6	214.305	60.014	38.517	33.057	41.329	22.252	9.503	5.473	682	3.478
	7	13	6	213.392	60.297	38.265	32.434	41.591	22.719	8.941	5.282	543	3.320
	14	20	6	213.672	58.680	37.153	35.475	40.988	23.142	9.061	5.396	541	3.236
	21	27	6	211.228	58.053	36.376	29.650	39.568	21.801	8.488	13.733	500	3.059
Juin	28	3	5	205.133	57.512	35.920	33.290	40.119	21.398	8.365	5.046	472	3.011
	4	10	6	202.595	57.654	36.379	29.931	40.431	21.328	8.473	4.980	468	2.951
	11	17	6	213.248	57.871	35.760	29.805	40.732	23.539	8.774	13.464	487	2.816
	18	24	6	206.341	56.080	36.163	30.728	41.960	24.323	8.585	5.234	475	2.793
Juillet	25	1	6	211.107	57.439	36.595	31.969	40.006	23.794	8.436	9.452	440	2.976
	2	8	6	200.312	57.340	36.044	30.212	39.804	20.796	8.277	4.651	418	2.770
	9	15	6	201.967	55.644	35.907	33.705	39.379	21.060	8.142	5.026	474	2.630
	16	22	5	186.836	54.303	31.409	26.492	35.757	17.377	8.229	10.174	510	2.585

III — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

81

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

Périodes	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hotels-restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Manœuvres	Total	
Chômeurs complets																											
1949	Avril	6.201	798	138	533	1.310	9.549	11.462	8.961	15.066	308	485	1.162	13.224	7.541	2.606	5.011	8.647	—	—	3.073	935	479	10.619	1.128	58.252	167.488
	Mai	4.018	976	234	521	1.056	9.303	9.436	8.365	14.947	311	473	1.141	13.391	6.884	2.417	4.577	8.723	—	—	2.928	921	471	10.861	1.211	55.280	158.445
	Juin	4.675	1.116	252	456	1.059	8.259	9.088	8.150	15.257	328	442	1.128	13.917	7.947	2.838	4.383	8.639	—	—	2.716	921	468	10.950	1.248	54.636	158.872
	Juillet	4.955	1.048	279	442	976	7.327	9.076	8.204	15.564	331	425	1.039	13.529	8.968	3.409	4.211	8.473	—	—	2.385	886	417	11.079	1.106	54.825	158.954
	Août	4.094	955	243	451	1.024	3.765	8.713	8.105	15.902	339	415	1.061	13.328	9.638	3.272	4.174	8.396	—	—	2.438	949	413	11.444	1.097	53.793	154.011
	Septembre	4.545	989	239	465	1.218	6.621	9.156	7.780	17.245	343	433	1.133	13.144	9.220	2.962	4.292	8.876	—	—	3.170	993	490	12.315	1.187	57.207	164.032
	Octobre	3.700	977	237	493	1.466	5.201	10.578	8.763	19.018	443	707	1.232	36.243	8.696	3.270	4.485	9.645	—	—	3.826	1.213	567	12.884	1.074	61.745	196.463
	Novembre	6.341	1.000	314	570	1.507	4.479	12.638	9.149	19.841	450	685	1.226	36.085	9.448	3.432	4.676	9.961	—	—	4.108	1.245	575	13.407	1.058	68.208	210.403
	Décembre	8.175	997	375	595	1.596	4.128	14.609	9.417	19.862	408	516	1.147	20.240	10.770	3.788	4.522	9.779	—	—	4.059	1.112	552	13.296	1.043	71.130	202.116
1950	Janvier	9.411	1.086	389	704	2.043	3.973	17.819	10.268	21.299	428	509	1.269	13.716	13.038	4.089	5.114	10.549	—	—	4.014	1.094	573	13.911	1.019	79.871	216.096
	Février	9.513	984	387	681	2.087	3.883	16.371	10.064	21.248	423	524	1.243	11.627	11.323	3.314	5.255	10.425	—	—	4.029	1.130	571	13.849	1.056	79.169	209.156
	Mars	8.363	806	373	582	1.616	4.497	12.622	9.112	20.326	385	538	1.211	10.529	8.875	2.947	5.269	10.098	—	—	3.970	1.060	553	13.622	1.077	72.414	190.845
	Avril	12.227	1.051	1.373	1.450	3.968	4.741	26.012	10.438	32.875	2.350	1.472	1.594	14.215	8.855	3.567	12.396	15.812	—	—	4.693	3.501	587	13.513	1.297	(1)	177.987
	Mai	8.897	1.140	1.333	1.188	3.417	4.439	22.412	9.732	31.608	2.290	1.480	1.529	13.694	8.714	3.555	11.591	15.299	—	—	4.413	3.473	591	13.353	1.319	(1)	165.467
Chômeurs partiels et accidentels																											
1949	Avril	345	504	387	370	994	2.851	1.571	1.728	3.660	261	628	450	13.021	3.782	1.913	1.372	2.476	7.788	—	253	123	49	387	60	7.467	52.438
	Mai	465	265	264	384	815	3.264	1.263	1.692	4.374	259	549	471	14.364	3.821	1.756	1.142	2.721	7.523	—	226	140	50	367	63	7.934	54.172
	Juin	542	258	281	354	627	3.395	1.174	1.550	4.662	173	501	432	13.466	5.382	4.363	1.085	2.534	6.894	—	211	133	47	351	73	7.955	56.443
	Juillet	439	250	5.799	357	497	2.986	1.188	1.619	4.432	258	549	438	12.581	5.431	4.349	1.183	2.947	7.404	—	159	124	48	348	54	8.075	61.515
	Août	305	204	14.308	272	659	382	1.189	1.347	4.473	222	455	320	10.634	5.051	2.801	918	2.455	6.634	—	186	134	50	333	49	7.290	60.672
	Septembre	353	277	17.481	249	521	536	1.112	1.372	5.498	236	442	308	9.856	4.337	2.297	1.034	3.151	7.508	—	220	100	45	366	49	7.013	64.361
	Octobre	467	406	6.361	265	425	353	1.502	1.288	5.661	263	421	259	8.909	3.863	2.902	1.089	3.709	8.101	—	233	109	37	373	64	7.554	54.614
	Novembre	482	478	766	279	426	250	2.107	1.391	5.961	229	304	178	7.882	4.682	2.990	1.079	3.528	7.622	—	272	119	49	365	75	7.470	48.984
	Décembre	617	669	869	313	875	279	3.737	2.049	6.547	276	322	210	9.977	8.212	5.760	1.423	3.877	6.518	—	294	136	54	557	72	9.316	62.959
1950	Janvier	1.180	1.031	189	931	1.561	264	20.221	3.791	7.733	386	456	297	9.490	8.468	3.959	1.922	4.312	7.100	—	330	146	92	523	73	18.417	92.872
	Février	801	1.172	527	498	871	265	5.244	2.126	6.582	216	330	293	5.835	5.253	1.878	1.543	3.256	7.014	—	315	124	61	483	60	10.358	55.105
	Mars	325	378	1.151	299	813	399	1.650	1.532	7.566	232	303	317	5.807	3.689	1.597	1.710	2.879	7.309	—	308	103	54	571	53	6.949	45.994
	Avril	542	422	621	508	1.042	374	3.238	1.611	6.650	420	440	374	6.256	4.068	2.348	2.194	2.262	6.393	1.050	338	223	50	481	63	(1)	41.968
	Mai	437	254	3.851	265	1.089	323	1.920	1.612	7.333	449	391	316	8.032	4.217	2.839	1.877	2.107	6.069	1.024	328	247	40	446	56	(1)	45.522
Total des chômeurs contrôlés																											
1949	Avril	6.546	1.302	525	903	2.304	12.400	13.033	10.689	18.726	569	1.113	1.612	26.245	11.323	4.519	6.383	11.123	7.788	—	3.326	1.058	528	11.006	1.188	65.719	219.926
	Mai	4.483	1.241	498	905	1.871	12.567	10.699	10.057	19.321	570	1.022	1.612	27.755	10.705	4.173	5.719	11.444	7.523	—	3.154	1.061	521	11.228	1.274	63.214	212.517
	Juin	5.217	1.374	533	810	1.686	11.654	10.262	9.700	19.919	501	943	1.560	27.383	13.329	7.201	5.468	11.173	6.894	—	2.927	1.054	515	11.301	1.321	62.591	215.316
	Juillet	5.394	1.298	6.078	799	1.473	10.313	10.264	9.823	19.996	589	974	1.477	26.110	14.399	7.758	5.394	11.420	7.404	—	2.544	1.010	465	11.427	1.160	62.900	220.469
	Août	4.399	1.159	14.551	723	1.683	4.147	9.902	9.452	20.375	561	870	1.381	23.962	14.689	6.073	5.092	10.851	6.634	—	2.624	1.083	463	11.777	1.146	61.085	214.683
	Septembre	4.898	1.266	17.720	714	1.739	7.157	10.268	9.152	22.743	579	875	1.441	23.000	13.557	5.259	5.326	12.027	7.508	—	3.390	1.093	544	12.689	1.236	64.220	228.393
	Octobre	4.167	1.383	6.598	758	1.891	5.554	12.080	10.051	24.679	706	1.128	1.491	45.152	12.559	6.172	5.574	13.354	8.101	—	4.059	1.322	604	13.257	1.138	69.299	251.077
	Novembre	6.823	1.478	1.080	849	1.933	4.729	14.745	10.540	25.802	679	989	1.404	43.967	14.130	6.422	5.755	13.489	7.622	—	4.380	1.364	624	13.772	1.133	75.678	259.387
	Décembre	8.792	1.666	1.244	908	2.471	4.407	18.346	11.466	26.409	684	838	1.357	30.217	18.982	9.548	5.945	13.656	6.518	—	4.353	1.248	606	13.853	1.115	80.446	265.075
1950	Janvier	10.591	2.117	578	1.635	3.604	4.237	38.040	14.059	29.032	814	965	1.566	23.206	21.506	8.048	7.036	14.771	7.100	—	4.344	1.240	665	14.434	1.092	98.288	308.958
	Février	10.314	2.156	914	1.179	2.958	4.148	21.615	12.190	27.830	639	854	1.536	17.462	16.576	5.192	6.798	13.681	7.014	—	4.344	1.254	632	14.332	1.116	89.527	264.261
	Mars	8.688	1.184	1.524	881	2.429	4.896	14.272	10.644	27.892	617	841	1.528	16.336	12.564	4.544	6.979	12.977	7.309	—	4.278	1.163	607	14.193	1.130	79.363	236.839
	Avril	12.769	1.473	1.994	1.958	4.010	5.115	29.250	12.449	39.525	2.770	1.91															

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1) (millions de francs)

85

RUBRIQUES	31 mars 1950	30 avril 1950	31 mai 1950	30 juin 1950
ACTIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :				
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2.821	2.556	2.107	2.498
Prêts au jour le jour	1.792	1.897	1.675	1.645
Banquiers	2.940	2.870	2.830	3.073
Maison-mère, succursales et filiales	918	932	864	955
Autres valeurs à recevoir à court terme	1.769	2.216	2.304	2.423
Portefeuille-effets	36.932	37.826	35.887	37.402
a) Portefeuille commercial (2)	8.630	8.655	7.398	8.282
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique	9.911	9.887	9.982	9.811
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	18.391	19.284	18.507	19.309
Reports et avances sur titres	695	763	810	744
Débiteurs par acceptations	4.613	4.644	4.571	4.665
Débiteurs divers	12.378	12.275	12.862	12.891
Portefeuille-titres	7.994	8.100	8.068	8.048
a) Valeurs de la réserve légale	191	192	192	192
b) Fonds publics belges	6.384	6.443	6.271	6.232
c) Fonds publics étrangers	106	103	96	97
d) Actions de banques	613	614	738	770
e) Autres titres	700	748	771	757
Divers	406	382	336	309
Capital non versé	4	4	47	3
Total disponible et réalisable...	73.262	74.465	72.361	74.656
C. Immobilisé :				
Frais de constitution et de premier établissement	3	3	3	3
Immeubles	673	673	682	685
Participation dans les filiales immobilières	260	260	260	260
Créances sur filiales immobilières	143	150	152	155
Matériel et mobilier	72	73	75	75
Total de l'immobilisé...	1.151	1.159	1.172	1.178
Total général actif...	74.413	75.624	73.533	75.834
PASSIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Exigible :				
Créanciers privilégiés ou garantis	223	187	208	215
Emprunts au jour le jour	14	22	15	15
Banquiers	4.310	3.919	4.356	5.003
Maison-mère, succursales et filiales	1.343	988	883	1.445
Acceptations	4.613	4.645	4.573	4.668
Autres valeurs à payer à court terme	1.293	2.290	1.128	1.231
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.335	1.436	1.631	1.770
Dépôts et comptes courants	54.182	54.607	53.408	54.251
a) A vue et à un mois au plus	47.537	47.823	47.140	48.183
b) A plus d'un mois	6.645	6.784	6.268	6.068
Obligations et bons de caisse	171	179	187	199
Montants à libérer sur titres et participations	545	572	577	578
Divers	1.611	1.904	1.620	1.467
Total de l'exigible...	69.640	70.749	68.586	70.842
C. Non exigible :				
Capital	2.866	2.867	2.912	2.915
Fonds indisponible, par prime d'émission	315	315	333	333
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	194	195	195	195
Réserve disponible	1.350	1.437	1.445	1.487
Provisions	48	61	62	62
Total du non exigible...	4.773	4.875	4.947	4.992
Total général passif...	73.413	75.624	73.533	75.834

(1) La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

(2) En vue de donner une idée plus exacte des variations du portefeuille commercial, il a été décidé de publier désormais l'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paraétatiques.

Cet encours, qui n'est pas compris dans le portefeuille commercial, s'élevait aux 31 mars 1950, 30 avril 1950, 31 mai 1950 et 30 juin 1950 respectivement à 3.842, 3.116, 4.139 et 3.696 millions de francs.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ACTIF

	1-6-1950	8-6-1950	15-6-1950	22-6-1950	29-6-1950	6-7-1950	13-7-1950	18-7-1950	27-7-1950
Encaisse en or (1)	29.611	29.601	29.566	29.415	29.058	28.985	28.598	28.488	28.506
Avoirs sur l'étranger :									
a) en devises étrangères	1.027	1.358	1.161	849	817	596	655	585	606
b) en francs belges	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	1,1	1,1	0,9
Accord de compensation multilatérale :									
fr. b. (2)	1.882	1.692	1.692	3.520	3.520	3.370	3.260	3.205	2.745
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :									
a) en devises étrangères	6.942	7.323	7.433	6.513	7.231	7.339	7.346	7.385	7.611
b) en francs belges	1.486	1.481	1.349	1.116	1.065	1.031	1.022	1.005	966
Devises étrangères et or à recevoir	2	3	4	21	22	21	15	16	17
Débiteurs pour change et or, à terme	1.660	1.804	1.803	1.882	1.937	1.885	1.812	1.955	1.991
Effets commerciaux sur la Belgique	5.021	4.515	3.679	3.606	4.082	4.569	4.745	5.374	4.980
Avances sur fonds publics	303	251	305	219	314	557	634	238	301
Effets publics (art. 20 des statuts. Convention du 14 septembre 1948) :									
a) certificats du Trésor	5.095	4.795	4.500	4.125	4.405	5.490	5.555	5.385	5.475
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	2.388	2.523	2.714	2.742	3.262	3.561	3.816	3.610	3.742
c) autres effets publics	—	44	26	39	158	110	112	20	30
Monnaies divisionnaires et d'appoint	362	353	351	334	307	270	263	270	277
Avoirs à l'Office des Comptes A	1	1	1	2	2	2	2	1	2
Chèques Postaux } Compte B	361	369	369	385	385	375	383	363	361
Avances spéciales pour participation au Fonds Monétaire International :									
a) au Gouvernement belge, en francs belges	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125
b) au Gouvernement luxembourgeois, en francs luxembourgeois	50	50	50	50	50	50	5	5	5
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.046	1.049	1.051	1.054	1.058	1.062	1.079	1.079	1.079
Immeubles, matériel et mobilier	341	341	341	341	341	341	341	341	341
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	480	481	481	483	484	482	482	482	482
Divers	670	591	703	711	724	709	678	794	801
	94.792	94.690	93.644	93.472	95.287	96.870	96.868	96.666	96.443

PASSIF

	1-6-1950	8-6-1950	15-6-1950	22-6-1950	29-6-1950	6-7-1950	13-7-1950	18-7-1950	27-7-1950
Billets en circulation	86.223	85.917	85.166	84.937	86.132	88.173	88.313	87.849	87.542
Comptes courants :									
Trésor public { Compte ordinaire	3	6	3	6	5	4	5	2	7
Comptes Accord de Coopération Economique	155	162	128	66	109	35	33	35	41
Fonds Monétaire International :									
Compte francs belges	1.127	1.127	1.127	1.127	1.127	1.127	1.127	1.127	1.127
Compte francs luxembourgeois	50	50	50	50	50	50	5	5	6
Banques à l'étranger :									
1° accords de paiement { a)	1.403	1.337	1.266	1.445	1.204	1.264	1.376	1.372	1.420
b)	361	369	369	385	385	375	383	363	361
2° autres comptes	33	28	28	28	31	31	30	31	29
Divers	1.688	1.792	1.597	1.417	2.153	1.739	1.570	1.653	1.634
<i>Total des engagements à vue.</i>	91.043	90.788	89.734	89.461	91.196	92.798	92.842	92.437	92.166
Devises étrangères et or à livrer	1.755	1.900	1.897	1.969	2.030	1.965	1.892	2.033	2.070
Créditeurs pour change et or, à terme	2	3	4	21	22	21	15	16	17
Caisse de Pensions du Personnel	480	481	481	483	485	482	482	482	482
Divers	433	439	449	459	475	525	558	619	629
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement	679	679	679	679	679	679	679	679	679
	94.792	94.690	93.644	93.472	95.287	96.870	96.868	96.666	96.443

(1) Montants non réévalués.

(2) Ce compte enregistre le montant de l'avance faite par la Banque en vue d'assurer, pour compte de l'Etat, la mise en application de l'accord de paiement et de compensation entre les pays européens pour l'exercice 1949/1950, signé à Paris le 7 septembre 1949, avance qui sera amortie au moyen de l'aide conditionnelle attribuée à la Belgique.

SITUATIONS MENSUELLES DE LA BANQUE DU CONGO BELGE

85

(millions de francs)

ACTIF

	31-1-1950	28-2-1950	31-3-1950	30-4-1950	31-5-1950	30-6-1950
Encaisse-or	1.115	1.115	1.115	1.115	1.115	1.115
Compte spécial de la Colonie (1)	105	105	105	105	105	105
Encaisses diverses	20	19	19	27	26	21
Avoirs aux Offices des Chèques postaux.	14	15	11	12	14	7
Avoirs en Banque						
{ en Belgique	371	308	501	270	378	286
{ à l'étranger	1.356	1.405	1.485	1.484	1.610	1.756
Portefeuille-titres	424	443	443	443	443	443
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	7.961	7.960	2.947	8.848	8.918	8.648
Effets commerciaux	693	734	776	760	743	801
Débiteurs	226	242	263	260	261	326
Etat belge	540	540	441	441	441	443
Immeubles et matériel	23	26	27	29	31	32
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme	8	1	1	2	2	3
Débiteurs pour contrats de change à terme	502	421	490	537	516	537
Divers	18	19	19	20	25	26
	13.376	13.353	13.643	14.353	14.628	14.549

PASSIF

	31-1-1950	28-2-1950	31-3-1950	30-4-1950	31-5-1950	30-6-1950
Capital	20	20	20	20	20	20
Réserves	48	48	48	48	48	48
Circulation (billets et monnaies métalli- ques)	2.442	2.436	2.411	2.340	2.358	2.583
Produit de la réévaluation de l'encaisse- or (*)	138	—	—	—	—	—
Créditeurs à vue	9.310	9.481	9.764	9.435	9.843	9.491
Créditeurs à terme	312	319	327	1.407	1.359	1.259
Créditeurs pour contrats de change à terme	8	1	1	2	2	3
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme	502	421	490	537	516	537
Transferts en route et divers	596	627	582	564	482	608
	13.376	13.353	13.643	14.353	14.628	14.549

(1) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935

(*) Décret du 17 février 1950.

II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

Banque de France
(millions de francs)

DATES	Encaisse-or	Or affecté en garantie (conv. du 17-11-1947 et loi du 25-11-1947)	Disponibilité à vue à l'étranger	Bon du Trésor remboursable en or (1)	Portefeuille d'escompte (2)	Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938)	Avances		Dettes de l'Etat envers la Banque		Billets au porteur en circulation	Comptes courants crédateurs Total
							sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dettes totales (3)	Dont avances provisoires (4)		
1948 Moyenne annuelle	52.967	12.258	0,2	—	169.607	83.769	4.527	9.136	723.509	570.300	849.369	207.977
1949 Moyenne annuelle	52.917	10.491	22.066	(6) 2.951	282.026	126.978	5.209	13.710	759.238	583.810	1.110.129	155.294
1949 5 mai	52.817	12.408	0,6	—	265.451	126.281	6.210	24.268	732.787	580.900	1.064.210	165.322
9 juin	(5) 52.981	9.293	0,7	—	295.395	125.737	5.988	732.199	580.600	1.080.173	160.684	160.684
7 juillet	52.981	9.293	7.703	2.951	298.365	131.159	6.115	19.176	737.147	580.600	1.125.733	149.041
4 août	52.981	9.293	21.068	2.951	281.740	140.820	5.954	17.831	758.110	592.500	1.152.147	146.241
8 septembre	52.981	9.293	44.667	2.951	288.833	135.376	4.840	10.288	758.773	589.300	1.185.808	123.754
6 octobre	52.981	9.293	52.015	2.951	306.696	148.270	6.133	13.438	763.167	592.600	1.229.803	127.398
10 novembre	52.981	9.293	58.384	2.951	307.730	145.425	5.643	18.648	768.473	594.400	1.229.504	140.630
8 décembre	52.981	9.293	61.664	2.951	324.064	148.873	5.308	16.785	758.569	582.800	1.241.612	140.390
1950 5 janvier	52.981	9.293	55.053	2.951	351.662	140.948	5.629	16.272	783.500	585.300	1.295.210	132.630
9 février	52.981	9.293	59.468	2.951	350.493	135.070	5.621	15.086	779.841	589.200	1.285.452	129.073
9 mars	52.981	9.293	61.783	2.951	366.696	129.308	5.155	18.161	783.283	591.200	1.315.729	119.276
6 avril	52.981	9.293	66.918	2.951	379.989	133.613	5.318	21.144	790.110	597.000	1.346.383	125.372
4 mai	52.981	9.293	87.596	2.951	358.758	128.435	5.729	19.406	790.123	596.200	1.348.335	116.531
8 juin	52.981	9.293	110.536	2.951	367.219	125.073	5.057	18.479	788.741	588.600	1.360.688	122.794
6 juillet	52.981	9.293	123.816	2.951	372.645	156.687	6.042	23.816	780.885	584.300	1.407.679	139.257

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 8 juin 1950.
précédent : 3 % depuis le 30 septembre 1948.

(1) Convention du 17 novembre 1947 et du 25 novembre 1947.

(2) Cette rubrique comprend : les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales et les effets escomptés sur l'étranger. Depuis le 5 janvier 1950, cette rubrique comprend également les « effets de mobilisation de crédits à moyen terme ».

(3) La dette totale comprend : l'avoir de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse Autonome d'Amortissement (conv. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931) pour un montant fixe de 5.003 millions de francs; les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) pour un montant fixe de 12.000 millions de francs.

(4) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 », qui s'élèvent à 426.000 millions de francs.

(5) Une tranche du prêt obtenu de la Federal Reserve Bank en novembre 1947, sur l'or déposé en garantie par la Banque de France, est venue à échéance le 23 mai. Cette tranche s'élevant à 25 millions de dollars était gagée par un dépôt de 23 tonnes d'or. Sur ce dépôt, 22 tonnes ont été cédées par la Banque au Fonds de Stabilisation des Changes pour lui permettre de rembourser le prêt et la Banque a reçu un bon du Trésor remboursable en or d'un montant de 2.951 millions en contrepartie. Le reliquat du dépôt, dégage par le remboursement, est venu accroître le montant de l'encaisse-or.

(6) Moyenne des sept derniers mois.

Bank of England
(millions de £)

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation (Issue Department)	Montant autorisé de la circulation fiduciaire (1)	Dépôts (Banking Department)					Rapport de l'encaisse du Bank. Department au solde de ses dépôts %
	Monnaies et lingots d'or (Issue Department)	Monnaies (Banking Department)	Valeurs garanties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs	Total			Organismes publics		Banques	Autres dépôts	Total	
									compte ordinaire	compte spécial du Trésor (2)				
1948 Moyen. annuelle	0,25	1,23	340,8	15,0	24,2	380,0	1.253,7	1.312,5	14,0	10,8	304,5	92,7	422,0	14,3
1949 Moyen. annuelle	0,28	4,61	354,3	19,7	25,8	399,8	1.269,0	1.314,4	12,3	28,6	296,4	94,6	431,9	11,6
1949 Moyen. du 5 janv. au 14 septembre	0,25	4,26	334,8	20,1	25,8	380,7	1.266,7	1.314,9	12,9	17,0	295,4	89,9	415,2	12,7
Moyen. du 21 sept. au 28 décembre	0,36	5,48	402,3	18,8	26,0	447,1	1.274,6	1.313,3	11,0	57,3	298,9	106,5	473,7	9,4
1949 4 mai	0,25	4,19	335,7	14,9	31,3	381,9	1.278,8	1.300,0	8,8	0,7	292,6	87,4	389,5	6,6
8 juin	0,25	4,07	360,2	22,9	21,9	405,0	1.280,1	1.300,0	8,0	29,9	287,4	85,9	411,2	5,9
6 juillet	0,25	4,43	316,6	22,7	21,6	369,9	1.284,6	1.350,0	9,3	21,2	291,9	90,4	412,8	17,0
10 août	0,25	4,84	345,4	11,1	28,3	384,8	1.302,8	1.350,0	10,1	32,4	288,7	87,5	418,7	12,5
7 septembre	0,25	5,16	301,5	7,5	22,9	331,9	1.272,5	1.350,0	9,9	9,7	284,5	92,2	396,3	20,9
5 octobre	0,36	5,49	339,5	25,5	22,7	387,7	1.264,5	1.350,0	11,5	16,3	291,6	91,9	411,3	10,1
9 novembre	0,36	5,72	408,5	15,9	28,2	456,6	1.280,4	1.300,0	8,9	54,7	299,7	115,1	478,4	9,6
7 décembre	0,36	5,24	467,1	15,2	23,9	506,2	1.283,7	1.300,0	9,1	80,9	308,9	111,0	509,9	4,3
1950 4 janvier	0,36	5,24	440,9	23,7	23,4	488,0	1.299,7	1.350,0	19,8	97,9	292,9	115,1	525,7	10,6
8 février	0,36	5,25	448,1	21,9	32,5	502,5	1.246,4	1.300,0	8,4	131,7	288,9	114,3	543,3	10,9
8 mars	0,36	5,26	447,9	20,9	23,6	492,4	1.257,6	1.300,0	15,9	150,5	281,2	74,3	521,9	9,2
5 avril	0,36	5,50	496,3	12,2	23,5	532,0	1.282,1	1.300,0	9,3	160,0	285,4	83,4	538,1	4,4
10 mai	0,36	6,11	520,4	15,5	29,6	565,5	1.283,8	1.300,0	23,6	178,8	275,2	92,8	570,4	4,0
7 juin	0,36	6,28	551,3	15,9	24,0	591,2	1.289,6	1.300,0	12,1	196,2	285,9	95,9	590,1	2,9
5 juillet	0,36	6,51	537,6	23,1	24,0	584,7	1.302,6	1.350,0	13,4	217,9	292,4	97,1	620,8	8,7

Taux d'escompte { actuel : 2 % depuis le 26 octobre 1939.
précédent : 3 % depuis le 28 septembre 1939.

(1) Non compris les billets émis en contre-partie de l'or.

(2) Compte de Coopération européenne.

Nederlandsche Bank

86

(millions de florins)

DATES	Encaisse-or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Portefeuille sur l'Étranger	Correspondants à l'Étranger	Moyens de paiement à l'Étranger	Avances nantées en compte courant (y compris les prêts) sur titres, march. et warrants (1)	Cert. de Trésor. repris par la Banque à l'État (accord du 26-2-1947)	Créance comptable sur l'État (accord du 26-2-1947)	Créances en florins sur les banques d'émission étrangères et institutions similaires (2)	Billets en circulation		Comptes courants créditeurs					Créditeurs en monnaie étrangères	
										Anciennes émissions	Nouvelles émissions	du Trésor		Avoirs des banques en Hollande (3)	Avoirs libes des banques d'ém. étr. et institutions similaires (4)	Avoirs libes (4)		Avoirs bloqués
												ordinaire	spécial (4)					
1948 Moyenn. ann.	490	1,8	302	128,0	5,5	151	1.865	1.500		119	2.980	675		60		585	26	
1949 Moyenn. ann.	499	1,3	233	235,9	4,1	150	1.797	1.500	254	86	2.993	316	347	47	396	407	3	44
1949 Moy. du 3 janv. au 19 sept.	437	1,9	210	175,2	4,8	150	1.800	1.500	227	91	3.001	224	279	46	377	398	4	58
Moy. du 26 sept. au 27 déc.	667	—	296	400,6	2,2	148	1.789	1.500	329	72	2.973	266	534	49	449	431	2	7
1949 9 mai	439	—	136	167,8	4,8	145	1.800	1.500	223	80	2.985	93	293	45	366	463	4	59
7 juin	439	—	158	187,5	4,8	146	1.800	1.500	247	79	2.993	92	292	43	380	525	3	59
4 juillet	439	—	194	208,5	4,7	146	1.800	1.500	263	77	3.016	112	379	83	415	404	3	64
8 août	425	12,0	260	178,0	1,2	143	1.800	1.500	263	76	3.007	447	273	34	407	321	2	5
5 septembre	426	—	312	189,6	2,3	157	1.800	1.500	266	75	3.031	378	297	36	442	383	2	8
10 octobre	612	—	333	370,8	2,2	144	1.800	1.500	308	74	2.975	474	376	37	459	598	2	8
7 novembre	612	—	331	402,4	1,9	141	1.800	1.500	356	72	2.968	608	539	51	414	441	2	5
5 décembre	740	—	253	471,2	2,6	145	1.800	1.500	344	71	2.996	652	643	39	441	392	2	6
1950 9 janvier	740	—	165	565,9	1,6	140	1.750	1.500	381	70	3.012	608	610	37	481	319	3	12
6 février	871	—	102	683,0	1,1	175	1.600	1.500	360	69	2.988	571	642	33	507	385	2	13
6 mars	871	3,6	68	730,6	1,6	157	1.600	1.500	347	67	2.991	414	770	31	540	381	2	13
11 avril	871	—	65	797,3	1,7	162	1.350	1.500	357	66	2.985	467	540	37	444	474	2	25
8 mai	871	5,3	73	877,7	1,4	141	1.350	1.500	387	65	2.935	472	715	27	445	448	2	31
5 juin	871	—	62	977,5	1,0	140	1.350	1.500	395	64	2.851	422	795	30	454	584	2	33
10 juillet	871	—	166	977,6	1,1	142	1.350	1.500	378	62	2.869	272	911	47	497	642	2	30

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 27 juin 1941.
précédent : 3 % depuis le 29 août 1939.

- (1) Avant le 3 janvier 1949, ce compte s'intitulait : « Avances sur nantissement de titres, marchandises et warrants ».
 (2) Cette rubrique, ainsi que le compte correspondant du passif « Avoirs libes des banques d'émission étrangères et d'institutions similaires », traduit les opérations résultant d'accords monétaires qui prévoient des paiements réciproques en florins.
 (3) A partir du 3 janvier 1949, la rubrique « Avoirs bloqués des banques » a été remplacée partiellement par le compte « Avoirs des banques du pays », le surplus étant inclus dans les « Avoirs libes ».
 (4) A partir du 3 janvier 1949, deux nouveaux comptes ont été détachés des « Avoirs libes » : « Compte spécial du Trésor », qui enregistre la contrevaletur en florins des allocations de l'Accord de Coopération Economique, et « Avoirs libes des banques d'émission étrangères et d'institutions similaires » (voir remarque 2).

Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse-or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille-effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1948 Moyenn. annuel.	5.661	135,7	131,6	59,5	16,8	4.176	1.307	105,86
1949 Moyenn. annuel.	6.047	305,2	104,9	27,6	9,7	4.266	1.817	104,41
1949 7 mai	5.992	377,4	119,8	28,5	7,2	4.231	1.831	105,09
7 juin	6.041	373,0	106,1	26,6	8,1	4.223	1.867	105,33
7 juillet	6.004	419,3	119,3	24,3	9,2	4.246	1.895	104,60
6 août	6.121	398,2	85,7	25,5	7,5	4.247	1.959	105,05
7 septembre	6.281	296,2	83,4	22,8	7,0	4.257	2.002	105,07
7 octobre	6.155	186,1	90,0	24,2	5,3	4.301	1.816	103,65
7 novembre	6.161	254,4	87,6	23,7	6,6	4.297	1.896	103,59
7 décembre	6.202	254,3	86,3	28,3	8,6	4.304	1.936	103,47
1950 7 janvier	6.247	260,0	79,9	22,7	8,8	4.391	1.882	103,73
7 février	6.245	267,2	72,9	20,4	7,0	4.170	2.098	103,89
7 mars	6.247	264,1	72,7	17,1	8,3	4.196	2.077	103,82
6 avril	6.249	279,9	72,0	18,0	8,8	4.236	2.054	103,80
6 mai	6.241	296,1	69,3	20,9	7,7	4.208	2.092	103,77
7 juin	6.240	295,9	71,3	19,9	7,6	4.168	2.210	102,48
7 juillet	6.252	281,2	72,6	24,2	8,9	4.218	2.264	100,79

Taux d'escompte { actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936.
précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.

Federal Reserve Banks

(millions de \$)

DATES	Réserves de certificats-or			Autres réserves	Fonds publics nationaux	Billets (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.)	Rapport des réserves aux engagements à vue %
	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total					
1948 Moyenne annuel.	21.624	635	22.259	281	21.586	23.966	20.399	50,2
1949 Moyenne annuel.	22.610	584	23.194	288	19.594	23.396	19.704	53,8
1949 4 mai	22.509	603	23.112	270	20.839	23.332	21.108	52,0
3 juin	22.569	589	23.158	258	19.594	23.339	19.494	54,1
6 juillet	22.666	588	23.254	254	19.343	23.493	19.140	54,5
10 août	22.767	568	23.325	291	18.606	23.289	18.672	55,6
7 septembre ..	22.842	551	23.393	246	17.413	23.411	17.423	57,3
5 octobre	22.797	548	23.345	254	17.961	23.308	18.071	56,4
9 novembre ..	22.716	549	23.265	244	17.706	23.321	17.780	56,6
7 décembre ..	22.674	554	23.228	224	17.931	23.501	18.003	56,0
1950 4 janvier	22.620	552	23.172	262	18.829	23.440	18.906	54,7
8 février	22.584	540	23.124	333	17.656	22.929	18.064	56,4
8 mars	22.582	538	23.120	287	17.846	22.995	18.145	56,2
5 avril	22.489	541	23.030	238	17.572	22.968	17.760	56,5
10 mai	22.524	524	23.048	192	17.591	22.845	17.754	56,8
7 juin	22.473	525	22.998	179	17.672	22.831	17.859	56,5
5 juillet	22.459	523	22.982	193	18.586	23.048	18.369	55,5

Taux d'escompte { actuel : 1,75 % depuis le 21 août 1950.
précédent : 1,50 % depuis le 13 août 1948.

Sveriges Riksbank

(millions de Kr.)

ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse-or (1)	Surplus de valeur d'or	Fonds d'Etat et obligations suédois	Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants	Fonds d'Etat étran- gers, effets payables à l'étranger et exigible des banques et banquiers étrangers	Tous autres actifs	Billets en circulation	Comptes courants				Tous autres passifs	Droit d'émission total (2)	Rapport en % (3)	
								des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres déposants	Ensemble			de l'encaisse métallique aux billets en circul.	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1948 Moyenne annuelle.....	195	123	2.921	110	365	629	2.834	645	130	87	862	645	3.196	11,22	9,95
1949 Moyenne annuelle.....	163	140	3.006	111	609	497	3.015	610	178	83	871	701	3.350	10,03	9,02
1949 Moy. des 8 prem. mois..	166	105	3.112	110	470	521	2.958	639	178	80	897	630	3.275	9,19	8,30
Moy. des 4 dern. mois..	155	208	2.979	112	886	449	3.128	553	178	88	819	843	3.500	11,61	10,37
1949 Mai	157	100	3.066	83	432	496	2.906	572	147	83	802	626	3.200	8,84	8,03
Juin	157	99	3.240	83	499	507	2.996	748	90	91	930	659	3.200	8,54	8,00
Juillet	156	99	3.086	82	507	455	2.928	608	158	85	851	671	3.500	8,72	7,30
Août	156	99	3.204	82	646	443	2.980	563	311	69	943	708	3.500	8,54	7,27
Septembre	155	209	2.874	97	813	481	3.028	600	28	80	708	893	3.500	12,04	10,42
Octobre	155	209	2.925	104	872	499	3.089	566	145	101	812	864	3.500	11,76	10,38
Novembre	155	208	2.934	110	906	483	3.109	577	178	95	850	839	3.500	11,47	10,36
Décembre	154	208	3.184	138	954	332	3.287	467	361	79	907	775	3.500	11,01	10,34
1950 Janvier	154	208	2.794	140	958	335	3.111	479	185	79	743	735	3.500	11,63	10,34
Février	154	207	2.909	123	983	339	3.133	470	271	84	825	766	3.500	11,52	10,31
Mars	153	206	2.650	151	959	387	3.161	409	39	83	532	815	3.500	11,37	10,27
Avril	156	210	2.898	158	874	274	3.206	437	103	81	621	742	3.500	11,41	10,45
Mai	158	212	2.789	170	968	273	3.092	442	224	79	745	733	3.500	11,96	10,57
Juin	157	212	2.833	131	948	345	3.178	533	75	72	680	767	3.500	11,60	10,53
Juillet	167	211	2.675	136	944	282	3.105	431	109	75	615	702	3.500	11,84	10,50

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 9 février 1945.
précédent : 3 % depuis le 29 mai 1941.

- (1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger.
(2) Le droit d'émission est fixé par la loi du 28 mai 1948 à 3.200 millions de Kr., puis à 3.500 millions de Kr. par la loi du 3 juin 1949.
(3) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.

Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 31 juillet 1950)

	Depuis le	%		Depuis le	%
Allemagne	14 juillet 1949	4,—	Hongrie	1 ^{er} novembre 1947	5,—
Autriche	10 juillet 1935	3,50	Irlande	23 novembre 1943	2,50
Belgique	6 octobre 1949	3,25	Italie	6 avril 1950	4,—
Bulgarie	27 juillet 1948	3,50	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Danemark	4 juillet 1950	4,50	Pologne	1 ^{er} août 1947	0,—
Espagne	22 mars 1949	4,—	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	13 août 1948	1,50 (1)	Roumanie	25 mars 1948	5,— (2)
Finlande	1 ^{er} juillet 1949	5,75	Suède	9 février 1945	2,50
France	8 juin 1950	2,50	Suisse	26 novembre 1936	1,50
Grande-Bretagne	26 octobre 1939	2,—	Tchécoslovaquie	28 octobre 1945	2,50
Grèce	12 juillet 1948	12,—	Turquie	1 ^{er} juillet 1938	4,—
Hollande	27 juin 1941	2,50	Yougoslavie	20 août 1948	1,— à 3,—

- (1) A partir du 21 août 1950 : 1,75.
(2) Effets agricoles 3 %.

Situations en milliers de francs suisses or

[unités de 0,29032258... grammes d'or fin (art. 5 des statuts)]

	30 avril 1950		31 mai 1950		30 juin 1950			30 avril 1950		31 mai 1950		30 juin 1950					
ACTIF							PASSIF										
		%		%		%			%		%		%				
I. Or en lingots et monnayé.....	283.584	35,1	305.018	35,1	329.989	36,5	I. Capital :										
II. Encaisse.							Capital autorisé et émis 200.000 actions de 2.500 francs suisses or chacune.....	500.000	125.000	15,5	500.000	125.000	14,4	500.000	125.000	13,9	
A la Banque et en compte courant dans d'autres Banques.....	27.728	3,4	47.975	5,5	21.429	2,4	Actions libérées de 25 %.....										
III. Fonds à vue placés à intérêts...	2.934	0,4	2.930	0,3	2.908	0,3	II. Réserves :										
IV. Portefeuille réescomptable :							1. Fonds de Réserve Légale ...	6.527			6.527			6.527			
1. Effets de commerce et acceptations de Banque.....	33.072	4,1	30.908	3,6	27.301	3,0	2. Fonds de Réserve Générale ...	13.343			13.343			13.343			
2. Bons du Trésor.....	106.268	13,2	150.378	17,3	155.758	17,2		19.870	2,5	19.870	2,3	19.870	2,2	19.870	2,2		
V. Effets divers remobilisables sur demande.....	20.589	2,5	30.903	3,6	44.880	5,0	III. Dépôts à court terme et à vue (or) :										
VI. Fonds à terme et avances :							1. A 3 mois au maximum.....	244	0,0	6.891	0,8	6.892	0,8	6.892	0,8	6.892	0,8
1. A 3 mois au maximum.....	30.293	3,7	36.829	4,2	24.534	2,7	2. A vue.....	113.746	14,1	143.340	16,6	181.588	20,1	181.588	20,1	181.588	20,1
2. De 3 à 6 mois.....	2.144	0,3	—	—	—	—		113.990		150.231		188.480		188.480		188.480	
3. A plus d'un an.....	719	0,1	720	0,1	2.236	0,2	IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies) :										
VII. Effets et placements divers :	33.156		37.549		26.770		1. Banques Centrales pour leur compte :										
1. Bons du Trésor.							a) De 3 à 6 mois.....	2.290	0,3	—	—	18.318	2,0	—	—	18.318	2,0
a) A 3 mois au maximum ...	128.306	15,9	69.979	8,1	17.719	2,0	b) A 3 mois au maximum ...	376.880	46,7	400.189	46,1	390.329	43,2	390.329	43,2	390.329	43,2
b) De 3 à 6 mois.....	—	—	22.820	2,6	81.826	9,1	c) A vue.....	30.487	3,8	37.006	4,3	25.606	2,8	25.606	2,8	25.606	2,8
2. Autres effets et placements divers :							2. Banques Centrales pour le compte d'autres déposants :										
a) A 3 mois au maximum ...	84.551	10,5	82.903	9,6	82.619	9,1	a) A 3 mois au maximum ...	1.985	0,2	1.985	0,0	1.985	0,2	1.985	0,2	1.985	0,2
b) De 3 à 6 mois.....	6.472	0,8	4.700	0,5	10.018	1,1	b) A vue.....	389	0,0	390	0,2	392	0,0	392	0,0	392	0,0
c) De 9 à 12 mois.....	—	—	—	—	18.629	2,1	3. Autres déposants :										
d) A plus d'un an.....	11.064	1,4	12.474	1,4	13.525	1,5	a) De 3 à 6 mois.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
VIII. Actifs divers.....	230.393	28,3	192.885	22,3	224.336	25,5	b) A 3 mois au maximum ...	21.470	2,6	17.625	2,0	17.192	1,9	17.192	1,9	17.192	1,9
	1.585	0,2	1.500	0,2	1.514	0,2	c) A vue.....	1.859	0,2	2.064	0,2	2.039	0,2	2.039	0,2	2.039	0,2
IX. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placements en Allemagne (voir ci-dessous).....	68.291	8,4	68.291	7,9	68.291	7,6	V. Divers.....	435.360	52,8	459.259	52,8	455.861	52,8	455.861	52,8	455.861	52,8
								11.931	1,5	6.901	0,8	6.889	0,8	6.889	0,8	6.889	0,8
Total actif...	807.600	100,0	868.337	100,0	903.176	100,0	VI. Compte de profits et pertes — report à nouveau.....			2.627	0,3	2.627	0,3	2.627	0,3	2.627	0,3
							VII. Provision pour charges éventuelles.....	101.449	12,6	104.449	12,0	104.449	11,6	104.449	11,6	104.449	11,6
							Total passif...	807.600	100,0	868.337	100,0	903.176	100,0	903.176	100,0	903.176	100,0

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne :						Dépôts à long terme :					
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank: effets de la Golddiskontbank et de l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des Postes (échus).....	221.019		221.019		221.019	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités (voir Note 2)....	152.606		152.606		152.606
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus).....	76.181		76.181		76.181	2. Dépôt du Gouvernement allemand.....	76.303		76.303		76.303
Total.....	297.200		297.200		297.200	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir poste IX ci-dessus).....					
							68.291		68.291		68.291
						Total.....	297.200		297.200		297.200

Note 1 : L'or détenu en garde sous dossier pour le compte de Banques centrales et autres déposants et les fonds détenus pour le Service des Emprunts internationaux, dont la Banque des Règlements Internationaux est le mandataire-trustee ou l'agent fiscal, ne sont pas inclus dans ces situations.

Note 2 : Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs suisses or 152.606.250,—, la Banque a reçu jusqu'à présent, de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 143.251.486,88, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

Note 3 : Des effets équivalant à 3.663.600 francs suisses or ont été cédés avec engagement de rachat par la Banque.

IV — STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES (1)

(millions de francs)

89

EPOQUES (fin de mois)	A LA DISPOSITION DE L'ÉCONOMIE BELGE									Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges
	MONNAIE FIDUCIAIRE			MONNAIE SCRIPTURALE				Total du stock monétaire à la disposition de l'économie belge	P.c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (*)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*)	Avoirs en comptes chèques postaux (*)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établisse- ments parastatistiques (*)	Stock de monnaie, scripturale			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	(9) = (3) (8)	
1948 Juin.....	4.697	79.894	83.689	931	17.053	41.056	59.040	142.729	58,6	10.367
1949 Mai	4.470	84.032	87.564	974	18.903	41.041	60.918	148.482	59,0	9.047
Juin	4.560	84.938	88.496	1.027	18.981	42.701	62.799	151.294	58,5	9.151
Juillet	4.696	86.805	90.488	955	17.984	42.292	61.231	151.719	59,6	9.398
Août	4.710	86.917	90.670	954	18.727	43.508	63.189	153.859	58,9	9.179
Septembre	4.400	87.588	91.009	824	18.338	44.665	63.327	154.836	58,8	9.157
Octobre	4.112	87.415	90.502	616	18.265	43.694	62.576	153.077	59,1	8.230
Novembre.....	4.107	86.615	89.709	1.076	19.021	42.002	62.099	151.808	59,1	8.172
Décembre	4.118	87.890	91.040	1.531	20.204	43.149	64.884	155.924	58,4	8.340
1950 Janvier	4.189	87.287	90.448	702	18.145	43.743	62.590	153.038	59,1	8.482
Février	4.259	87.494	90.737	715	18.143	42.547	61.405	152.142	59,6	8.085
Mars	4.314	87.530	90.710	650	18.425	43.477	62.552	153.262	59,2	8.575
Avril	4.386	87.062	90.216	839	18.422	43.459	62.720	152.936	59,0	8.969
Mai.....	4.431	86.083	89.417	802	18.661	43.318	62.781	152.198	58,7	9.148
Juin.....	4.517	87.304	90.696	689	18.161	43.709	63.555	154.251	58,8	10.080

(*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.
 (1) Cfr. *Bulletin d'Information et de Documentation* de décembre 1949, vol. II, n° 6 : « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », p. 333 et suivantes.

TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

STATISTIQUES COURANTES

	Tabl.		Tabl.
LE MARCHE DE L'ARGENT		LES PRIX	
I — Taux d'escompte et de prêts	2	a) Indices des prix de gros en Belgique ..	45
II — Taux des dépôts en banque et à la		b) Indices des prix de gros à l'étranger ..	45
Caisse Générale d'Épargne	4	c) Indices des prix de détail en Belgique..	46
LE MARCHE DES CHANGES ET DES METAUX		LA PRODUCTION	
PRECIEUX		I — Charbonnière et métallurgique	55
I — Cours des métaux précieux	9	II — Industrie textile	56
II — Cours officiels des changes	10	III — Productions diverses	56
LE MARCHE DES CAPITAUX		IV — Énergie électrique	58
I — Cours comparés de quelques fonds		V — Gaz	59
publics	14	LA CONSOMMATION	
II — Indices des actions aux Bourses de		I — Indices des ventes à la consom-	
Bruxelles et d'Anvers	15	mation	65
III — Mouvement des opérations à la		II — Consommation de tabac	68
Bourse de Bruxelles	15	III — Abatages dans les 12 principaux	
IV — Cours et rendements des principaux		abattoirs du pays	67
types de valeurs à revenu fixe	16	LES TRANSPORTS	
V — Émissions de capitaux en Belgique et		I — Activité de la Société nationale des	
au Congo belge	17	Chemins de fer belges	70
Tableau rétrospectif		a) recettes et dépenses d'explo-	
Émissions des sociétés congolaises en		tation	
mars 1950 :		b) wagons fournis à l'industrie	
Détail des émissions		c) trafic :	
Groupement par importance du		1° trafic général	
capital		2° grosses marchandises :	
Émissions des sociétés belges en		A) ensemble du trafic	
avril 1950 :		B) service interne belge	
Détail des émissions		II — Activité de la Société nationale des	
Groupement par importance du		Chemins de fer vicinaux	70
capital		III — Les ports	71
VI — Emprunts des pouvoirs publics	18	a) Anvers	
VII — Opérations bancaires du Crédit Com-		b) Gand	
munal	19	IV — Mouvement général de la navigation	
VIII — Inscriptions hypothécaires	20	intérieure	72
LES FINANCES PUBLIQUES		LE COMMERCE EXTERIEUR	
I — Situation de la Dette publique	25	Classification adoptée par la convention	
II — Situation des avoirs en effets publics		de Bruxelles	75
de la Banque Nationale de Bel-		LE CHOMAGE	
gique	25	I — Chômage complet et partiel	81
III — Rendement des impôts	26	II — Répartition des chômeurs contrôlés	
LES REVENUS ET L'ÉPARGNE		par province	81
I — Rendement des sociétés par actions		III — Répartition des chômeurs inscrits par	
belges et congolaises	30	groupe de professions	81
Dividendes et coupons d'obliga-		STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES	
tions mis en paiement :		I — Belgique et Congo belge :	
en avril 1950		Situations globales des banques	
Tableau rétrospectif		belges	85
II — Caisse Générale d'Épargne et de		Banque Nationale de Belgique :	
Retraite	31	Situations hebdomadaires	85
a) Dépôts sur livrets particuliers		Banque du Congo belge :	
à la Caisse d'Épargne		Situations mensuelles	85
b) Versements inscrits aux comp-		II — Banques d'émission étrangères :	
tes des affiliés à la Caisse		Situations	86
de Retraite		Banque de France	
III — Indice trimestriel des salaires	32	Bank of England	
LE MOUVEMENT DES AFFAIRES		Nederlandsche Bank	
I — Chambres de compensation	35	Banque Nationale Suisse	
a) Mouvement du débit		Federal Reserve Banks	
b) Détail du mouvement de la		Sveriges Riksbank	
compensation à Bruxelles		Taux d'escompte	
II — Chèques postaux	36	III — Banque des Règlements Internatio-	
		naux, à Bâle	87
		IV — Stock monétaire en francs belges	89

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

Anc. Établiss. d'Imprimerie
TH. DEWARICHÉT
J., M., G. et L. Dewarichet,
F^{ms} & S^{ms}, soc. en n. col.
16, rue du Bois-Sauvage, 16
B R U X E L L E S

26626